

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE (2), PAR M. GOLLIER.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur le Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'année 1925.

Cinq sections sur six ont adopté le projet de budget.

Elles ne se sont pas contentées de l'étude approfondie des propositions du Gouvernement. Entraînées par leur souci de progrès, et par l'intérêt d'une matière aussi importante que l'enseignement, source de toute prospérité nationale, elles ont examiné des problèmes, émis des vœux, suggéré des mesures profitables à l'enseignement public.

Parmi les questions qui ont particulièrement préoccupé les sections et, après elles, votre Commission spéciale, nous retiendrons les suivantes :

Les suppressions d'écoles et de classes, la diminution de la population scolaire, l'organisation du quatrième degré, le nombre considérable des trainards à tous les degrés de l'enseignement primaire, l'inspection médicale scolaire, l'inspection de l'enseignement primaire, les résultats de l'application de la loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand, l'outillage scientifique des Universités de l'État.

(1) Budget, n° 4vn.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

- a) Les membres de la *Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts* : MM. Brunet, président, Amelot, Blavier, Cocq, Destrée, Doms, Flagey, Gollier, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Siffer et Souplil.
- b) Six membres nommés par les sections : MM. Raemdonck, Gollier, De Bruyckér, Poncelet, Sinzot et Piérard.

Qu'on nous permette une observation préliminaire.

Dans nos rapports des années précédentes, nous avons accoutumé de prendre quelque grand problème soulevé par les sections, de le mettre en pleine lumière par une étude complète de ses tenants et aboutissants, afin de provoquer la conviction par l'évidence même et la nécessité de la solution. Nous changerons cette fois notre manière et nous nous bornerons à une sorte de constat. La raison en est que dans une session aussi écourtée que celle-ci, nous ne voulons pas abuser des moments de la Chambre. Ajoutez à cela que dans la fièvre qui précède ordinairement les grandes consultations électorales, les esprits ont peine à se dégager des préoccupations immédiates et pressantes. Ils se tournent tout naturellement vers des projets plus chargés d'une actualité momentanée. Ils nous en voudraient d'imposer à leur attention, par de grands développements, des sujets dont l'étude réclame une atmosphère de sérénité, de paix et de certitude. Nous garderons donc à notre rapport les limites précises des quelques faits notables qui ont retenu l'attention de nos Collègues.

SUPPRESSION D'ÉCOLES ET DE CLASSES.

De nombreux membres se sont émus de l'accroissement constant, depuis l'armistice, des suppressions d'écoles et de classes.

C'est malheureusement un fait incontestable. En 1921 et 1922, le Gouvernement a fermé 344 classes primaires et 153 classes gardiennes; en 1923, il a supprimé 429 emplois dont l'ensemble s'établit comme suit :

Dans les écoles communales :

Classes primaires	176
Classes gardiennes	28
Directions sans classe	11
Emplois de matiers spéciaux	17

Dans les écoles adoptées et adoptables :

Classes primaires	126
Classes gardiennes	37
Directions sans classe	21
Emplois de maîtres spéciaux	3

Au total. . . 429 emplois.

Par contre dans la partie rurale du pays, de nombreux postes nouveaux ont été créés : au total 779 emplois, de telle sorte que le nombre des classes supprimées en 1923 est inférieur de moitié à celui des extensions scolaires.

Nous avons demandé au Gouvernement de bien vouloir nous fournir un tableau des classes fermées et des classes créées en 1921; l'honorable M. Nolf nous a répondu qu'il ne lui était pas possible de nous donner ces statistiques.

Il résulte toutefois de renseignements officiels qui nous ont été communiqués qu'un bon nombre de classes ont été supprimées pendant le courant de l'exercice. Il est à remarquer que ces suppressions n'ont été réalisées qu'au fur et à mesure des départs ou des décès dans le personnel enseignant,

D'autre part, de nouvelles classes ont été créées pour dégager des écoles surpeuplées.

Les suppressions l'ont emporté cette année sur les extensions ; la différence cependant est très minime, comme l'attestent les chiffres suivants :

En 1923-1924 il y avait 26,987 classes primaires.

En 1924-1925 il y en a 26,962 »

(octobre)

Différence en moins 25 »

En ce qui concerne les institutions gardiennes, il y a augmentation de 136 classes.

En 1923-1924 5,456 classes,

En 1924-1925 5,592 »

Différence en plus . . . 136.

Il serait vain de mettre en cause la politique scolaire du Gouvernement. Les suppressions de classes suivent fatalement la diminution de la fréquentation scolaire : elles résultent aussi pour une part de l'application de l'arrêté du 30 mars 1923 qui a porté de 20 à 25, dans les écoles ordinaires de plus de deux classes, le minimum exigé de population moyenne.

Elles s'expliquent donc facilement par ces deux causes. Cependant, sans suspecter l'excellence des intentions de l'Administration des Sciences et des Arts, plusieurs de nos collègues se sont plaints de l'application, trop stricte à leur sentiment, du 4^m paragraphe de l'arrêté royal du 30 mars 1923.

Ce quatrième paragraphe n'ouvre-t-il pas la porte à l'arbitraire ? S'il faut en croire les doléances des communes et des comités scolaires, l'administration s'en est autorisée pour exagérer ses mesures de compression des dépenses, au détriment de la bonne organisation des écoles.

C'est ainsi, par exemple, que, dans bon nombre de cas, l'administration, pour établir ses calculs de moyennes, a considéré comme un tout indivis l'ensemble des enfants d'un même sexe fréquentant les écoles communales. Elle a agi de même vis-à-vis des écoles adoptées ou privées subsidiées. Entrant dans les vues de l'administration centrale, l'inspection a suggéré des combinaisons qui ignorent les nécessités locales, les circonstances particulières, l'urgence de maintenir à la tête d'une école d'au moins six classes une direction sans classe.

Une perturbation grave s'en est suivie. Quelques grandes communes ont pris sur elles de maintenir ouvertes les classes que l'administration centrale les invitait à fusionner avec d'autres. Des comités scolaires qui, de bonne foi, avaient cru pouvoir nommer soit des titulaires, soit un intérimaire, ont été prévenus — après un délai d'examen plus ou moins long, que l'État se refusait à payer le traitement de ces agents : ceux-ci ont dû être remerciés avant même d'être pourvus d'une nouvelle nomination.

Il est fort à craindre que ce système outrancier n'exerce une fâcheuse influence sur le recrutement de nos écoles normales et ne provoque des désertions parmi les membres du personnel enseignant, aigri par tant d'autres causes.

Si la baisse de la natalité, conséquence des années de guerre, avait sévi de même après l'armistice, l'opinion s'émouvrait moins du désarroi produit par ces fermetures de classes; mais elle n'envisage pas sans inquiétude le jour où nos écoles primaires retrouveraient leur prospérité d'antan.

La fréquentation scolaire a diminué considérablement au cours des dernières années et elle diminuera encore fatalement, mais il est vraisemblable que lorsque les années de guerre, déficitaires au point de vue des naissances, auront épuisé leur influence, nous en reviendrons aux chiffres de la population scolaire de 1923-1924. A ce moment, les classes supprimées l'an dernier devront être nécessairement rétablies, pour autant, bien entendu, que la natalité ne descende pas au-dessous du chiffre actuel.

D'autre part, une heureuse évolution pédagogique a substitué aux méthodes en partie passives d'autrefois, des méthodes actives, dont l'emploi exige une dépense d'énergie beaucoup plus considérable du maître et qui ne donneront tout leur fruit, principalement dans les classes supérieures, que si ces classes ont échappé à la surpopulation.

Ajoutons encore que les classes comptent des élèves en retard. Les statistiques que nous publierons plus loin dénoncent la proportion énorme de près 50 p. c. de retardataires dans la population scolaire totale.

Il est clair que dans des classes à population tellement hétérogène, une moyenne de 25 élèves est plutôt considérable pour l'obtention d'un rendement utile.

Pour ces diverses raisons, votre Commission émet le vœu de voir le Gouvernement interpréter dans un sens très large l'arrêté royal précité. Il y va de l'intérêt bien compris de l'enseignement et par conséquent de la richesse de l'intelligence nationale. Après les pertes et les diminutions imposées par la guerre, il ne faut pas que des économistes à courte vue nous infligent encore, sous le prétexte d'économies illusoires, des pertes et des diminutions plus sérieuses que les premières, parce qu'elles atteindraient l'âme même du peuple belge.

LA DIMINUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE.

Nous avons, dans notre précédent rapport, attiré l'attention du Parlement sur le recul considérable de la population scolaire.

En 1920-1921, les écoles primaires soumises au régime de la loi comptaient

968,374 enfants

En 1923-1924, elles ne comptaient plus que. 855,892 —

Soit en moins. 112,482 —

Nous espérions pour 1924 un arrêt de cette descente, la population des écoles gardiennes marquant en 1923 un relèvement de 32,223 unités sur celle de l'année précédente.

Nos prévisions ne se sont pas réalisées et nous avons à enregistrer un nouveau recul malheureusement très grave, puisqu'il se chiffre par 6.7 p. c.

Au 31 décembre 1923, les écoles primaires communales adoptées et adoptables réunissaient 855,892 élèves.

Au 15 octobre 1924, elles n'en comptent plus que 798,451, soit une diminution de 57,441 élèves.

Le tableau ci-dessous donne les détails de cette diminution.

Population des écoles primaires et gardiennes inspectées par l'État.

	Ecoles primaires			Ecoles gardiennes		
	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.
<i>Communales :</i>						
Au 31 décembre 1923 .	290.400	163.565	453.965	31.432	29.672	61.104
Au 15 octobre 1924. .	268.495	150.480	418.975	36.320	34.439	70.759
	— 21.905	— 13.085	— 34.990	+ 4.888	+ 4.767	+ 9.655
<i>Adoptées :</i>						
Au 31 décembre 1923 .	78.698	177.969	256.667	26.908	27.509	54.417
Au 15 octobre 1924. .	74.535	168.292	242.827	32.777	33.295	66.072
	— 4.163	— 9.677	— 13.840	+ 5.869	+ 5.786	+ 11.655
<i>Privées subsidiées :</i>						
Au 31 décembre 1923 .	59.098	86.162	145.260	36.746	38.573	75.319
Au 15 octobre 1924. .	55.019	86.630	136.649	41.144	42.296	83.440
	— 4.079	— 4.532	— 8.611	+ 4.398	+ 3.723	+ 8.121
<i>Totaux :</i>						
Au 31 décembre 1923 .	428.196	427.696	855.892	95.086	95.754	190.840
Au 15 octobre 1924. .	398.049	400.402	798.451	110.241	110.030	220.271
	— 30.147	— 27.294	— 54.441	+ 15.155	+ 14.276	+ 29.431

Si nous comparons les contingents scolaires de 1920-1921 à ceux de 1924-1925, nous constatons qu'en 1920-1921 les écoles inspectées recevaient 968,374 élèves. Elles ont perdu jusqu'à ce jour $968,374 - 798,451 = 169,925$ enfants soit 17.5 de leur ancienne population.

Les écoles gardiennes, il est vrai, accusent un accroissement assez important des effectifs.

De 190,840 enfants inscrits dans ces institutions, en décembre 1923, on passe à 220,271 en octobre 1924, soit une augmentation de 29,431 enfants (15 p. c.)

Mais l'année 1919 avec 123,314 naissances fournira en octobre 1925, un effectif scolaire beaucoup moindre que l'effectif sortant de l'année 1911 laquelle accusait 171,802 naissances.

On peut donc prévoir un déficit considérable pour l'année 1925-1926, et il n'est pas téméraire de le fixer de 30,000 à 35,000,

Voici à titre d'indication les prévisions pour les cinq années à venir :

1925-1926 : 763,000.

1926-1927 : 757,000.

1927-1928 : 752,000.

1928-1929 : 749,000.

1929-1930 : 772,000.

La cause du mal gît nécessairement dans la diminution de la natalité. Mais ce serait nourrir une dangereuse illusion que d'accuser de ce phénomène la guerre seule. Sans doute les années 1914-1918 ont été déficitaires et la courbe de la natalité s'est relevée après 1918. Toutefois, malgré le grand nombre de jeunes ménages fondés depuis l'armistice, le chiffre de la natalité reste sensiblement inférieur au chiffre de l'avant-guerre.

Certes ce serait déborder le cadre de notre travail que d'examiner cette douloureuse question dans toute son ampleur et de chercher les remèdes capables d'endiguer le mal et de le guérir. Nous n'avons à considérer la chose que du point de vue de l'instruction publique. Ce point de vue nous fixe nos limites. Mais il importait, afin de rallier le Parlement aux mesures que nous voulons préconiser, de souligner l'importance du danger.

Bornons-nous à signater qu'en 1901, nous enregistrons 200.000 naissances; en 1912, ce chiffre descend à 171.000; en 1923, il tombe à 155.000

Le caractère angoissant de cette situation n'échappera à personne,

Le pays a besoin de bras mais il a aussi besoin de cerveaux. S'il est d'un patriotisme éclairé de développer et de fortifier tous les éléments de la puissance économique de la nation, il est d'un sentiment plus haut de ne négliger et de ne gaspiller aucune de ces forces intellectuelles et morales qui, judicieusement exploitées, produiront de la noblesse et de la magnanimité.

C'est pourquoi, au sortir de la grande guerre, mangeuse d'hommes et fossoyeuse de pensée, le législateur a voulu sauvegarder et exploiter tout de suite nos richesses d'intelligences. Il a créé des bourses d'études, institué le Fonds des mieux Doués, pour la sélection des meilleurs, pour le secours nécessaire à l'élite, pour l'aide efficace aux cerveaux marqués du signe de Minerve.

Ces mesures sont profitables. Elles sont insuffisantes pour ce qui concerne les familles nombreuses. Les bourses d'études sont trop minimes. Il en est *a fortiori* de même des allocations du Fonds des mieux Doués.

Accordez la gratuité de tout l'enseignement, proposera quelqu'un. Ce n'est pas là une solution. M. Destrée le faisait justement remarquer dans l'Exposé des motifs du projet de loi relatif au Fonds des mieux Doués : Les pouvoirs publics devraient, dans ces conditions, en participant aux charges de l'éducation, établir à cet égard des degrés divers, depuis la simple remise du minerval jusqu'à l'entretien complet des bénéficiaires tout à fait dépourvus de ressources, avec compensation au profit des familles. D'autre part, le bénéfice de l'instruction gratuite ne peut être dispensé sans discernement quant à la valeur et au mérite, alors qu'il

faudrait plutôt tendre à éloigner des classes ceux qui ne font qu'en alourdir le mouvement au détriment de leurs condisciples et sans profit pour eux-mêmes.

La gratuité, du reste, ne résoudrait pas tout le problème. Il y a encore l'entretien de l'enfant. Il y a les vêtements. Imagine-t-on le budget d'une famille de cinq ou six enfants faisant des études moyennes ou supérieures? Les aumôniers du Travail, à Charleroi, exigent des enfants qui fréquentent leur internat une somme de 500 francs par trimestre, et le régime est d'une frugalité, d'une simplicité touchante. Cependant, il faut ajouter à ces dépenses le prix de l'habillement, des faux frais de toute nature. Comment veut-on, dès lors, que les familles nombreuses accomplissent tous leurs devoirs vis-à-vis des leurs et vis-à-vis de la collectivité?

Que cette situation les condamne à une sorte de déchéance, en même temps qu'elle compromet le recrutement des élites professionnelles de la nation, voilà une vérité hors de conteste.

Où ces familles nombreuses ne parviendront plus à procurer à leurs enfants l'instruction et la formation professionnelles conformes à leurs aptitudes, ou, si elles y parviennent, ce sera au prix de privations excessives, par le sacrifice de leurs dernières économies, peut-être même par l'acceptation d'un fardeau de dettes onéreuses.

A titre documentaire, nous reproduisons ci-dessous une lettre émouvante dans sa simplicité, adressée par un modeste instituteur, père de cinq enfants, au secrétaire de la Ligue des Familles nombreuses :

« Monsieur le Secrétaire Général,

» Je soussigné, sollicite respectueusement, en qualité de délégué local des Familles Nombreuses et père de cinq enfants complètement à charge, le soutien, s'il y a possibilité, de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

» Soutenu uniquement par mon traitement d'instituteur, j'eus vite fait, pendant la guerre, d'épuiser mes petites économies. Pourtant, mes enfants durent, vu leurs belles dispositions morales et intellectuelles, continuer leurs études : aujourd'hui quatre d'entre eux les poursuivent : deux à l'Université (pour l'enseignement), une à la Section Normale Moyenne de H..., un aux humanités ; et nous sommes à la campagne.

» L'aîné profite du Fonds des bien Doués et la troisième également. Mais le second ne pouvait y émarger malgré qu'il finit l'an dernier, ses humanités avec grande distinction : il avait profité 2 ans d'une petite bourse de Fondation. Il est donc entré à l'Université sans avoir pu, pour l'année 1924-1925, émarger à aucun soutien.

» N'y a-t-il pas moyen, pour lui, d'être par exemple aidé par le « Legs du Baron de Moor » accordé aux F. N. ? Ou, par impossible, par un autre fonds dans ce but ?

» La conduite des quatre élèves est à signaler : la note T. B. émarge sans interruption à tous leurs bulletins mensuels.

» Dans l'espoir de recevoir une réponse favorable, je vous prie, Monsieur le Secrétaire Général, d'agréer d'avance mes plus profonds sentiments de gratitude ».

Votre très obligé,

Quel homme de cœur ne sentirait, à cette lecture, dans les plis les plus secrets de sa sensibilité, le frémissement poignant des grandes émotions ? Nous ne connaissons pas les ressources de l'auteur de cette lettre. Nous savons seulement qu'une fois la péréquation accordée, s'il compte vingt-cinq années de service, il jouira d'un traitement de 10,000 francs. Quels sacrifices n'a-t-il pas dû s'imposer pour élever sa famille ? Que lui coûtent encore aujourd'hui deux enfants à l'Université, un autre à l'école normale, un quatrième à l'Athénée ? Que de fois n'a-t-il pas dû être tenté de jeter le manche après la cognée, de faire comme les autres suivant une formule niveleuse et démagogique ? Nous le répétons, le spectacle d'un tel dévouement et d'une volonté plus forte que la médiocrité de la vie est d'une qualité précieuse qui émeut et qui ennoblit.

Sans doute certains individualistes, fortement frottés d'égoïsme, iront répétant qu'ils ne sont pas responsables de la destinée des enfants des autres. Ils oublient les services rendus à la collectivité par ces pères de familles nombreuses, ces *patres familias* couronnés d'enfants, ces courageux faiseurs d'humanité, qui chargent sur leurs épaules, avec leur propre fardeau, le fardeau des autres. Fournir au pays deux professeurs, un instituteur et un avocat ou un médecin, quelle admirable prodigalité dans l'accomplissement du devoir social ! On n'y songe pas assez. On ne se demande pas assez ce que deviendrait la collectivité, la patrie, ceux-mêmes qui sont privés d'enfants, s'il n'y avait pas les familles nombreuses, où se renouvelle sans cesse et abondamment le beau miracle de la vie.

L'intérêt du pays exige donc que l'on vienne en aide aux familles nombreuses. L'intérêt du pays exige que d'être né au sein d'une telle famille ne soit pas un obstacle à l'heureux épanouissement de la personnalité, conformément au mérite et au talent. Il y a là des forces intellectuelles précieuses : il ne faut pas qu'une seule se perde ou dévie parce que la fortune aveugle n'a pas fait tourner sa roue de son côté.

Tel est le problème.

La gratuité de l'enseignement, nous l'avons dit, ne le résoudrait pas. L'augmentation des bourses d'études ne serait pas non plus une solution acceptable. Ce système présente de graves inconvénients que la ligue des F. N. a maintes fois signalés et qui se ramènent à trois :

- 1° Il immobilise des capitaux considérables ;
- 2° L'aide offerte ressemble à une aumône que bien des familles répugnent à solliciter ;
- 3° Il néglige le principal élément de solution : le renouvellement du Fonds.

Il faut trouver autre chose. Nous souscrivons de tout cœur au projet préconisé par la Commission des familles nombreuses et qui fût accueilli avec faveur au dernier Congrès de Gand.

Partant de l'idée que les études des jeunes gens sont destinées à leur ouvrir des carrières lucratives ; que les sommes consacrées à ces études peuvent donc être assimilées à un capital investi, dont on escompte un rendement pour l'avenir ; qu'en règle générale les jeunes gens convenablement doués, travailleurs et de bonne conduite, parviennent à gagner leur vie, certains même largement, et offrent donc à qui leur consentirait des avances, une garantie ou une base de crédit ; considérant d'autre part que le choix ne devra pas se limiter aux sujets

exceptionnellement doués, mais que les conditions normales de succès suffisent et que le but vise précisément à offrir aux enfants de familles nombreuses les mêmes chances qu'aux enfants de familles restreintes; il s'ensuit que la constitution d'un Fonds destiné à avancer aux F. N. une partie au moins des sommes nécessaires à l'éducation de leurs enfants convenablement doués, résoudrait heureusement l'angoissant problème.

Déjà la Ligue des F. N. a réuni quelques dons et consenti quelques prêts à titre d'essai.

L'article 6 du projet stipule que les avances sont réservées à l'instruction de jeunes gens (ou de jeunes filles) convenablement doués physiquement et intellectuellement, travailleurs et de bonne conduite, enfants de familles nombreuses.

L'article 7 dispose que dans la préférence à donner à l'un plutôt qu'à l'autre des sollicitateurs, on aura égard notamment aux conditions posées par les donateurs sur le don desquels le prêt est consenti, au nombre des enfants, aux ressources des parents, au mérite du candidat (talent, application, conduite, etc...).

Les prêts consentis par le Fonds ne sont pas des « prêts d'honneur », mais des prêts au sens du Code Civil, article 1874 et suivants; les contractants seront, d'une part, l'étudiant dûment autorisé par son représentant légal, s'il y a lieu, et le père ou tuteur ou toute autre personne agréée par la Ligue, d'autre part, la Ligue des F. N.; l'étudiant et son père ou tuteur ou l'autre personne agréée par la Ligue, se reconnaîtront solidairement responsables, tous deux signeront la demande de prêt et le reçu.

L'article 16 stipule que le Fonds d'avance sera alimenté par des dons, des legs, des subsides des pouvoirs publics, des souscriptions, des emprunts, ou par tout autre moyen jugé opportun par le Comité du Fonds; on envisagera les possibilités d'emprunts à faible intérêt à obtenir des pouvoirs publics et des institutions qu'ils contrôlent.

D'autre part, en vertu de l'article 17, « les donateurs, légataires, etc., peuvent subordonner leurs libéralités à toute condition compatible avec les statuts du Fonds et avec ceux de la Ligue: ils peuvent notamment déterminer le genre des études à faire, la localité ou la région d'origine du bénéficiaire, la composition de sa famille, l'importance des prêts à consentir, l'établissement à fréquenter, etc...; ils peuvent stipuler que chacun des bénéficiaires sera proposé au Fonds par une personne physique ou morale déterminée par eux; les intentions des donateurs seront scrupuleusement respectées ».

Etant donné l'excellence de cet organisme et la noblesse du but envisagé, nous permettons de solliciter avec instance du Gouvernement son inscription au nombre des prêteurs pour une somme d'un million.

Il accomplira de la sorte un devoir qui, pour favoriser les familles nombreuses, favorisera en fin de compte la collectivité nationale tout entière. Il accordera au Fonds des Avances une contribution deux fois profitable, d'abord par sa valeur propre, ensuite par l'émulation que son exemple ne manquera pas de provoquer parmi les grands bienfaiteurs des belles œuvres sociales. Nous ne doutons pas que l'honorable Premier Ministre, homme de cœur et patriote avisé, ne saisisse avec empressement cette nouvelle occasion de bien mériter de la Patrie.

Aussi bien votre Commission tout entière, composée de membres de tous les

partis, qui ont été choisis par leurs collègues pour leur connaissance des choses de l'enseignement et pour leur dévouement à la cause de l'Intelligence, s'est ralliée unanimement à ce vœu, persuadée qu'elle s'acquitte ainsi d'un devoir pressant et qu'elle collabore à une politique vraiment grande et prise dans le meilleur sens du mot, puisque c'est une politique constructive de la Cité.

LES TRAINARDS A L'ÉCOLE PRIMAIRE.

Dans notre précédent rapport, nous avons attiré l'attention de la Chambre sur le grand nombre d'enfants en retard dans nos écoles primaires.

A jeter un simple coup d'œil sur les statistiques de la population de certaines écoles, on est étonné, pour ne pas dire stupéfait du peu d'homogénéité des classes: on constate, avec effroi, que plus de cinquante pour cent des enfants accusent un retard d'un, de deux, de trois ans et même plus, dans leurs études.

On trouve pêle-mêle dans une même classe, des enfants en avance d'un an sur leurs condisciples, d'autres d'âge normal, puis des doubleurs et des tripleurs. Sur les mêmes bancs, les enfants à intelligence normale voisinent avec des intelligences inférieures à la normale ou même avec des anormaux proprement dits. Un enseignement identique est donné à des élèves dont la capacité diffère du tout au tout: les mieux doués et les insuffisants.

Il y a là, concluons-nous, une situation critique pour les élèves comme pour les maîtres, qui peut énerver tout notre enseignement primaire et à quoi la Chambre devra s'efforcer de trouver un remède.

Notre émoi ne fut pas, en ce temps-là, unanimement partagé. D'aucuns mettaient des lunettes à verre rose pour examiner la situation et l'estimaient normale. Ils nous opposaient le cas des écoles de Bruxelles et n'y découvraient qu'une proportion minime de 7 1/2 p. c. d'élèves retardés.

Au vrai, le Gouvernement ne possédait pas de statistiques sur la matière et nous ne disposions pour justifier notre sentiment que de certains chiffres relatifs aux écoles de Liège, d'Anvers et de deux faubourgs bruxellois. On pouvait nous objecter le peu d'étendue de notre enquête. On ne pouvait en nier la valeur par quoi s'attestait un mal profond. Et si l'écart était considérable entre les 7 1/2 p. c. des écoles de la ville de Bruxelles et les 50 p. c. de notre enquête, on ne nous accusait que timidement de pessimisme et l'on restait troublé devant notre conviction bien assise qui paraissait sûre d'elle-même.

Une enquête seule pouvait ou confondre notre émoi ou le justifier. Cette enquête nous la demandâmes au Gouvernement. L'honorable M. Nolf, ne voyant dans le vœu de votre commission qu'une volonté conforme à la sienne de promouvoir le bien et le progrès de notre enseignement primaire, se hâta de satisfaire à notre demande.

Avec une promptitude et un bon vouloir, à quoi nous sommes heureux de rendre hommage en passant, il mit en œuvre tous ces moyens d'investigation. Une vaste enquête fut entreprise par les soins de l'Administration du Département, aidée de tout le corps des inspecteurs. Elle porta sur toutes les écoles du pays.

Chaque instituteur fut prié de procéder au relevé des élèves, de consigner ses

observations sur un tableau dressé par l'administration et accompagné des instructions les plus précises. A côté du nom de chaque élève en retard devaient être indiquées les causes présumées du retard : irrégularité de la fréquentation, maladie accidentelle, changement d'école soumise au même régime linguistique ou à un régime linguistique différent, débilité physique générale ou faiblesse congénitale, insuffisance intellectuelle, surpopulation des classes, responsabilité du personnel enseignant, etc.

Cette enquête a abouti ; le Gouvernement en possède les résultats que le tableau ci-contre (pages 47-48) résume succinctement.

Il résulte de ce travail que sur une population de 798,451 élèves, nos écoles primaires comptent 385,385 enfants en retard, les uns d'un an, les autres de deux, d'autres encore de trois et plus, soit 48.3 p. c. de la population totale.

Loin de nous la pensée de pousser le tableau plus au noir, d'apporter ici les résultats de notre enquête personnelle qui concluait à un pourcentage plus élevé. Les chiffres du Gouvernement constituent une moyenne, il disposait de pouvoirs d'investigation plus étendus, ses résultats fixent la vérité officielle.

Même cette vérité officielle, comme elle s'éloigne des 7 1/2 p. c. avoués l'an dernier, comme elle se rapproche furieusement, hélas, de nos 50 p. c. ! Nous étions dans le vrai. Comme nous avons raison de nous inquiéter, de dénoncer le mal, le mal profond pour la guérison duquel nous appelions instamment les remèdes !

Nous n'avions donc nullement exagéré. Il y a 385,000 enfants qui vraisemblablement n'atteindront pas le terme des études primaires, ne parcourront pas le cycle complet imposé par la loi, ne satisferont pas à l'obligation des huit années, par quoi le législateur entendait certainement la fréquentation régulière des années des quatre degrés. Qui s'étonnera dès lors de la désertion des cours du 4^{me} degré ? Qui de même s'étonnerait de la gêne des professeurs à former selon la même discipline intellectuelle des esprits si hétérogènes ? Si nous tablons sur les chiffres du Gouvernement, une classe de 30 élèves compterait 14 trainards, défail-lants pour les causes les plus diverses, celui-ci pour son insuffisance intellectuelle, celui-là pour sa débilité physique, tel à cause de l'irrégularité de sa fréquentation, tel autre par l'effet d'un changement de régime linguistique. Les cas les plus divers se présenteront auxquels il faudrait des traitements non moins variés. Qui ne voit les difficultés d'un enseignement forcément collectif, et d'une part la vanité de l'effort pour le soin de tous ces arriérés, et d'autre part la fatalité des multiples empêchements pour la formation complète des bons élèves ?

Notre rapport de l'an dernier étudie dans le détail cette triste situation. Nous n'y reviendrons pas. Mais nous nous permettons de vivement insister pour que le Gouvernement amplifie les mesures déjà prises : qu'il procède de plus en plus, aussi bien dans les écoles primaires que dans les préparatoires des écoles moyennes, à la répartition des élèves en classes fortes et en classes faibles, pour permettre l'adaptation de l'enseignement à la force et aux besoins individuels des élèves ; qu'il multiplie les classes complémentaires de matières principales et de langues, où les retardataires, par un enseignement individuel et intensif, seront peu à peu ramenés à la classe correspondant à leur âge ; qu'il stimule les communes afin de leur inspirer la création de classes pour doubleurs et le groupement des élèves d'après leurs aptitudes ; qu'il se montre très large enfin dans la détermination du minimum de population exigé par classe et qu'il se souvienne que, dans une classe de 25 élèves, le maître doit remorquer péniblement un contingent de 11 retardataires, matière à soins incessants et à continuelle abnégation.

Nous sommes persuadés que le Gouvernement, largement éclairé désormais par la lumière de sa propre enquête, renforcera son action en vue d'obtenir de notre enseignement populaire son maximum de rendement pour le progrès des individus et de la nation.

LE QUATRIÈME DEGRÉ.

Nous ne revenons plus sur la nature de l'enseignement du quatrième degré. Les discussions qui ont eu lieu en juin dernier à la Chambre, à l'occasion de l'examen du Budget, ont tranché les controverses et mis définitivement en lumière le caractère de cet enseignement.

Comme nous le disions dans notre rapport de 1921, « l'enseignement du quatrième degré est de culture générale; il achève l'enseignement primaire et le couronne. »

Toutefois, nous continuons à penser que la réforme du législateur de 1914 ne produira ses effets bienfaisants qu'à la condition d'être complétée par un enseignement professionnel bien organisé.

La Belgique est tributaire de l'étranger pour les matières premières, à l'exception du charbon, et pour les deux tiers des produits nécessaires à son alimentation.

Pour se les procurer, elle ne dispose que de son industrie. Mais faute d'un enseignement technique suffisant, elle exporte proportionnellement trop de produits bruts et semi-fabriqués et trop peu de produits finis, qui laissent le maximum de profits.

La guerre et ses destructions, l'augmentation des salaires, les nouvelles charges de l'industrie, les barrières douanières dont se hérissent les frontières des pays voisins ont encore aggravé la situation.

Le Gouvernement a créé, à la fin de l'année dernière, une Commission qui a pour but d'étudier ce grave problème de la production industrielle. Dans son rapport au Roi, M. Tschoffen, Ministre de l'Industrie et du Travail, souligne la nécessité pour la Belgique d'avoir un enseignement technique, industriel et professionnel bien organisé.

Cette nécessité reconnue, l'intervention de l'Etat s'impose. Il s'agit, à toute évidence, du bien commun; à l'Etat donc d'intervenir, mais sans étouffer les initiatives, les bonnes volontés; à lui de les guider, de les stimuler, d'associer dans une étroite collaboration patrons et ouvriers, de subsidier une liberté qui a fait ses preuves et à se borner à la contrôler.

Nous ne doutons pas que le Parlement ne se rallie à cette solution.

Elle a été préconisée par notre honorable collègue, M. Wauters, ancien Ministre du Travail. Son successeur actuel, l'honorable M. Tschoffen, qui s'est particulièrement préoccupé de l'enseignement technique et qui, pour le développer, sollicita et obtint d'importantes augmentations de crédits, a recueilli, en le défendant, l'approbation unanime du Sénat.

Poursuivons dans cette voie! Nous avons fait un grand pas dans l'œuvre de la reconstruction industrielle de notre pays; nous pouvons affronter la concurrence dans l'âpre lutte économique qui s'annonce.

Nous avons demandé au Gouvernement de nous faire connaître la situation des 4^{mes} degrés.

L'honorable M. Nolf nous a répondu ce qui suit :

« La situation des quatrièmes degrés pour l'année scolaire 1924-1925 n'est pas encore définitivement établie.

D'après le recensement provisoire, le degré complémentaire réunirait actuellement 68,649 élèves, soit une augmentation de 6,917 unités sur le contingent de 1923-1924 qui était de 61,732 élèves. »

Quatrième degré.

Population.

ÉCOLES.	Année scolaire.	7 ^e année		8 ^e année.	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Communales. . . .	1923-1924	11,702	6,923	5,015	3,190
—	1924-1925	13,338	7,574	5,625	3,712
Adoptées. . . .	1923-1924	4,417	11,047	1,728	3,759
—	1924-1925	4,975	11,903	2,176	4,670
Adoptables	1923-1924	3,843	5,476	2,065	2,566
—	1924-1925	4,124	5,802	1,757	2,993
Total		19,962	23,446	8,809	9,515
Total		22,437	25,279	9,558	11,375
Différence en plus		2,475	1,833	749	1,860
Total : 6,917,					

L'enseignement du latin.

Un de nos collègues, très averti des questions d'enseignement, M. Huysmans, a préconisé la création d'un cours de latin obligatoire dans toutes les sections de l'enseignement moyen, la section commerciale exceptée.

Notre honorable collègue estime, non sans raison, que l'infériorité des générations actuelles réside dans l'absence presque totale, chez un grand nombre de jeunes gens, d'une culture générale. On veut être mis à même, le plus rapidement possible, d'utiliser ses connaissances. De plus en plus ne n'assigne aux études qu'un but utilitaire : le moyen de gagner de l'argent, et cela le plus rapidement possible. Il faut réagir et le meilleur moyen, le plus efficace, est l'étude du latin.

Votre Commission s'est unanimement ralliée à ce vœu.

Interrogé à cet égard, l'honorable M. Nolf nous a transmis la réponse que voici :

« Des cours de latin sont organisés dans les écoles moyennes pour garçons à Andenne, Jodoigne, Soignies, Stavelot, Blankenberghe, Seraing, Marche et dans les écoles moyennes pour filles à Charleroi et Ixelles.

Il semble qu'en principe les cours de latin doivent être réservés aux établissements d'enseignement moyen. »

L'INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Divers membres ont vivement critiqué l'organisation de l'inspection de l'enseignement primaire, notamment la suppression de certains postes et la répartition très inégale des classes entre inspecteurs. C'est ainsi que certains cantons sco-

lares comptent un nombre presque quadruple de classes à surveiller de celui d'autres cantons scolaires.

Invité à assister à l'une de nos réunions, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts a fourni des éclaircissements qui ont donné satisfaction à votre Commission.

Il est exact qu'une réorganisation des services de l'inspection de l'enseignement primaire a été décidée. Il ne s'agit évidemment pas de diminuer la rigueur du contrôle mais de répartir équitablement le travail entre les divers inspecteurs.

Déjà avant 1914, certains inspecteurs avaient une tâche trop lourde qui s'est considérablement accrue encore par suite de l'application de la loi de 1914 établissant l'obligation scolaire et de la loi de 1920 imposant deux visites de classe par an.

Aussi des mesures furent-elles prises pour assurer l'exécution des dispositions légales. Le personnel de l'inspection fut doublé (arrêté des 25 et 26 janvier 1921) et un nouvel inspecteur placé à côté de chaque inspecteur cantonal. L'inspecteur cantonal et l'inspecteur adjoint d'un même canton, devaient être choisis de manière à représenter, l'un et l'autre, des opinions différentes; ils devaient se contrôler mutuellement de façon à éviter les mesures de faveur.

En dépit de l'excellence des intentions, ce système prêtait le flanc aux critiques de ceux qui craignait d'introduire la politique dans l'administration. Il ne résista pas à l'épreuve de la pratique et déjà en mars 1921 on était convaincu que la division géographique des cantons scolaires s'imposait et qu'il fallait réserver des champs distincts à l'inspecteur cantonal et à l'inspecteur adjoint.

Cette organisation est la seule qui puisse assurer convenablement le service en évitant les conflits d'autorité. Elle fut consacrée par l'arrêté royal du 7 février 1923 (article 4).

Cependant la division systématique de chaque canton ne constituait pas encore la solution rationnelle.

La besogne n'avait pas augmenté également dans tous les ressorts; d'autre part, les difficultés de la mission des inspecteurs varient selon les régions. Le dédoublement pur et simple des cantons a créé cette anomalie, que certains inspecteurs surveillent un nombre de classes au moins triple de celui qu'inspectent leurs collègues, placés sensiblement dans les mêmes conditions.

Un réajustement s'impose donc.

La réorganisation envisagée ne tend pas seulement d'ailleurs à la suppression de certains postes, mais aussi, éventuellement, à la création de nouveaux districts pour dégager ceux dont le nombre de classes serait trop élevé.

Au surplus, les réductions ne doivent être opérées qu'au fur et à mesure des vacances d'emploi dans le personnel.

Le départ d'un certain nombre d'inspecteurs a permis la suppression d'un poste d'inspecteur cantonal dans la Flandre occidentale, de deux postes d'inspecteur cantonal dans la Flandre Orientale, de deux postes d'inspecteur cantonal dans chacune des provinces de Namur et de Hainaut et d'un poste d'inspecteur principal dans cette dernière province. L'importance des nouveaux cantons reconstitués est loin d'être exagérée; elle reste encore très inférieure à celle de nombreux cantons où les inspecteurs suffisent à la tâche qui leur est imposée.

Voici, par exemple, la situation pour la province de Namur, où deux cantons ont été supprimés :

PROVINCE DE NAMUR.

Inspection principale de Dinant.

Organisation ancienne : 5 cantons.

Organisation nouvelle : 4 cantons.

		Classes				Classes.	
		prim.	gard.			prim.	gard.
Beauraing . . .	comptant	96	20	Beauraing (situation maintenue).			
Dinant	—	107	27	Dinant comptant	66	26	
Mariembourg . .	—	83	24	Mariembourg . . —	97	26	
Philippeville . .	—	58	13	Rocheftort . . . —	85	29	
Rocheftort . . .	—	77	25				

Inspection principale de Gembloux.

Organisation ancienne : 4 cantons.

Organisation nouvelle : 4 cantons.

		Classes				Classes.	
		prim.	gard.			prim.	gard.
Floreffe	comptant	163		Floreffe (situation maintenue).			
Fosses	—	129		Fosses — — —			
Gembloux	—	140		Gembloux . . . , comptant	159		
Morialmé	—	116		Philippeville . . . —	140		

Inspection principale de Namur.

Organisation ancienne : 5 cantons.

Organisation nouvelle : 4 cantons.

Assesse, comptant	96	classes prim. et gard.		Ciney, comptant	139	classes prim. et gard.	
Eghezée, —	110	— — —		Eghezée, —	136	— — —	
Havelange, —	79	— — —		Havelange (canton supprimé).			
Namèche, —	111	— — —		Namèche, comptant	141	classes prim. et gard.	
Namur, —	209	— — —		Namur (situation maintenue).			

Récapitulation.

Organisation ancienne :
Inspecteurs principaux : 3
Inspecteurs cantonaux : 14

Organisation nouvelle :
Inspecteurs principaux : 3
Inspecteurs cantonaux : 12

L'INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE.

C'est également à une révision complète du régime en vigueur qu'a abouti votre Commission en ce qui concerne l'inspection médicale scolaire.

L'institution s'origine à une pensée dont l'excellence est incontestable.

Il y a des familles négligentes dont les enfants demeureraient sans soins spéciaux si l'inspection médicale ne découvrait certaines indispositions, telles que végétations adénoïdes, prédispositions à la tuberculose, lordose et scoliose, dentition vicieuse, etc.

Sur l'indication du médecin ou de l'infirmière, certains enfants de la classe pauvre jouissent de moyens propres à combattre les affections reconnues. Tel un séjour plus ou moins prolongé dans une colonie scolaire, des soins spéciaux chez un dentiste; un orthopédiste; etc.

Enfin, certaines épidémies infantiles peuvent être enrayées.

Mais multiples sont les inconvénients du système en vigueur.

Les médecins-inspecteurs sont insuffisamment rétribués; sauf quelques-uns qui

Relevé des élèves des écoles primaires d'après leur avancement.

Désignation des écoles.	Nombre des élèves inscrits au 15 octobre 1924.			Nombre des élèves avancés d'un an ou plus.			Nombre des élèves dont l'avancement est normal.			Nombre des élèves retardés									Nombre total des élèves retardés.			CAUSES DES RETARDS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.	Nombre des élèves retardés									Fréquentation irrégulière.	Maladie accidentelle de l'élève.	Changement d'école.				Débilité physique générale. Faiblesse congénitale.	Débilité intellectuelle.		Surpopulation des classes.	Responsabilité du personnel.		Autres causes à mentionner (1)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
										d'un an.			de deux ans.			de plus de deux ans.					Même régime linguis- tique.	Régime linguis- tique différent.	G.	F.		G.	F.		G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.

(1) Sous cette rubrique, nous groupons les circonstances exceptionnelles mentionnées par les inspecteurs comme causes de retard des élèves. En voici quelques-unes, à titre exemplatif :

1° Commencement des études retardé ;

2° Enfants étrangers ;

3° Séjours en colonies scolaires ;

4° Manque d'effort, négligence des élèves ;

5° Milieu familial défavorable, indifférence des parents ;

6° Séjours en pays étrangers ;

7° Pas de résidence fixe ;

8° Mutilations (très nombreuses) dans le personnel, succession d'instituteurs intermédiaires ;

9° Insouciance de 4^e degré ; les élèves restant alors en 6^e année.

s'adonnent à l'œuvre de l'inspection médicale scolaire plus par dévouement que par souci de se procurer des ressources, bon nombre de médecins s'acquittent négligemment de ce devoir, et se déchargent sur des infirmières du diagnostic et des soins.

Les fiches rédigées par le médecin passent aux mains des infirmières et des instituteurs, ce qui est contraire aux obligations du secret professionnel. (Arrêté royal du 25 mars 1924, art. 4 in fine et art. 5, § 1),

Un certain nombre de familles ont leur médecin; elles n'acceptent pas l'intervention d'un étranger.

D'après la déclaration de M. le Ministre Nolf, séance du 24 janvier 1924 : « les inspecteurs scolaires sont responsables du travail des infirmières et des médecins; donc ils doivent inspecter ceux-ci ». Les médecins répugnent à admettre un contrôle.

Lorsque l'école comprend des enfants de diverses communes, le médecin se voit souvent dans la nécessité de recourir aux administrations de ces diverses communes, ce qui est pour lui une source d'ennuis et de perte considérable de temps.

Divers médecins exigent que l'instituteur procède à la toise et à la pesée, quelquefois même à l'inspection de la bouche et des oreilles.

C'est un abus que justifie pour le praticien la nécessité de visiter ses clients habituels.

L'ensemble des prescriptions du règlement organique du service de l'inspection médicale scolaire, réunies dans les Bulletins du Ministère des Sciences et des Arts, année 1922 (n° I, pages 66, 132, 137, 163, 189, 37, 65, 419, 420, 457, 460 ; n° II, pages 54, 179, 36, 180, 190, 193, 181) est si méticuleux qu'un médecin consciencieux se déclare incapable de les observer.

Aussi la loi n'est-elle pas appliquée : elle est pratiquement abrogée.

Notre sentiment est d'ailleurs partagé par le Gouvernement

L'honorable M. Nolf à qui nous avons posé la question suivante : le Gouvernement est-il satisfait du fonctionnement de l'inspection médicale scolaire ?

Si non, quelles mesures compte-t-il prendre pour remédier à la situation actuelle que beaucoup de membres de la Commission estiment déplorable ? nous a répondu ce qui suit :

« Dans mon discours du 22 juillet 1924, à la Chambre des Représentants (voir Ann. parlem., page 2.071), j'ai exposé les résultats de l'application des dispositions légales sur l'inspection médicale scolaire.

Ces résultats sont tout à fait insuffisants; les échecs sont ordinairement inhérents à l'organisation même.

J'ai soumis à l'appréciation de la Chambre l'idée d'une inspection d'État qui permettrait de remédier à la situation actuelle ».

LE FONDS DES MIEUX-DOUÉS.

Le fonctionnement du Fonds des Mieux-Doués, constitué par la loi du 15 octobre 1921, a fait l'objet de multiples critiques.

Certains de nos collègues se sont élevés contre les dépenses considérables

occasionnées par les opérations des comités de sélection : jetons de présence, frais de route, etc. ; ils ont affirmé que l'import de ces dépenses s'élève généralement à 20 p. c. du montant des bourses allouées ; ils ont cité le cas d'une province où, pour un total de bourses distribuées de 29,100 francs, ces dépenses se seraient élevées à plus de 11,000 francs, soit près de 40 p. c. ; ceux-ci ont protesté contre la multiplication des Fonds locaux qui rendent la sélection très difficile, sinon impossible ; ceux-là ont signalé le montant dérisoire des bourses allouées par beaucoup de Fonds.

Force nous est de reconnaître, après enquête, le bien-fondé de la plupart de ces critiques et que, par conséquent, le but du législateur de 1921 n'est pas atteint.

Ce n'est pas que nous méconnaissions le grand bien déjà réalisé, le dévouement dont de multiples comités ont fait preuve. Que la loi de 1921 ait facilité l'ascension de jeunes gens de valeur est indiscutable ; il reste néanmoins vrai qu'une revision de la loi s'impose et que cette revision est urgente.

Le Gouvernement n'a pu nous fournir des renseignements que pour l'exercice 1922-1923.

Nous empruntons nos diverses statistiques au *Bulletin du Ministère des Sciences et des Arts*, année 1924, n° 1, et au remarquable opuscule de M. Bauwens, directeur général de l'enseignement primaire : le Fonds des mieux Doués.

Il y avait, en septembre 1923, 167 Fonds des Mieux-Doués, se répartissant de la façon suivante entre les diverses provinces :

Anvers. — Fonds Communaux : 8 ; Fonds Intercommunaux : 12 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 21.

Brabant. — Fonds Communaux : 11 ; Fonds Intercommunaux : 15 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 27.

Flandre Occidentale. — Fonds Communaux : 5 ; Fonds Intercommunaux : 17 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 23.

Flandre Orientale. — Fonds Communaux : 4 ; Fonds Intercommunaux : 21 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 26.

Hainaut. — Fonds Communaux : 7 ; Fonds Intercommunaux : 24 ; Fonds Provincial : 1 ; Total 32.

Liège. — Fonds Communaux : 3 ; Fonds Intercommunaux : 17 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 21.

Limbourg. — Fonds Intercommunaux : 5 ; Fonds Provincial : 1 ; Total 6.

Luxembourg. — Fonds Intercommunaux : 2 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 3.

Namur. — Fonds Intercommunaux : 7 ; Fonds Provincial : 1 ; Total : 8.

A ces divers Fonds sont adjoints des comités de sélection comprenant un médecin et d'autres membres recrutés principalement parmi les inspecteurs et le personnel de l'enseignement primaire, moyen ou technique.

Le reproche contre le coût successif des opérations des comités de sélection est fondé, disions-nous plus haut. A preuve, le tableau ci-dessous qui récapitule les bourses octroyées et les dépenses auxquelles elles ont donné lieu.

Désignation des Fonds	Bourses accordées	Montant total	III. Comités de Sélection				
			Nombre de séances	Dépenses occasionnées			
				Jetons de présence	Frais de route	Autres (matériel etc.)	Total
Anvers	248	115.959	89	10.671	2.315	3.450	16.436
Brabant	231	123.428	172	19.337	1.845	5.336	26.518
Flandre occidentale. . .	135	87.777	93	10.050	3.581	1.499	18.130
Flandre orientale. . . .	226	116.102	124	14.642	1.128	8.345	24.115
Hainaut	175	96.635	112	12.726	2.430	3.684	18.840
Liège	184	112.584	124	15.270	2.744	7.713	25.727
Limbourg,	79	33.842	37	4.650	1.160	1.320	7.130
Luxembourg.	33	32.500	34	3.570	1.628	885	6.083
Namur	50	29.100	46	5.610	2.868	2.548	11.027
	1361	747.947	831	96.526	19.699	37.780	154.005

On peut estimer le taux moyen des dépenses à 100 francs par bourse ; le taux moyen de celles-ci étant de 550 francs, les dépenses s'élèvent donc à près de 20 p. c. On reconnaîtra sans difficulté que ce chiffre exagère quelque peu.

Et encore n'est-ce là qu'une moyenne. Qu'on en juge par les cas suivants :

Dans l'agglomération bruxelloise, un comité a accordé quatre bourses d'un import total de 550 francs et les dépenses se sont élevées à 480 francs.

Dans la Flandre occidentale, un comité a alloué trois bourses d'un montant total de 900 francs pour une dépense de 979 francs.

Ces exemples donnent l'impression que certains comités ont le sentiment que le législateur de 1921 a poursuivi une double fin : venir en aide aux Mieux Doués et compenser les inconvénients de la vie chère pour les membres des comités de sélection.

Que ces cas soient exceptionnels, que beaucoup de Fonds se montrent, avec infiniment de raison, parcimonieux des deniers publics, nous le reconnaissons encore une fois bien volontiers, mais les abus sont là, très criants, attestant une très réelle disproportion entre les secours accordés et les dépenses.

Trop minimes, en comparaison des ressources, sont les bourses octroyées.

Les contributions de l'État, des provinces et des communes, fixées par la loi, se sont élevées, pour l'exercice 1922-1923, à la somme totale de 1,629,122 francs, se décomposant comme suit :

État	740,474 francs
Provinces ,	148,170 —
Communes	740,478 —

Le montant total des bourses accordées ne s'élève qu'à 747,947 francs, laissant ainsi un solde de près de 900,000 francs, qui d'après la loi, doit être reporté en recette de l'exercice suivant.

Disons, en passant, que le montant global des contributions de l'État, des provinces et des communes atteindra pour l'exercice 1926 plus de 4,000.000 de francs.

Voici le tableau des bourses accordées en 1922-1923 :

Genre d'études.	Nombre de bourses	Montant total	Taux Moyen.
Normales primaires	496	Fr. 320,789	Fr. 665
Normales moyennes	42	27,215	650
Moyennes du degré inférieur	247	102,701	415
Moyennes du degré supérieur	354	184,320	520
Technique	179	82,972	460
Autres (artistiques, etc.)	43	29,950	700
TOTAUX :	1361	Fr. 747,947	Fr. 550

Mais encore une fois ce n'est là qu'une moyenne dont les cas particuliers s'éloignent considérablement, soit dans un sens, soit dans un autre.

Il est des comités de sélection qui s'inspirent du but réel de la loi : rechercher dans la population les éléments les mieux doués, capables de constituer une élite nationale en vue d'accroître les valeurs intellectuelle, morale et économique du pays. Ces comités n'ont alloué qu'un petit nombre de bourses mais toutes d'un montant considérable allant parfois jusqu'à 2,000 francs, pouvant donc constituer une aide efficace.

Par contre, d'autres Fonds semblent avoir confondu la notion du mieux-doué avec celle de l'indigent : ils ont alloué quantité de bourses minimes, ne pouvant être d'aucune utilité aux intéressés. C'est ainsi qu'un Fonds a distribué trente bourses de 45, 50, 70, 75, etc., jusqu'à 200 francs pour études moyennes inférieures ou supérieures et pour études professionnelles.

C'est là une interprétation tout à fait erronée de la loi. La circulaire ministérielle du 11 juillet 1923 a fait remarquer très justement qu'il « ne peut être question de faire bénéficier de l'assistance des Fonds de mieux doués des élèves qui ne manifestent, pour les études, que des dispositions médiocres, et qui souvent, n'ont d'autre ambition que d'exercer une profession quelconque telle que celle de commis, sténo-dactylographe, facteur des postes, employés des chemins de fer, etc. La conception de la loi étant basée, avant tout, sur la notion de sélection, la circonstance des ressources familiales ne peut être que secondaire : elle doit entrer en ligne de compte pour fixer le taux de l'aide à accorder mais non déterminer l'octroi même de cette assistance. C'est donc à tort qu'on a cru pouvoir, en se basant sur de pareilles considérations, proposer, par exemple, une bourse en faveur d'un jeune ouvrier fréquentant, une fois par semaine, un cours professionnel du soir. »

Le tableau ci-après (pages 27-28) indique la répartition des bourses suivant la nature des études entreprises et le caractère de l'établissement d'instruction fréquenté,

De l'exposé qui précède, il résulte à toute évidence que le but visé par la législation de 1921 n'est pas atteint dans beaucoup de cas ; des comités se font une notion fantaisiste du Mieux-Doné ; ils considèrent les bourses comme un supplément de la gratuité scolaire ; d'autres, par l'import minime de l'aide qu'ils accordent, la rendent tout à fait inefficace ; ceux-ci font preuve d'une parcimonie excessive, ils gardent par devers eux les ressources disponibles et semblent n'avoir qu'un souci : les conserver intactes le plus possible pour les reporter en recette à l'exercice suivant ; ceux-là sont animés d'un sentiment contraire, ils usent d'une générosité exagérée mais à leur profit et perçoivent des jetons de présence et des frais de route hors de proportion avec les bourses qu'ils octroient.

Une revision de la loi s'impose donc ; elle est d'autant plus nécessaire que le montant des ressources des Fonds passera, en 1926, de 1.629,000 francs à 4,300,000 francs.

Le législateur ne s'est pas proposé de fournir à tous les enfants une aide plus ou moins étendue ; il a voulu uniquement assurer la sélection des meilleurs, procurer l'aide nécessaire à l'élite, à ceux qui témoignent de qualités et de dispositions vraiment supérieures. Ces mieux doués, il s'agit de les découvrir et on ne les découvrira que si l'on élargit le cadre des opérations des Fonds ; d'autre part, il faut que l'aide soit efficace, en proportion des ressources de l'intéressé et des études entreprises et enfin il est de toute nécessité de réduire les dépenses des Comités.

LES ÉCOLES DE PUPILLES ET DE CADETS.

De nombreux membres ont préconisé le renvoi dans les établissements d'enseignement primaire et d'enseignement moyen des élèves fréquentant les écoles de pupilles et l'école de cadets.

Ils ont attiré l'attention de votre Commission sur le caractère suranné des écoles de pupilles, sur les principes de leur organisation qui ne sont plus appropriés à notre régime social d'après-guerre, sur les dangers de ces institutions pour l'avenir d'un grand nombre d'enfants particulièrement dignes de la bienveillance de la Nation.

On sait que les pupilles sont élevés dans les écoles primaires de Bouillon et de Saffraenberg, dans les écoles moyennes de Marneffe et d'Alost ; enfin, dans l'école des cadets de Namur. Dans ces écoles sont admis dès l'âge de 10 ans, les fils de militaires qui ont mérité de la Patrie, les fils de magistrats, de fonctionnaires, d'employés et d'agents de l'administration publique. Que l'État veuille assumer une partie des charges familiales de ses serviteurs, le principe échappe à toute critique ; seul le mode d'application de ce principe appelle des réserves.

Le Parlement, en effet, s'est prononcé l'an dernier, avec la plus grande énergie, contre la spécialisation de tout enseignement donné à la jeunesse. Cet enseignement doit être de culture générale. Il doit viser, non au développement des aptitudes professionnelles ou techniques, mais à la formation des facultés fondamentales par quoi s'établit la valeur humaine des individus. Dans un tel programme d'éducation, si rationnel et si conforme aux aspirations de notre temps, où trouver place pour des spécialisations de culture, comme celles qui fleurissent

dans des établissements où les disciplines intellectuelles prennent la rigidité de la discipline militaire?

Dans un régime où les citoyens de toutes les classes sociales connaissent le coude à coude du régiment et servent, sous le même drapeau, le même idéal patriotique, n'est-ce pas une institution d'un autre âge que de parquer, dès leur enfance, dans un milieu fermé, animé presque fatalement de l'esprit de caste, les aspirants-officiers? Ces jeunes gens, entretenus dans des sentiments particularistes, ne sont-ils pas exposés à des déformations psychologiques qui amoindriront plus tard leur autorité devant les hommes qu'ils devront commander et dont ils ne connaîtront pas l'âme parce qu'ils n'auront pas vécu de la même vie scolaire, ni joui de la même formation intellectuelle?

Ajoutez à cela les faux départs et les cas douloureux des enfants qui, mal aiguillés, entreprennent ces études spécialisées et reconnaissent ensuite leur erreur de vocation. Ajoutez encore la mésaventure de tous ceux qui, faute de places vacantes aux sections de l'Ecole militaire, sont rejetés dans la vie civile, où il leur est bien malaisé de ne pas faire figure de ratés. Enfin, nous ne pouvons pas perdre de vue l'état des finances publiques. S'il est des dépenses qui s'imposent, il en est d'autres parfaitement inutiles, disons incompréhensibles. C'est le cas incontestablement par les dépenses occasionnées par les établissements d'instruction dont il s'agit. Chaque élève coûte à l'État plus de quatre mille francs,

Pour toutes ces raisons, votre Commission est d'avis que les écoles susdites soient supprimées et les pupilles et les cadets renvoyés aux établissements d'enseignement primaire et d'enseignement moyen, où ils recevront la même culture générale que les autres enfants de leur âge.

Et qu'on ne dise pas que cette formation est insuffisante à la préparation de nos futurs officiers. A pareille assertion l'expérience de la guerre oppose un démenti victorieux. Officiers pour officiers, ceux qui sortaient des athénées et des collèges ne se sont certainement pas montrés inférieurs aux autres ni pour le mérite professionnel ni pour le dévouement. A tant faire que de soutenir le contraire, on pourrait dire que la formation générale de l'enseignement moyen ne suffit pas aux futurs médecins, aux futurs ingénieurs, aux futurs magistrats, que ces divers spécialistes ont avantage à être spécialisé dès l'école primaire. Ce principe n'est plus défendable même pour les travailleurs manuels, à plus forte raison pour les ouvriers de la pensée.

Que l'État accorde donc un certain nombre de bourses d'études pour des catégories de pupilles mieux déterminées, et que, d'accord avec les parents, il place les enfants dans les institutions officielles ou libres.

Ni les pupilles dignes d'intérêt n'y perdront quoi que ce soit, ni les contribuables, ni l'armée pour la valeur foncière, la mission sociale et l'unité morale du corps des officiers.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

On sait que la loi du 31 juillet sur l'emploi des langues à l'Université de Gand dispose, en son article 6, que « l'emploi du flamand à l'Université commén-

cera à partir de l'année académique 1923-1924, par les cours de la première année d'études dans les différentes facultés et écoles et sera étendu d'année en année ».

Ces dispositions ont été appliquées, en octobre 1923, à la première année d'études, elles ont été étendues, en octobre dernier, à la deuxième année.

Rappelons aussi que l'article 6 de la loi précitée stipule que : « Si les circonstances le permettent, le Gouvernement hâtera l'organisation de l'enseignement flamand, mais sans qu'il soit porté atteinte au droit des étudiants ayant commencé leurs études en français de les terminer entièrement dans cette langue ».

En application de cette disposition le Gouvernement a dédoublé certains des cours classés en d'autres années que la première ou deuxième année d'études.

Plusieurs de nos collègues ont exprimé le désir de connaître les résultats du régime instauré à l'Université de Gand par la loi du 31 juillet 1923.

Votre Commission a demandé à ce sujet des précisions au Gouvernement. Les voici :

1° En première et deuxième année des études préparant à des grades légaux autres que ceux qui sont conférés par les écoles du génie civil et des arts et manufactures, un tiers des cours est fait exclusivement en flamand, un tiers est fait exclusivement en français et le dernier tiers est fait dans les deux langues ;

2° En première et deuxième année des études préparant à des grades scientifiques autres que ceux qui sont conférés par les écoles du génie civil et des arts et manufactures, tout l'enseignement est fait en flamand ;

3° En première et deuxième année des études préparant aux grades légaux ou scientifiques conférés par les écoles du génie civil et des arts et manufactures, tous les cours sont faits dans les deux langues ;

4° Les cours destinés aux médecins hygiénistes et un des cours préparant au grade complémentaire d'ingénieur-électricien sont faits en flamand et en français.

Nous donnons ci-dessous le tableau de la population de l'Université de Gand.

Population de l'Université de Gand.

	1923-1924		1924-1925	
	Flamand	Français	Flamand	Français
Candidature en Philosophie I ^{re} année	4	32	5	28
» II ^e année	—	38	4	29
Candidature en Art et Architecture I.	3	—	4	—
» II.	—	4	3	—
Notariat I.	0	4	3	3
» II.	—	6	1	8
Candidature en Sciences administratives. . . I.	0	—	0	—
» II.	—	2	0	—
Ecole de commerce I.	17	—	4	—
» II.	—	24	16	—
Combinés. (Examen combiné de la candidature en sciences naturelles préparatoire à la médecine et de la candidature en médecine I.	0	3	0	6
Candidature en Sciences naturelles. . . . I.	4	32	3	33
» II.	—	31	3	27
Candidature en Sciences physiques I.	0	6	0	11
» II.	—	4	0	4
Cand. ing. I.	0	27	1	24
» II.	—	18	0	27
Ecole préparatoire G. C. I.	0	67	0	108
» II.	—	49	0	68
Ecole préparatoire des Arts I.	1	180	1	227
» II.	—	76	1	109
Conducteurs I.	1	30	0	23
» II.	—	23	0	23
Combinés II.	—	7	0	3
Education physique I.	3	—	2	—
» II.	—	5	2	—

Cand. en Phil.	I. (flam.) 5	préparatoire au Droit 1	} pour l'année 1924-1925.
		Philologie germanique 1	
		Philologie classique. 2	
		Histoire 1	
		5	
	II. (flam.) 4	Philologie germanique.	

FONDS DES MIEUX DOUÉS
(Exercice 1922. — 4^me trimestre) (1923. — 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres).

I. — RESSOURCES
II. — BOURSES ACCORDÉES . . { A. NOMBRE
III. — COMITÉS DE SÉLECTION . . { B. MONTANT

DÉSIGNATION DES FONDS	Population générale (recensement au 31 décembre 1920).	I. RESSOURCES.						Nombres de demandes régulières soumises aux Comités de Sélection.	II. BOURSES ACCORDÉES EN VUE DES ÉTUDES CI-DESSOUS																						
		Contributions légales					Total.		Normales primaires			Normales moyennes			Moyennes du degré inférieur			Moyennes du degré Supérieur			Techniques			Autres			TOTALS				
		Commune	Province	Etat	Autres ressources (donc, 14 ^e , etc.)	Reliquat de l'exercice précédent.			publiques	privées	Total	publiques	privées	Total	publiques	privées	Total	publiques	privées	Total	publiques	privées	Total	publiques	privées	Total	publiques	privées	Total		
Anvers	1,016,043	101,670	20,330	101,676	—	—	223,682	414	A	18,520	77	108	1	10	11	42	2	14	8	36	44	31	27	58	8	5	13	21	157	240	115,959
Brabant	1,521,699	152,163	30,421	152,153	400	—	335,127	584	A	30,860	25	67	8	2	10	81	7	38	54	41	95	45	2	17	4	—	4	158	78	331	123,428
Flandre Occidentale .	803,687	80,348	16,068	80,348	—	—	176,759	252	A	10,600	47	59	3	—	3	8	10	18	2	39	41	2	8	10	4	—	4	31	104	135	87,777
Flandre Orientale .	1,107,384	110,689	22,138	110,689	—	—	243,614	372	A	22,950	55	95	4	1	5	16	35	51	3	20	23	32	17	49	2	1	3	97	159	225	116,102
Hainaut	1,220,371	122,035	24,397	122,035	—	—	268,507	320	A	26,043	47,653	43,178	2,350	—	2,350	12,015	2,228	14,897	16,539	8,569	25,128	5,700	1	14	4	—	4	122	42	175	96,655
Liège	863,092	86,295	17,251	86,295	—	—	189,841	601	A	39	12	53	2	—	2	52	7	59	38	18	46	8	5	13	9	3	12	138	46	154	113,584
Limbourg	200,435	20,064	6,007	20,064	—	—	64,135	199	A	1	22	22	2	2	5	2	—	2	6	29	35	1	13	14	—	—	—	12	67	70	33,842
Luxembourg	222,729	22,264	4,471	22,264	—	—	49,199	83	A	5	12	17	—	—	—	4	8	7	1	5	6	1	1	2	1	—	1	12	21	33	32,500
Namur	218,333	21,830	7,094	21,834	22	—	76,780	182	A	7	7	14	1	—	1	5	8	13	5	13	18	—	2	2	—	2	2	18	32	50	28,100
	7,465,633	740,474	148,170	740,748	622	—	1,629,544	3007	A	218	278	496	98	16	42	170	77	247	137	217	854	103	74	179	32	41	690	671	1,861	747,947	

Des membres se sont plaints de l'insuffisance des laboratoires universitaires. Interrogé à cet égard, le Gouvernement nous a répondu que les Universités de Gand et de Liège disposent de laboratoires en nombre suffisant pour répondre aux besoins actuels de l'enseignement supérieur.

La situation est sommairement exposée ci-dessous :

1° Pour chaque cours de la faculté des sciences, de la faculté de médecine et des écoles techniques comportant des exercices de laboratoire, il existe un laboratoire.

La liste en est donnée dans les programmes-horaires des deux universités.

2° Le laboratoire est dirigé par le titulaire du cours. Les élèves y travaillent sous sa direction. Le professeur est aidé dans sa tâche d'initiation des étudiants aux travaux, par des chefs de travaux, des assistants, des aides-préparateurs, des chefs de clinique, des aides de clinique. Les chefs de travaux et les assistants sont recrutés parmi les docteurs, pharmaciens ou ingénieurs; les autres parmi les étudiants avancés. Certains préparateurs participent aussi à ces travaux. Quelques chargés de cours, répétiteurs et conservateurs y collaborent.

Il y a, actuellement, non compris les laboratoires personnels, des professeurs-assistants, etc. :

A *Liège*, environ, (certains laboratoires étant plus ou moins fusionnés), 32 laboratoires et 12 cliniques, avec environ 25 chefs de travaux, 40 assistants, 15 chefs de clinique et 15 aides-préparateurs.

A *Gand*, environ 33 laboratoires et 10 cliniques, avec environ 20 chefs de travaux, 20 assistants, 18 aides de clinique et 12 aides-préparateurs.

(N. B. Il y a à Gand beaucoup moins d'élèves qu'à Liège; le nombre d'assistants, etc. ne doit donc pas y être aussi élevé.)

3° Outre les exercices de laboratoire, on a organisé, pour un très grand nombre de cours de la faculté de philosophie et lettres et un certain nombre d'enseignements du droit, des exercices de séminaire.

Je ne fais que rappeler les « répétitions » (qui sont plutôt des exercices d'application) et les travaux graphiques de certains des cours de la faculté des sciences (mathématiques, descriptive, etc., et des écoles techniques (constructions civiles, machines, etc.)

4° En 1924, il est prévu au budget, en charge permanente, pour *Liège*, une somme de 533,000 francs (trois fois les crédits d'avant-guerre.)

Pour *Gand*, une somme de 362,000 francs.

Ces crédits sont en augmentation constante. A ces crédits s'ajoutent les subsides des « Patrimoines universitaires » (revenu de chacun d'eux, environ un million).

En charge temporaire, on a toujours prévu, depuis 1919, une certaine somme pour l'aménagement et l'outillage de laboratoires.

A l'heure actuelle, on installe :

a) A *Liège*, sans tenir compte des agrandissements du laboratoire et de la clinique de radiologie, une clinique (avec laboratoire) de kinésithérapie, un laboratoire de recherches cliniques (appliquées à la médecine), un laboratoire de la technique de l'analyse chimique (pour les étudiants en médecine); on étudie, en outre, l'aménagement et l'outillage des laboratoires de la nouvelle section du génie civil;

b) A *Gand*, un institut de physique, un laboratoire de chimie analytique; on a commencé l'étude de l'aménagement et de l'outillage d'un nouvel institut de radiologie ».

Passons maintenant à l'examen du budget.

Il prévoit :

Pour dépenses ordinaires une somme de fr. 295,359,936

Pour dépenses exceptionnelles une somme de. 26,140,039

Soit ensemble. . . . fr. 321,499,975

Comparés aux crédits alloués par l'exercice 1924, ces chiffres accusent :

Pour les dépenses exceptionnelles, une diminution de . . fr. 21,077,317.00

Pour les dépenses ordinaires, une augmentation de. . . . 7,576,683.03

Soit pour l'ensemble une diminution de. . . . fr. 13,500,633.97

Il y a lieu, en outre, de tenir compte des crédits prévus au budget des Recettes et Dépenses extraordinaires, crédits dont l'ensemble s'élève à 23,235,000 fr.

Les principales majorations sont la conséquence budgétaire des lois votées par le Parlement et notamment des lois relatives aux Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des Mieux Doués, à la loi du 31 juillet 1923 sur l'emploi des langues à l'Université de Gand, à l'augmentation des traitements du personnel enseignant des établissements d'instruction moyenne et des écoles primaires.

La diminution la plus importante : 20,991.749 fr. provient de la suppression du crédit prévu pour l'indemnité représentant le douzième du traitement augmenté des indemnités de résidence et familiale.

Comme les années précédentes, obéissant aux vœux du Parlement dictés par le souci d'améliorer la situation financière du pays, votre Commission a tenté un effort de compression.

Cet effort ne pouvait aboutir.

D'une part, en effet, les augmentations proposées sont le fait de la loi ; d'autre part, une politique d'économies à tout prix est inadmissible en matière d'instruction publique. Votre Commission partage sur ce point le sentiment de l'honorable Premier Ministre qui a déclaré que les dépenses pour l'enseignement public, indispensable au progrès du pays, sont incompressibles et que, partant, les économies réalisées dans ce domaine seraient des économies dangereuses.

CHAPITRE I^{er}.

ART. 1 à 8.

Administration centrale.

Ce chapitre est en diminution de 107,830 francs. Cette diminution résulte principalement du départ d'un certain nombre d'agents qui appartenaient à l'Administration et qui n'ont pas été remplacés.

D'autre part, la suppression d'un grand nombre d'abonnements gratuits au *Moniteur belge* et aux publications s'y rapportant a permis de réduire le crédit de 50,000 francs à 20,000 francs.

A propos de l'article 8, plusieurs de nos collègues ont exprimé le désir de connaître le nombre des fonctionnaires, ayant suivi pendant l'exercice écoulé les cours de flamand organisés au Département des Sciences et des Arts, ainsi que les raisons de la diminution du crédit prévu.

Voici la réponse à ces questions :

NOMBRE DES EMPLOYÉS QUI ONT SUIVI LES COURS DE FLAMAND.

Année scolaire.	1 ^{er} degré.	2 ^{me} degré.	3 ^{me} degré.	Cours supér.	Crédit.
—	—	—	—	—	—
1922-1923	38	46	4	—	8,000
1923-1924	3	15	21	2	6,000
1924-1925	5	7	6	1	4,000

« La quote-part d'intervention du Département dans les frais occasionnés par l'organisation des cours de flamand a été réduite d'année en année, par suite de la diminution du nombre des élèves inscrits à ces cours. Pour tous les départements (sauf celui des Chemins de fer) le nombre des élèves inscrits s'élevait en 1922-1923 à environ 1,200; pour 1923-1924 à environ 400 et pour 1924-1925 à environ 260. »

A propos de l'art. 4, votre Commission a émis le vœu de voir remplacer les bibliothèques des divers Départements ministériels, par une bibliothèque centrale.

Cette concentration permettrait de réaliser une sérieuse économie par la réduction du nombre des bibliothécaires et par la suppression des achats multiples d'exemplaires d'un même ouvrage.

CHAPITRE II.

ART. 9 à 11.

Nous avons traité longuement dans notre précédent rapport l'importante question des pensions. Nous nous félicitons avec tous les intéressés qu'une solution heureuse soit à la veille d'être adoptée. L'honorable Premier Ministre a bien voulu, à l'occasion d'un débat récent, reconnaître que la pension des fonctionnaires est un droit, une sorte de prolongement du traitement. Il promettait, au nom du Gouvernement, de faire suivre la péréquation des traitements d'une péréquation des pensions, l'une et l'autre devant produire des effets rétroactifs au 1^{er} juillet 1924.

Les serviteurs de l'État ne doutent pas que le Gouvernement ne tienne ses engagements.

CHAPITRE III.

ART. 12 à 24.

Sciences.

Ce chapitre est en diminution de 194.557 francs.

Cette diminution s'explique par le départ de certains fonctionnaires, les diverses mutations effectuées dans le personnel du Musée royal d'histoire naturelle et la réduction de la charge temporaire pour l'ameublement de nouveaux locaux des Archives générales du Royaume.

CHAPITRE IV.

ART. 25 à 27.

Instruction publique.

Ce chapitre est en augmentation de 372.700 francs.

Cette augmentation est la conséquence budgétaire de la loi du 15 octobre 1921 (art. 7 et 11) relative aux Mieux doués. Le montant des subsides de l'État aux Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des Mieux doués est fixé pour l'exercice 1925 à 20 centimes par habitant, soit une majoration de 5 centimes sur les subsides de l'an dernier.

CHAPITRE V.

ART. 28 à 44.

Enseignement supérieur.

Ce chapitre est en augmentation de 175.405 francs.

La principale augmentation résulte de l'application de la loi du 31 juillet sur l'emploi des langues à l'Université de Gand.

Votre Commission a demandé, à ce sujet, des précisions au Gouvernement. L'honorable M. Nolf nous a répondu ce qui suit :

PERSONNEL. — Il est difficile d'évaluer avec précision le coût de l'application de la loi, en raison de ce que plusieurs des nouveaux maîtres et agents sont attachés à des cours bilingues. Mais les chiffres ci-dessous donnent cependant une idée suffisamment exacte des dépenses.

a) Traitements et allocations diverses	fr.	240,000.—
b) Heures supplémentaires		57,000.—
Total	fr.	<u>297,000.—</u>

MATÉRIEL. a) *Charges du service général* : N. B. Il est impossible d'évaluer avec précision l'accroissement des charges du service général (chauffage, éclairage, nettoyage, etc.) résultant de l'application de la loi, l'exercice 1924 n'étant pas clos et la plupart des services étant bilingues. On ne s'éloignera guère de la réalité en évaluant à 50,000 francs l'augmentation des dépenses entraînée par la loi.

b) *Charges pour services scientifiques*. — L'organisation des services scientifiques créés à la suite de la loi est trop récente pour que l'on puisse évaluer les dépenses qui en résulteront; cette dépense sera d'ailleurs peu considérable, en raison de ce que peu de laboratoires nouveaux doivent être organisés (physique, chimie générale, réorganisation plutôt que création, chimie analytique); leur fonctionnement pourra entraîner de 30,000 à 40,000 francs de dépenses.

c) *Charges temporaires*. — L'aménagement de locaux et la création de nouveaux laboratoires entraînera, pour 1924, une dépense approximative de 320,000 francs.

*
'
*

A propos de l'article 42, relatif aux accords intellectuels avec les pays étrangers, divers membres nous ont prié de demander au Gouvernement ses intentions quant à la coopération intellectuelle internationale. On trouvera ci-dessous la réponse à notre question :

« Le Gouvernement attache aux vœux et résolutions de Genève, en matière de Coopération intellectuelle internationale, la plus sérieuse attention.

Il s'est empressé d'accorder son appui à la Commission nationale belge de Coopération intellectuelle, qui s'est constituée récemment sous la présidence de M. J. Destrée, ancien Ministre des Sciences et des Arts, membre de la Commission de Coopération intellectuelle internationale.

D'autre part, le Gouvernement s'est appliqué à faciliter la tâche de la Commission de Coopération intellectuelle, sans toutefois perdre de vue les intérêts belges. C'est ainsi que, grâce à ses efforts, la création à Paris d'un Institut International de Coopération intellectuelle respectera l'autonomie des institutions internationales d'ordre intellectuel, qui ont leur siège à Bruxelles, à savoir : l'Union des Associations Internationales, l'Office International de Bibliographie, le Conseil International de Recherches, l'Union Académique Internationale.

Enfin, pour montrer jusqu'où nous nous sommes avancés dans la voie indiquée par la Commission internationale de Coopération intellectuelle, il suffira de citer quelques-unes des réalisations acquises par le Département des Sciences et des Arts.

PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE. — Le Gouvernement a répondu à l'enquête instituée par la Commission sur cet objet. Sur avis de la Classe des Sciences, de l'Académie il a donné son adhésion de principe au projet Ruffini.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. — C'est M. J. Destrée, président de la Commission belge, qui est chargé d'élaborer un projet détaillé sur la protection de la propriété artistique et littéraire.

BIBLIOGRAPHIE. — La Commission Internationale de Coopération intellectuelle a conclu un accord avec l'Institut International de Bibliographie. La Société des Nations vient d'allouer une subvention de 1,000 francs à cet Institut, que le Gouvernement belge n'a cessé de subventionner depuis 1895 et auquel il a alloué jusqu'ici environ un million de francs.

ÉCHANGE DES PUBLICATIONS. — Sur rapport de l'expert belge, la revision des Conventions de 1886 relatives à cet objet a été envisagée.

ÉCHANGES DES PROFESSEURS. — Le Gouvernement a conclu, il y a trois ans, un accord intellectuel avec la France relativement à l'échange régulier de professeurs de l'enseignement supérieur, secondaire et technique. Cet accord a donné des meilleurs résultats et sera continué.

ÉCHANGES D'ÉTUDIANTS. — En vertu d'un accord franco-belge, des étudiants belges ont été envoyés à Paris. Plusieurs ont bénéficié de l'hospitalité de l'École Normale Supérieure.

Un étudiant belge a été envoyé à Prague.

Grâce à la collaboration de la Fondation Universitaire, des boursiers universitaires ont été envoyés aux États-Unis, au Brésil et dans les principales universités d'Europe.

De jeunes docteurs belges en philologie et en histoire ont été accueillis à l'Institut Historique Belge de Rome et à l'École française d'Athènes ;

Des docteurs en philologie germanique, à l'Université d'Édimbourg.

ÉQUIVALENCE DES DIPLOMES. — Certaines stipulations des accords intellectuels conclus avec la France, le Grand-Duché de Luxembourg, touchent à la question des équivalences de scolarité et de diplôme.

Le projet de loi sur la collation des grades académiques et le projet de loi créant un examen d'admission aux études universitaires, que j'ai déposé dernièrement, s'en occupent également. »

*
*
*

Pour répondre aux désirs exprimés par plusieurs membres de votre Commission, nous donnons ici un tableau de la population des quatre universités pour 1924.

Gand	1,521
Liège	2,691
Bruxelles	1,944
Louvain	3,212

Étudiants admis aux épreuves préparatoires (grade légal) des facultés techniques :

Gand	25
Liège	89
Bruxelles	38
Louvain	106

Nombre des certificats homologués en 1924 : 1,748.

Nombre des récipiendaires ayant subi avec succès, en 1924 : a) l'épreuve préparatoire (art. 10 de la loi) : 154.

b) l'épreuve préparatoire (art. 12 de la loi) : 9.

CHAPITRE VI.

Enseignement moyen.

ART. 45 à 56.

La majoration de ce chapitre est de 355,688 francs.

Elle provient principalement — pour 353,050 francs — des augmentations de traitement du personnel des établissements d'instruction moyenne de l'État.

A propos de l'article 50 lit. a, divers membres ont exprimé le désir de voir le Gouvernement subsidier les lycées pour jeunes filles et accroître le nombre

de ces établissements. Interrogé sur ses intentions, M. le Ministre nous a transmis la réponse suivante :

« L'état des finances publiques ne permet pas, à l'heure actuelle, le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant création d'athénées royaux pour jeunes filles. En attendant, les jeunes filles sont autorisées, sous certaines conditions, à suivre les cours des athénées royaux dans les localités où il n'existe pas d'établissement d'enseignement moyen du degré supérieur, à leur intention. »

. . .

Nous donnons ci-dessous le relevé des établissements d'enseignement moyen de l'État du degré supérieur avec leur population.

ATHÉNÉES ROYAUX.

POPULATION APPROXIMATIVE (1).

1. Anvers	915
2. Arlon	255
3. Ath	181
4. Bruges	204
5. Bruxelles	623
6. Charleroi	624
7. Chimay	205
8. Dinant	120
9. Gand	403
10. Hasselt	222
11. Huy	199
12. Ixelles	764
13. Liège	838
14. Louvain	407
15. Malines	273
16. Malmédy	183
17. Mons	474
18. Namur	216
19. Nivelles	259
20. Ostende	411
21. Tirlemont	267
22. Tongres	181
23. Tournai	273
24. Verviers	199
----- 9.296	

Sections d'athénées annexées à des écoles moyennes.

25. Aix-la-Chapelle	19
26. Bouillon	41

(1) Le relevé de la population au 31 décembre 1924 ne pourra être fourni avant le 1^{er} février.

27. Diest	55
28. Stavelot (Sect. scientif.)	63
29. Thuin	58
30. Virton	79
	315
POPULATION TOTALE	9.611

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ÉTAT DU DEGRÉ INFÉRIEUR

A. -- GARÇONS.

Nombre d'écoles moyennes : 87. — Population : 22.768.

B. — FILLES.

Nombre d'écoles moyennes : 44. — Population : 10,363

Au 1^{er} janvier 1924, la population des sections préparatoires (sections primaires) annexées aux écoles moyennes de l'État, était de :

16.075 élèves pour les garçons et de
6,560 élèves pour les filles.

Au total 22.635 élèves.

A titre documentaire, nous reproduisons ci-dessous le tableau de la population des établissements de l'enseignement moyen libre.

Tableau récapitulatif par province

PROVINCES.	Classes préparatoires.	7 ^{me} ou 1 ^{re} préparatoire.	Humanités anciennes.	Humanités modernes.	Section commerciale.	Section agricole.	Cours spéciaux.	Autres sections.	Total.
Anvers	2,195	986	2,301	883	524	37	10	»	6,936
Brabant	2,909	1,384	3,278	2,323	296	»	162	75	10,427
Flandre occidentale .	2,039	955	1,622	923	19	160	»	20	5,738
Flandre orientale .	2,989	1,045	1,628	1,264	568	25	30	»	7,549
Hainaut	418	580	1,980	1,422	»	126	43	»	4,564
Liège	1.030	517	1,746	944	36	15	30	366	4,684
Limbourg	460	441	871	300	»	75	»	»	2,147
Luxembourg	49	284	339	104	»	87	»	19	882
Namur	383	304	1,012	706	»	»	63	»	2,468
Total	12,467	6,496	14,777	8,869	1,443	325	338	480	45,395

CHAPITRE VII.

ART. 57 à 72.

Enseignement normal.

Ce chapitre accuse une augmentation de 405,075 francs. Elle est due principalement aux dépenses nécessitées par l'amélioration et la location des locaux et matériel des écoles normales de l'État, par la majoration des traitements des professeurs, des instituteurs et institutrices.

L'article 68 prévoit un crédit pour le Musée scolaire national. A propos de cet article, divers membres ont fait remarquer que les directeurs des musées scolaires communaux, qui appartiennent à l'enseignement, ne sont pas considérés comme remplissant une mission pédagogique. La Cour des Comptes prétend à tort qu'ils remplissent un rôle administratif. C'est là une erreur. Les directeurs ne sont pas des conservateurs. Ils dirigent l'évolution pédagogique, spécialement au point de vue du matériel scolaire. Ils sont obligés de réunir des matériaux nouveaux et de documenter leurs collègues. Leur mission est d'ordre actif.

Nos collègues demandent donc que les intéressés soient assimilés aux inspecteurs communaux et qu'ils aient droit à la pension d'État.

CHAPITRE VIII.

ART. 73 à 88.

Enseignement primaire.

Ce chapitre est en augmentation de 6,390,039 francs.

Les crédits prévus pour le paiement des traitements du personnel enseignant des écoles primaires passent de 205,577,125 francs à 211,975,108 francs.

Cette majoration de 6,397,983 francs résulte des augmentations légales des traitements et de la création d'un certain nombre de classes du 4^e degré.

Le crédit prévu pour les écoles d'adultes a été diminué de 200,000 francs.

A propos de l'organisation du 4^e degré, de nombreux membres ont attiré l'attention de notre Commission sur l'insuffisante préparation de certains instituteurs chargés de cours de travaux manuels ; à leur avis, ces cours devraient être exclusivement confiés aux instituteurs spécialement préparés à cet effet.

Interrogé sur ses intentions à ce sujet, l'honorable Ministre des Sciences et des Arts nous a répondu ce qui suit :

« La loi organique de l'enseignement primaire n'exige aucune condition spéciale à remplir par les instituteurs du 4^e degré.

Les autorités scolaires ont donc pleine liberté pour le choix de ces agents dans les limites des dispositions de l'art. 24 de la dite loi.

Le Gouvernement ne peut intervenir que pour signaler l'insuffisance des instituteurs désignés et réclamer éventuellement leur remplacement.

Dans l'intérêt de leurs écoles, les directions ne doivent évidemment confier les classes du degré complémentaire qu'à des agents offrant les garanties voulues de savoir et d'expérience.

Des cours normaux sont institués par le Gouvernement et même par les provinces et les communes, dans le but de compléter la formation des instituteurs et de les préparer notamment à l'enseignement des matières à tendances pratiques. Mais les certificats délivrés à la suite de la fréquentation de ce cours ne créent aucun privilège de droit pour une désignation éventuelle d'instituteur du degré complémentaire. Il est cependant logique et équitable que les agents qui se sont perfectionnés par l'étude et par le travail scolaire voient leurs efforts récompensés et qu'ils soient préférés à des collègues qui ne possèdent pas les aptitudes équivalentes. »

*
* *

Des membres se sont élevés contre le caractère exclusivement confessionnel de l'enseignement primaire à Turnhout. Interrogé à cet égard, l'honorable M. Nolf a fourni à votre Commission les précisions suivantes :

Pendant l'année scolaire 1923-1924, les écoles communales de Turnhout ne comptaient aucun élève dispensé du cours de religion.

La situation de l'année scolaire 1924-1925 n'est pas encore connue, mais il y a lieu de croire qu'elle est la même qu'en 1923-1924.

Or, des déclarations faites au cours de la discussion des dispositions légales encore en vigueur — loi de 1895 — il résulte que si une école est fréquentée par des élèves appartenant tous à la même religion et dont aucun n'a réclamé la dispense de l'enseignement religieux, rien dans la loi ne s'oppose à ce que cette école soit confessionnelle. (Chambre des Représentants, *Ann. parlement.*, 1894-1895, pp. 2194 et 2354.

Toutefois, si l'école est fréquentée par un ou plusieurs enfants dispensés du cours de religion, tout caractère de confessionnalité doit être exclu de l'enseignement.

*
* *

Plusieurs membres ont attiré l'attention de votre Commission sur l'insuffisance de l'enseignement du français dans les écoles primaires des communes flamandes; dans de nombreuses communes, cet enseignement ne serait pas organisé et même dans les écoles où il est donné, il se réduirait à des notions par trop rudimentaires. Nos collègues, en conséquence, expriment le vœu de voir intensifier dans la partie flamande du pays l'étude de la langue française.

*
* *

Des membres ont protesté contre les subsides accordés par les provinces pour la construction de locaux destinés à l'enseignement libre.

Il est à remarquer qu'aucune disposition légale n'interdit aux provinces d'accorder des subsides pour construction d'écoles libres. Toutefois, les crédits nécessaires devant être prévus au Budget, les délibérations des Conseils provinciaux à cet égard sont par le fait soumises à l'approbation du Roi, conformément à l'article 86 de la loi provinciale.

En 1922, trois provinces ont octroyé pareilles subventions à des Comités scolaires.

Provinces.	Sommes allouées pour :	
	Ecoles adoptées.	Ecoles adoptables.
Anvers	1,200.00	1,000.00
Flandre Orientale. . .	—	174,476.37
Namur	—	33,675.45

Pour répondre au désir exprimé par quelques-uns de nos collègues, nous donnons ci dessous un tableau mentionnant, par province, le nombre de locaux scolaires appartenant aux communes et mis à la disposition des écoles adoptées, adoptables ou libre, non subventionnées.

*Nombre des locaux scolaires appartenant aux communes
et mis à la disposition des écoles adoptées, adoptables ou libres.*

PROVINCES.	A) GRATUITEMENT.									B) MOYENNANT LOYER.			
	Ecoles gardiennes				Ecoles primaires				Total général (prim et gardiennes).	Ecoles			
	adoptées.	adoptables.	libres.	Total.	adoptées.	adoptables.	libres.	Total.		gardiennes libres.	primaires		Total.
											adop- tables.	libres.	
Anvers	7	5	»	12	36	1	2	39	51	»	»	1	1
Brabant	10	3	»	13	19	3	»	22	35	1	»	»	1
Flandre occidentale.	10	6	2	18	99	»	»	99	117	9	»	»	9
Flandre orientale. .	10	1	»	11	65	4	»	69	80	»	»	»	»
Hainaut	11	4	»	15	22	»	»	22	37	2	»	»	2
Liège	4	1	»	5	11	»	»	11	16	»	»	»	»
Limbourg.	8	2	»	10	203	3	»	206	216	»	»	»	»
Luxembourg	21	22	»	43	47	3	»	50	93	»	»	»	1
Namur	30	10	»	40	34	3	»	37	77	»	»	»	»
Le Royaume . . .	111	54	2	167	536	17	2	555	722	12	1	1	14

A propos de l'article 85 prévoyant un crédit pour les écoles d'adultes, des membres ont préconisé le développement de ces institutions.

Il n'a pas été possible au Gouvernement de nous fournir les statistiques de ces écoles pour l'année scolaire 1924-1925.

Le tableau ci-joint donne la situation pour 1922-1923 et pour 1923-1924. Le nombre de ces institutions a fort diminué en 1923-1924 et leur population a baissé de 14 p. c. Quant aux écoles d'adultes dominicales, elles semblent destinées à disparaître à peu près totalement. Voici, d'après le Gouvernement, les causes de cet état de choses :

« 1° Au fur et à mesure que la loi sur l'obligation scolaire fait sentir ses effets, les écoles d'adultes reçoivent de moins en moins d'illettrés et les cours élémentaires disparaissent ;

2° Les jeunes gens ayant acquis une instruction primaire assez convenable, se dirigent plutôt vers les cours spéciaux ou les cours professionnels. Aussi, les directions scolaires tendent-elles à transformer leurs classes d'adultes en classes professionnelles ou ménagères ;

3° A leur sortie de l'école primaire, les jeunes gens trouvent facilement des situations bien rémunérées pour lesquelles on n'exige pas même une sérieuse instruction primaire ; ils perdent ainsi tout désir de compléter leur formation ;

4° Les sports et les divertissements publics ont sur une partie de la jeunesse plus d'attrait que l'enseignement complémentaire ;

5° Enfin, des maîtres se désintéressent malheureusement des cours d'adultes.

Pour remédier à cette situation, il faut d'abord réadapter le programme des écoles d'adultes.

La question a été examinée et un rapport sera soumis prochainement à l'examen du Conseil de perfectionnement ».

A propos de l'article 142 prévoyant des subsides pour les œuvres post-scolaires, des membres nous ont prié d'interroger le Gouvernement, quant à ses intentions au sujet d'un projet de loi déposé par un de nos collègues et relatif aux loisirs des travailleurs. L'honorable M. Nolf nous a répondu ce qui suit :

Le Gouvernement n'a pas manqué de s'intéresser aux moyens d'utiliser les loisirs des travailleurs, au point de vue intellectuel.

Depuis plusieurs années, une somme de deux cent mille francs est inscrite au budget du Ministère des Sciences et des Arts en faveur des œuvres post-scolaires, et ce sont des Comités locaux d'éducation ouvrière et des Œuvres des Loisirs qui, à raison de l'existence de leurs sections de conférences, absorbent la majeure partie du crédit dont il s'agit.

La collaboration de l'Etat se limite, jusqu'à présent à la partie purement intellectuelle de l'utilisation des loisirs. En ce qui concerne la partie récréative et sportive, le Gouvernement n'a pu prendre d'initiative qui nécessiterait une intervention financière dépassant les disponibilités à une époque où la compression des dépenses s'impose impérieusement.

Ecoles d'adultes.

	Communales					Adoptées					Privées subsidiées					Total général				
	Ecoles	Classes	Elèves			Ecoles	Classes	Elèves			Ecoles	Classes	Elèves			Ecoles	Classes	Elèves		
			Garçons	Filles	Total			Garçons	Filles	Total			Garçons	Filles	Total			Garçons	Filles	Total
Au 31 décembre 1922 . . .	1.966	3.112	48.179	9.378	57.557	59	117	1.650	920	2.570	922	1.642	8.483	30.731	39.214	2.947	4.871	58.312	41.029	99.341
Au 31 décembre 1923 . . .	1.874	2.954	42.900	8.575	51.475	93	186	2.354	1.654	4.008	717	1.222	5.582	23.731	29.313	2.684	4.362	50.836	33.960	84.796
Difference. . .	- 92	-158	-5.279	- 803	-6.082	+34	+69	+704	+734	+1.438	-205	-420	-2.901	-7.000	-9.901	-263	-509	-7.476	-7.069	-14.545

CHAPITRE IX.

ART. 89 à 142.

Beaux-Arts, Lettres et Bibliothèques publiques.

Ce chapitre n'a pas subi de modifications importantes.

Le subside prévu à l'article 109, littéra *B*, a paru insuffisant à plusieurs membres de votre Commission. Interrogé à cet égard, le Gouvernement a répondu que la somme de 75,000 francs est inscrite à l'article 109 et répartie de la façon suivante :

63,000 francs au littéra *A* pour les subsides aux provinces, aux villes et aux communes dont les ressources sont insuffisantes pour la restauration des monuments.

12,000 francs au littéra *B* en vue de l'allocation de subsides pour la restauration et la conservation des objets d'art et d'archéologie appartenant aux Administrations publiques, aux églises, etc., travaux d'entretien aux propriétés de l'État, qui ont un intérêt exclusivement historique ou artistique. Missions et frais d'études relatifs à ces restaurations et à ces travaux.

Cependant, l'on peut liquider indifféremment sur le littéra *A* ou sur le littéra *B* les subsides alloués par le Gouvernement.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le crédit de l'article 110, qui s'élève à 150,000 francs est destiné aux provinces, communes et fabriques d'églises pour restauration artistiques aux édifices religieux classés comme monuments.

*
*
*

Plusieurs membres ont désiré connaître les dispositions du Gouvernement à l'égard du monument du Travail de notre grand Constantin Meunier et de la célébration du centenaire de notre indépendance nationale. Nos collègues suggéraient de profiter de cette occasion pour augmenter les collections des Musées du Cinquantenaire.

L'honorable M. Nolf nous a transmis les réponses suivantes :

« Le Gouvernement se propose de célébrer solennellement le centenaire de l'indépendance nationale. Mais la Commission comprendra qu'il ne soit pas possible de prendre, dès à présent, à ce sujet, des décisions définitives.

La proposition « d'enrichir les collections des Musées du Cinquantenaire », retiendra l'attention du Département des Sciences et des Arts.

Le Gouvernement Belge a l'intention d'ériger le plus tôt possible le Monument du Travail.

Il cherche à s'entendre avec les héritiers de Constantin Meunier pour arriver à un accord sur l'emplacement à choisir et le dispositif à adopter pour l'assemblage des quatre bas-reliefs et des cinq statues qui doivent constituer le Monument définitif,

Le Gouvernement Belge désire qu'aucune réplique du Monument du Travail

ne soit érigée à l'étranger. Peut-être pourrait-il envisager la possibilité d'autoriser exceptionnellement l'emploi des mêmes éléments sculpturaux selon un autre dispositif d'architecture à adopter d'accord avec lui et avec les ayants droit du sculpteur.

La propriété du Monument appartient exclusivement à l'Etat Belge en vertu du contrat formel conclu entre le Gouvernement et l'artiste ».

CHAPITRE XI.

ART. 145 à 157.

Dépenses exceptionnelles.

Ce chapitre est en diminution de 21,077,317 francs.

Cette diminution résulte principalement de la disparition du crédit prévu en 1924 pour le paiement de l'indemnité représentant le douzième du traitement augmenté des indemnités de résidence et familiale.

Sous le bénéfice des observations ci-dessus présentées, votre Commission, à la majorité des membres présents, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de budget.

Le Rapporteur,

TH. GOLLIER.

Le Président,

EMILE BRUNET.

(44)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **GOLLIER**.

MIJNE HEEREN,

Namens uwe Commissie, hebben wij de eer u verslag uit te brengen over de begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1925.

Vijf afdelingen op zes hebben het ontwerp van begrooting aangenomen.

Zij hebben zich niet beperkt bij eene grondige studie van de voorstellen der Regeering. Door hun zucht naar vooruitgang en door het belang van eene zoo gewichtige kwestie als het onderwijs, bron van alle nationale welvaart, gedreven, hebben zij vraagstukken onderzocht, wenschen uitgedrukt, en voor het openbaar onderwijs voordeelige maatregelen voorgesteld.

Onder de kwesties, welke bijzonderlijk de afdelingen en, na deze, ook uwe Bijzondere Commissie hebben bezig gehouden, zullen wij de volgende onthouden :

De afschaffing van scholen en klassen, de vermindering van de schoolbevolking, de inrichting van den vierden graad, het aanzienlijk getal achterblijvers in al de graden van het onderwijs, het geneeskundig schooltoezicht, het toezicht over het lager onderwijs, de uitslagen van de toepassing der wet op het gebruik der

(1) Begrooting, n° 4vii.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Wetenschappen en de Kunsten* : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Cocq, Destrée, Doms, Flagey, Gollier, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Siffer en Souplit.

(2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Raemdonek, Gollier, De Bruycker, Poncelet, Sinzot en Piérard.

talen ter Hoogeschool van Gent, de wetenschappelijke uitrusting van de Staats-hoogescholen.

Eerst eene voorafgaandelijke opmerking.

In onze verslagen van de vorige jaren hadden wij de gewoonte genomen een of ander door de afdeelingen opgeworpen groot vraagstuk te behandelen, het door eene volledige studie in al zijne bijzonderheden in 't volle licht te stellen, ten einde door de klaarblijkelijkheid zelf en de noodzakelijkheid van de oplossing de overtuiging te vestigen.

Ditmaal zullen wij anders te werk gaan en zullen wij ons tot een soort van vaststelling bepalen. De reden daarvan is, dat wij in een zoo verkorten zittijd als deze, van den tijd der Kamer geen misbruik willen maken. Voegt daarbij dat de geësten, in de koorst welke doorgaans de algemeene verkiezingen voorafgaat, zich met moeite uit de onmiddellijke en dringende bekommelingen kunnen loswerken. Zij wendden zich heel natuurlijk naar voorstellen van grooter oogenblikke-lijke actualiteit. Zij zouden het ons ten kwade duiden, moesten wij door uitgebreide studiën hunne aandacht af dwingen voor vraagstukken, welker studie kalmte, vrede en zekerheid vereischt. Wij zullen dus ons verslag streng beperken bij de enkele feiten van belang, welke de aandacht van onze Collega's hebben getrokken.

AFSCHAFFING VAN SCHOLEN EN KLASSEN.

Velen van onze collega's werden getroffen door het groot aantal scholen en klassen die sedert den wapenstilstand werden afgeschaft.

Dat is ongelukkiglijk een onbetwistbaar feit. In 1921 en 1922 heeft de Regeering 344 lagere klassen en 153 bewaarklassen gesloten; in 1923 heeft zij 429 plaatsen afgeschaft, te weten :

In de gemeentescholen :

Lagere klassen	176
Bewaarklassen	28
Bestuurschappen zonder klas.	11
Diensten van bijzondere meesters	17

In de aangenomen en aanneembare scholen :

Lagere klassen	126
Bewaarklassen	37
Bestuurschappen zonder klas.	21
Diensten van bijzondere meesters	3

TOTAAL 429 diensten

Daarentegen zijn in het landelijk gedeelte van het land talrijke nieuwe posten gesticht : in 't geheel 779 diensten, zoodat het getal van de in 1923 afgeschaften klassen de helft minder is dan dit van de schooluitbreidingen.

Wij hebben de Regeering gevraagd ons eene tabel van de in 1924 gesloten en ingerichten klassen te willen meedeelen; de heer Nolf heeft ons geantwoord dat hij ons die statistieken onmogelijk kan bezorgen.

Uit ons meegedeelde officieele inlichtingen blijkt nochtans dat een groot getal klassen in het afgelopen dienstjaar afgeschaft werden. Er valt op te merken dat die afschaffingen slechts naar gelang het vertrek of het afsterven in het onderwijzend personeel werden doorgevoerd.

Anderzijds, werden nieuwe klassen ingericht ter ontlasting van de overbevolkte scholen.

Dit jaar zijn er meer afschaffingen dan uitbreidingen geweest; het verschil is evenwel zeer klein, zooals blijkt uit de volgende cijfers :

In 1923-1924 waren er	26.987	lagere klassen,
In 1924-1925 zijn er	26.962	lagere klassen.
(October)	— — — —	
Vershil in minder :	25	lagere klassen.

Voor de bewaarinrichtingen is er vermeerdering van 136 klassen.

In 1923-1924.		5.456	klassen
In 1924-1925.		5.592	klassen
		— — — —	
Vershil in meer :		136	klassen.

Het zou nutteloos zijn de schoolpolitiek van de Regeering te beschuldigen. De afschaffingen van klassen zijn het noodlottig gevolg van de vermindering van het schoolbezoek; zij zijn ook gedeeltelijk het gevolg van de toepassing van het Koninklijk besluit van 30 Maart 1923, dat in de gewone scholen van meer dan twee klassen het vereischte minimum van de gemiddelde bevolking van 20 op 25 heeft gebracht.

Zij zijn dus door die twee oorzaken gemakkelijk uit te leggen. Zonder de uitmuntendheid der inzichten van het beheer van Wetenschappen en Kunsten in twijfel te trekken, hebben verscheidene van onze collega's nochtans geklaagd over de, huns inziens, te strenge toepassing van paragraaf 4 van het Koninklijk besluit van 30 Maart 1923.

Laat die vierde paragraaf de poort niet open voor willekeur? Afgaande op de klachten van de gemeenten en van de schoolcomiteiten, heeft het bestuur er zich op gesteund om zijne maatregelen tot beperking van de uitgaven, ten nadeele van de goede inrichting van de scholen, te overdrijven.

Aldus, bijvoorbeeld, heeft het bestuur in veel gevallen, voor het berekenen van de gemiddelde schoolbevolking, het gezamenlijk getal van de ter gemeentescholen gaande kinderen van een zelfde kunne als een onverdeeld geheel beschouwd. Het is ook aldus te werk gegaan voor de aangenomen of gesubsidieerde vrije scholen. De inzichten van het Hoofdbestuur involgende, heeft het toezicht combinaties voorgesteld, welke noch de plaatselijke behoeften, noch de bijzondere omstandigheden, noch de hoogdringendheid van het behoud aan het hoofd van eene school met ten minste zes klassen van een bestuur zonder klas in aanmerking nemen.

Eene erge stoornis is daaruit voortgesproten. Eenige groote gemeenten hebben het op zich genomen de klassen, welke het Hoofdbestuur hen verzoekt met andere

te versmelten, open te houden. Schoolcomiteiten die te goeder trouw gemeend hadden 't zij titularissen, 't zij een plaatsvervanger te mogen benoemen, werden na een min of meer lang onderzoek verwittigd, dat de Staat weigerde de wedde van die agenten te betalen; dezen zijn moeten afgedankt worden zelfs vóór dat zij eene andere benoeming hadden kunnen bekomen,

Het valt erg te vreezen dat dit buitensporig stelsel een nadeeligen invloed uitoefent op de aanwerving van onze normaalscholen en onder het door zooveel andere oorzaken verbitterde onderwyzend personeel ontslagnemingen voor gevolg heeft.

Waren de geboortevermindering, gevolg van de oorlogsjaren, na den wapenstilstand even gevoelig geweest, dan zou de openbare meening om de door die klassensluitingen verwekte ontreddeeling minder bekómmerd geweest zijn; maar 't is niet zonder ongerustheid dat zij den dag te gemoet ziet, dat onze lagere scholen hun vroegeren bloei zullen weergevonden hebben.

Het schoolbezoek is aanzienlijk afgenomen in den loop der laatste jaren en het zal noodlottigerwijs nog meer afnemen; doch het is waarschijnlijk, dat eens de oorlogsjaren — zoo ongunstig voor wat de geboorten betreft — zonder invloed geworden zijnde, wij tot de cijfers der schoolbevolking van 1913-1914 zullen terugkeeren. Op dat oogenblik zullen de verleden jaar afgeschafte klassen noodzakelijkerwijs moeten hersteld worden, in zoo verre, wel te verstaan, de geboortestand niet beneden het huidig peil dale.

Anderzijds, heeft eene gelukkige pedagogische evolutie de vroeger gedeeltelijke passieve methoden vervangen door actieve methoden, welker toepassing van den meester eene veel aanzienlijker krachtsinspanning vereischt, en welke slechts al hunne vruchten zullen afwerpen, bijzonder in de hoogere klassen, wanneer die klassen aan de overbevolking zullen zijn ontsnapt.

Voegen wij er nog bij, dat de klassen verachterde leerlingen tellen. De statistieken, welke wij verder zullen afkondigen, wijzen op de ontzaglijke verhouding van 50 t. h. verachterden in de totale schoolbevolking.

Het is klaar dat in de klassen met zulkdanige ongelijkaardige bevolking een gemiddeld getal van vijf en twintig leerlingen eerder te hoog is om een goeden uitslag te bekomen.

Om die verschillende redenen drukt uwe Commissie den wensch uit dat de Regeering het voormeld Koninklijk besluit in zeer breeden zin zou uitleggen.

Het geldt hier het wel begrepen belang van het onderwijs en, bijgevolg, den rijkdom van het nationaal verstandelijk peil. Na de door den oorlog veroorzaakte verliezen en verminderingen, mag het niet gebeuren dat kortzichtige bespaarders, onder voorwendsel van ingebeelde besparingen, ons nog verliezen en verminderingen komen berokkenen, welke nog erger zijn dan de eerste, omdat zij de ziel zelf van het Belgisch volk zouden aantasten.

DE VERMINDERING VAN DE SCHOOLBEVOLKING.

In ons vorig verslag hebben wij de aandacht van het Parlement gevestigd op den aanzienlijken achteruitgang van de schoolbevolking.

In 1920-1921, telden de aan het regiem der wet onderworpen lagere scholen

968,374 kinderen

In 1923-1924 telden zij er nog slechts . 855,892 —

't Zij in minder. . 112,482 —

Wij hoopten voor 1924 een stilstand van die vermindering, daar de bevolking van de bewaarscholen in 1923 eene verhooging van 32,223 eenheden op deze van het vorig jaar had te boeken.

Onze vooruitzichten zijn niet verwezenlijkt geworden en wij hebben ongelukkig een zeer ergen achteruitgang te boeken, vermits hij 6,7 t. h. is.

Op 31 December 1923, vereenigden de lagere gemeente-, aangenomen- en aanneembare scholen 855,892 leerlingen.

Op 15 October 1924, tellen zij er maar 798,451 meer, 't zij eene vermindering van 57,441 leerlingen.

De volgende tabel geeft de bijzonderheden van die vermindering.

Bevolking van de lagere scholen en bewaarscholen onder toezicht van den Staat.

	Lagere scholen			Bewaarscholen		
	Jongens.	Meisjes.	Totaal.	Jongens.	Meisjes.	Totaal.
<i>Gemeente :</i>						
Op 31 December 1923 .	290.400	163.565	453.965	31.432	29.672	61.104
Op 15 October 1924 .	268.495	150.480	418.975	36.320	34.439	70.759
	— 21.905	— 13.085	— 34.990	+ 4.888	+ 4.767	+ 9.655
<i>Aangenomen :</i>						
Op 31 December 1923 .	78.698	177.969	256.667	26.908	27.509	54.417
Op 15 October 1924 .	74.535	168.292	242.827	32.777	33.295	66.072
	— 4.163	— 9.677	— 13.840	+ 5.869	+ 5.786	+ 11.655
<i>Gesubsidieerde vrije :</i>						
Op 31 December 1923 .	59.098	86.162	145.260	36.746	38.573	75.319
Op 15 October 1924 .	55.019	86.630	136.649	41.144	42.296	83.440
	— 4.079	— 4.532	— 8.611	+ 4.398	+ 3.723	+ 8.121
<i>Totalen :</i>						
Op 31 December 1923 .	428.196	427.696	855.892	95.086	95.754	190.840
Op 15 October 1924 .	398.049	400.402	798.451	110.241	110.030	220.271
	— 30.147	— 27.294	— 54.441	+ 15.155	+ 14.276	+ 29.431

Indien wij de schoolbevolkingen van 1920-1921 met deze van 1924-1925 vergelijken, stellen wij vast dat in 1920-1921 de scholen onder toezicht 968,374 leer-

lingen ontvingen. Tot hiertoe hebben zij verloren 968,374 — 798,451 = 169,923 kinderen, 't zij 17,5 t. h. van hunne oude bevolking.

Het is waar dat de bewaarscholen eene nogal belangrijke verhooging der bevolking hebben te boeken.

In December 1923, waren er 190,840 kinderen ingeschreven, en in October 1924, 220,271, 't zij eene vermeerdering van 29,431 kinderen (15 t. h.).

Maar het jaar 1919 met 123,314 geboorten zal in October 1925 eene veel lagere schoolbevolking leveren dan het effectief uit het jaar 1911, hetwelk 171,802 geboorten telde.

Voor het jaar 1925-1926, mag men dus een aanzienlijk tekort voorzien, en 't is niet overdreven het op 30,000 tot 35,000 vast te stellen.

Ziehier, ter aanduiding, de ramingen voor de vijf volgende jaren :

1925-1926 : 763,000.

1926-1927 : 757,000.

1927-1928 : 752,000.

1928-1929 : 749,000.

1929-1930 : 772,000.

De oorzaak van het kwaad ligt noodzakelijkerwijze in de vermindering van de geboorte. Maar het ware een gevaarlijke illusie den oorlog alleen van dit verschijnsel te beschuldigen. Zeker hebben de jaren 1914-1918 een tekort gelaten en is na 1918 de curve van de geboorte in de hoogte gegaan. Maar ondanks het sedert den wapenstilstand groot getal gestichte jonge huishoudens, blijft het geboortecijfer merklijk beneden dat van vóór den oorlog.

Zeker zouden wij de palen van ons werk te buiten gaan, moesten wij deze droeve kwestie in gansch haren omvang onderzoeken en de gepaste middelen om het kwaad in te dijken en te genezen, opsporen. Wij hoeven hier de kwestie enkel onder oogpunt van het openbaar onderwijs te beschouwen. Dit oogpunt legt ons onze grenzen op. Maar, om het Parlement met de maatregelen, welke wij zullen voorschrijven, te doen instemmen, was het noodig de grootte van het gevaar te doen kennen.

Wijzen wij er enkel op dat wij, in 1901, 200.000 geboorten telden en dat, in 1912, dit cijfer tot 171.000 daalt ; in 1923 was het nog slechts 155.000.

De angstwekkende aard van dien toestand zal aan niemand ontgaan.

Want, heeft het land armen noodig, het behoeft ook verstanden. En is het een daad van hooge vaderlandsliefde al de elementen van de economische macht der natie uit te breiden en te versterken, dan is het een verhevener gevoel niets te verwaarloozen of te verkwisten van een enkele dezer verstandelijke en zedelijke krachten, welke door een voordeelige aanwending edelhartige en grootmoedige karakters zullen vormen.

Juist om die redenen heeft de Regeering, na den grooten oorlog, vernielers van menschen en dooder van gedachten, onmiddellijk onze verstandelijke rijkdommen willen vrijwaren en bevruchten. Zij heeft studiebeurzen gesticht, het fonds der Meest Begaafden ingesteld, voor de uitlezing van de beste, voor de noodzakelijke hulp aan de elite, voor den doeltreffenden steun aan de door het teeken van Minerva gemerkte geesten.

Die maatregelen zijn nuttig. Zij zijn onvoldoende voor de groote gezinnen. De studiebeurzen zijn te klein. A fortiori is dit ook waar voor de vergoedingen van het Fonds der Meest Begaafden.

Verleent de kosteloosheid van gansch het onderwijs, zal iemand voorstellen. Dat is geene oplossing. De heer Destrée deed zulks in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, betreffende het Fonds der Meest Begaafden, terecht opmerken: In die omstandigheden zoudende openbare besturen, deelnemende aan de lasten van de opvoeding, in dit opzicht verschillende graden moeten vaststellen, vanaf de eenvoudige betaling van het schoolgeld tot het volledig onderhouden van de gansch behoeftigen, met vergoeding ten bate van de gezinnen. Anderzijds, kan het voordeel van het kosteloos onderwijs niet worden verleend zonder beoordeeling van de waarde en van de verdienste, terwijl men eerder moet trachten uit de klassen degenen te verwijderen, die enkel den goeden gang belemmeren nadeele van hunne medeleerlingen en zonder voordeel voor zich zelf.

De kosteloosheid zou trouwens niet gansch het vraagstuk oplossen. Daar is nog het onderhoud van het kind. Daar zijn de kleederen. Heeft men een gedachte van de begroting van een gezin van vijf of zes kinderen, die middelbare of hogere studiën doen? De Aalmoezeniers van den Arbeid, te Charleroi, vragen eene som van 500 frank per trimester, en het regiem is er treffend van soberheid en eenvoudigheid. Nochtans moeten de prijs van de kleeding, allerhande onkosten bij die uitgaven gevoegd worden. Hoe wil men dan dat de groote gezinnen al hunne plichten jegens hunne kinderen en jegens de samenleving vervullen?

Eene onbetwistbare waarheid is het, dat deze toestand hen tot een soort verval veroordeelt terwijl hij ook de aanwerving van de beroepskeurkorpsen der natie in gevaar brengt.

Ofwel zullen de groote gezinnen er niet meer toe geraken hunne kinderen de bij hunnen aanleg passende onderwijs- en beroepsopleiding te verschaffen, ofwel, indien zij er wel toe geraken, zal het zijn ten prijze al te groote ontberingen, door de opoffering van hunne laatste spaarpenningen, wellicht zelfs door de aanvaarding van een zwaren schuldenlast.

Ten titel van inlichting, laten wij hierna een in zijnen eenvoud roerenden brief volgen, door een nederigen onderwijzer, vader van vijf kinderen, aan den secretaris van den Bond der Groote Gezinnen gericht :

« Heer Secretaris-generaal,

» Ik ondergeteekende vraag eerbiedig, in mijne hoedanigheid van plaatselijk afgevaardigde van de Groote Gezinnen, en vader van vijf volledig ten laste zijnde kinderen, den steun, zoo er mogelijkheid toe bestaat, van den Bond der Groote Gezinnen van België.

» Alleenlijk op mijne wedde van onderwijzer bestaande, had ik onder den oorlog spoedig mijne kleine spaarpenningen uitgeput. En nochtans moesten mijne kinderen, gezien hunnen schoonen zedelijken en verstandelijken aanleg, hunne studiën voortzetten : thans studeeren vier hunner voort : twee aan de Hoogeschool (voor het onderwijs), een in de Normale Middelbare afdeling, te H . . . , een in de humaniora : en wij wonen op den buiten.

» De oudste geniet een tegemoetkoming uit het Fonds der Goed Begaafden en de derde uit het Fonds der Meest Begaafden. Maar de tweede kan er niet van genieten, ofschoon hij verleden jaar met groote onderscheiding uit zijne humaniora is getreden : hij had 2 jaar eene kleine studiebeurs (stichting de Surllet, Luik) genoten. Hij is dus ter Hoogeschool gegaan zonder voor het jaar 1924-1925 eenigerlei steun te hebben kunnen genieten.

» Is er voor hem geen middel, om bijvoorbeeld door de aan den Bond der Gr. G. verleenden « Schenking van Baron de Moor » geholpen te worden? Of, indien het onmogelijke toch mogelijk kon zijn, door een ander fonds?

» Het gedrag van de vier leerlingen is merkwaardig : de nota Z. W. staat onafgebroken op hunne maandelijksche bulletijns.

» Hopende een gunstig antwoord te ontvangen, verzoek ik u, heer Secretaris-Generaal, mijne diepste gevoelens van erkentelijkheid vooraf te willen aanvaarden ».

Uw zeer verplichte.

Welk man van hart zou bij dezen brief in de geheimste plooien van zijn hart de trillingen van de groote ontroeringen niet voelen? Wij kennen de inkomsten van den schrijver van dezen brief niet. Wij weten maar alleen dat hij, eenmaal de perequatie verleend en indien hij vijf-en-twintig jaren dienst telt, eene wedde van 10,000 frank zal genieten. Welke offers heeft hij zich niet moeten getroosten om zijne kinderen hunne opvoeding te bezorgen? Wat kosten hem thans nog twee kinderen aan de Hoogeschool, een ander aan de Normaalschool en een vierde aan het Athenæum? Hoe dikwijls moet hij niet bekoord zijn geweest om alle hoop op te geven, om te doen zooals de anderen, volgens eene niveleerende en demagogische formule?

Wij herhalen het, het voorbeeld van zulke opoffering en van een sterkeren wil dan men gewoonlijk in het leven tegenkomt, is van eene verheven beteekenis, welke ontroert en veredelt.

Ongetwijfeld zullen sommige met eene sterke dosis ikzucht beladen individualisten beweren dat zij niet voor de toekomst der kinderen van anderen verantwoordelijk zijn. Zij vergeten de door die vaders van groote gezinnen aan de collectiviteit bewezen diensten, door die met kinderen gekroonde « patres familias », die moedige makers van menschheid, die met hun eigen last ook nog den last van de anderen op hunne schouders laden. Aan het land twee professors, een onderwijzer en een advocaat of een geneesheer bezorgen, welke bewonderenswaardige opoffering in de vervulling van den maatschappelijken plicht. Men denkt er niet genoeg aan. Men vraagt zich niet genoeg af wat er van de samenleving, van het vaderland, van hen zelf die van kinderen beroofd zijn, zou geworden, waren er geen groote gezinnen, waar voortdurend en overvloedig het schoon wonder des levens wordt hernieuwd.

's Lands belang eischt dus dat de groote gezinnen geholpen worden. 's Lands belang eischt dat het feit, van in eene dergelijke familie geboren te zijn, geen beletsel weze tot de volle ontplooiing van de personaliteit, overeenkomstig de verdienste en het talent. Daar liggen kostbare geestelijke krachten : het mag niet,

dat eene enkele verloren ga, omdat de blinde fortuin haar wiel niet naar haar zijde heeft gedraaid.

Daar is het vraagstuk

De kosteloosheid van het onderwijs kan het niet oplossen, zooals wij hebben gezegd. De verhooging van de studiebeurzen zou evenmin eene aanneemlijke oplossing verleen. Dit stelsel biedt erge bezwaren welke de Bond der groote gezinnen menigmaal heeft aangetoond, en welke tot deze drie herleid worden :

1° Het legt aanzienlijke kapitalen vast;

2° De geboden hulp gelijkt eene aalmoes, welke vele gezinnen weigeren af te smeeken;

3° Het verwaarloost het bijzonderste oplossingselement : de vernieuwing van het Fonds.

Er moet wat anders gevonden worden. Wij hechten ten volle onze goedkeuring aan het door de Commissie van de groote gezinnen voorgestelde ontwerp, dat op het laatste Congres te Gent gunstig onthaald werd.

Uitgaande van de gedachte, dat de studiën van de jonge lieden deze winstgevende loopbanen moeten openen ; dat de aan die studiën besteedde sommen dus mogen beschouwd worden als een geleend kapitaal, van hetwelk men in de toekomst eene rendearing verwacht ; dat, over 't algemeen, de behoorlijk begaafde, werkzame en oppassende jonge lieden er toe geraken, sommigen zelfs heel ruim, hun brood te verdienen, en dus de geldschietters een waarborg of een grondslag van crediet bieden ; anderzijds, beschouwende dat de keuze zich niet bij de uitzonderlijk begaafden zal moeten beperken, maar dat gewone voorwaarden van welslagen volstaan, en dat juist het doel beoogt : aan de kinderen van groote gezinnen dezelfde kansen als aan de kinderen van kleine gezinnen te verleen ; daaruit volgt dat de samenstelling van een Fonds, bestemd om aan de groote gezinnen ten minste een deel der tot de opvoeding van hunne behoorlijk begaafde kinderen noodzakelijke sommen voor te schieten, op gelukkige wijze het angstwekkend vraagstuk zou oplossen.

De bond der Gr. G. heeft reeds eenige giften ingezameld en ten titel van proef, eenige leeningen toegestaan.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt dat de voorschotten voorbehouden zijn tot het onderwijs van lichamelijk en verstandelijk behoorlijk begaafde werkzame en oppassende jongelingen (of jonge meisjes), kinderen van groote gezinnen, en wier ouders van den bond deel hebben uitgemaakt.

Artikel 7 zegt dat men voor den aan den eene of den andere van de aanvragers te verleen voorkeur, onder andere in aanmerking moet nemen : de door de schenkers op de gift, waarvan de leening wordt toegestaan, gestelde voorwaarden ; het getal kinderen ; de inkomsten van de ouders ; de verdienste van den candidaat (talent, vlijt, gedrag, enz...)

De door het Fonds toegestane leeningen zijn geen « leeningen ter eere », maar leeningen in den zin van het Burgerlijk Wetboek, artikel 1874 en volgende ; de contractanten zullen zijn, eenerzijds de student, behoorlijk gemachtigd desnoods door zijn wettelijken vertegenwoordiger, en den vader of voogd of elk ander door den bond aanvaard persoon ; anderzijds de bond der Gr. G. ; de student en zijn vader of voogd of de andere door den bond aanvaard persoon,

zullen zich hoofdelijk verantwoordelijk stellen, beiden zullen de aanvraag tot de leening en het ontvangstbewijs onderteekenen.

Artikel 16 bepaalt dat het Voorschotfonds zal worden bevoorraad door giften, legaten, toelagen van de openbare besturen, onderschrijvingen, leeningen, of door elk ander door het Fondscomiteit geschikt bevonden middel; men zal de mogelijkheid onderzoeken van leeningen met kleinen interest, te bekomen van de openbare besturen en van de onder dezer toezicht staande instellingen.

Anderzijds, zegt artikel 17 : « De schenkers, legatarissen, enz., mogen aan hunne vrijgevigheid elke met de statuten van het Fonds en van deze van den Bond vereenigbare voorwaarde stellen; zij mogen, onder andere, den aard der studiën, de plaats of de streek van herkomst van den verkrijger, de samenstelling van zijne familie, het bedrag van de toe te stane leeningen, het te bezoeken onderwijsgesticht, enz., bepalen; zij mogen bepalen dat elk van de verkrijgers door een door hem aangeduid natuurlijk of zedelijk persoon aan het Fonds zal worden voorgesteld; de inzichten van de schenkers zullen stipt worden nageleefd »

Gezien de uitmuntendheid van deze inrichting en de edelmoedigheid van het beoogde doel, zijn wij zoo vrij de Regeering dringend te verzoeken voor eene som van één milioen op de lijst der geldleeners in te schrijven.

Zij zal aldus een plicht vervullen, welke, met de groote gezinnen te begunstigen, ten slotte de gansche nationale collectiviteit zal ten goede komen. Zij zal het Voorschotfonds eene tweecërlei voordeelige bijdrage verleenen, vooreerst door hare wezenlijke waarde, vervolgens door den iever welke haar voorbeeld onder de groote weldoeners van de maatschappelijke werken niet zal nalaten uit te lokken. Wij twijfelen er niet aan of de heer Nolf, man van hart en beproefd vaderlander, zal deze gelegenheid om den dank van het Vaderland te verdienen met geestdrift te baat nemen.

Ook heeft gansch uwe Commissie, samengesteld uit leden van al de partijen, en die om hunne bevoegdheid in onderwijszaken en om hunne toewijding aan de zaak van het Verstand, door uwe collega's werden gekozen, zich eenparig bij den wensch aangesloten, in de overtuiging dat zij aldus een dringenden plicht vervult en medewerkt aan eene waarlijk groote en in den waren zin van het woord beschouwde politiek, vermits het voor het Vaderland eene opbouwende politiek is.

DE ACHTERBLIJVERS IN DE LAGERE SCHOOL.

In ons vorig verslag hebben wij de aandacht van de Kamer op het groot getal verachterde kinderen, in onze lagere scholen, gevestigd.

Met enkel een oogslag op de statistieken van de bevolking van sommige scholen te werpen, is men verwonderd, om niet te zeggen verbaasd, over de weinige saamhoorigheid van de klassen : met angst stelt men vast dat meer dan 50 t. h. van de kinderen een, twee, drie jaar en meer in hunne studiën ten achter zijn.

In eene zelfde klas vindt men ondereen kinderen met een jaar vooruit op hunne medeleerlingen, anderen van normalen leeftijd, dan de dubbelaars en de overdubbelaars. Op dezelfde banken zitten kinderen van normale ontwikkeling nevens

nog minder ontwikkelde kinderen of zelfs eigenlijke abnormalen. Hetzelfde onderwijs wordt gegeven aan leerlingen, wier bekwaamheid heelemaal verschilt : de meest begaafden en de ontoereikenden.

Dat is, besloten wij, zoo voor de leerlingen als voor de meesters een moeilijke toestand, welke gansch ons lager onderwijs kan ontzenuwen en voor denwelke de Kamer moet trachten een redmiddel te vinden.

In dien tijd werd onze bezorgdheid niet eenparig gedeeld. Sommigen zetten brillen met roze glazen op om den toestand te onderzoeken en vonden dezen normaal. Zij werpen ons het geval van de scholen van Brussel op en ontdekten er slechts eene kleine verhouding van 7 1/2 t. h. verachterden in.

In der waarheid bezat de Regeering geene statistieken over de zaak en om ons gevoelen te verrechtvaardigen beschikten wij slechts over cijfers betreffende de scholen van Luik, van Antwerpen en van twee Brusselsche voorsteden. Men kan ons de kleine uitgebreidheid van ons onderzoek verwijten. Men kan er echter de waarde niet van loochenen, welke een groot kwaad vaststelde. En indien het verschil tusschen de 7 1/2 t. h. van de scholen der stad Brussel en de 50 t. h. van ons onderzoek aanzienlijk is, beschuldigde men ons slechts heel schuchter van pessimisme en bleef men ongerust tegenover onze vaste overtuiging, welke van zich zelf zeker scheen.

Een onderzoek alleen kon onze onrust ofwel beschamen ofwel verrechtvaardigen. Dit onderzoek vroegen wij aan de Regeering. De heer Nolf haastte zich ons verzoek in te willigen, daar hij den wensch van uwe Commissie enkel als een met zijne inzichten gelijkvormigen wil tot het welzijn en de bevordering van ons lager onderwijs beschouwde.

Met een spoed en eenen goeden wil, waaraan wij gelukkig zijn ter loops hulde te brengen, ontplooidde hij al zijne opsporingsmiddelen. Door de zorgen van het Bestuur van zijn Departement, geholpen door het Opzienskorps, werd een uitgebreid onderzoek ingesteld. Dit strekte zich tot al de scholen van het land uit.

Elke onderwijzer werd aangezoekt eene lijst van de leerlingen op te maken en zijne opmerkingen in een door het Bestuur opgestelde en van de duidelijkste onderrichtingen voorziene tabel neer te schrijven. Nevens den naam van elken verachterden leerling moesten de vermoede oorzaken van de achterlijkheid opgeteekend worden : onregelmatig schoolbezoek, toevallige ziekten, verandering van school met hetzelfde taalregiem of met verschillend taalregiem, algemeene lichamelijke verzwakking of aangeboren zwakheid, onvoldoende geestesontwikkeling, overbevolking van de klassen, verantwoordelijkheid van het onderwijzend personeel, enz.

Dit onderzoek is geslaagd : de Regeering bezit er de uitslagen van, welke hienavolgende tabel bl. 17-18 beknopt weergeeft.

Uit dit werk blijkt, dat onze lagere scholen op eene bevolking van 798,451 leerlingen 385,385 verachterde kinderen tellen, de eenen van een jaar, de anderen van twee, nog anderen van drie en meer, 't zij 48.3 t. h. van de totale bevolking.

Verre van ons, de gedachte deze tabel nog zwarter te maken, hier de uitslagen van ons persoonlijk onderzoek, dat op een hooger procent uitliep, aan te halen. De cijfers van de Regeering geven eene middelmaat, zij beschikte over uitgebreider opsporingsmachten, hare uitslagen vestigen de officieele waarheid.

Maar hoe verwijderd zich zelfs deze officieele waarheid van de verleden jaar toegegeven 7 1/2 t. h. en hoe nadert zij, eilaas, zeer dicht bij onze 50 t. h. Wij hadden het goed voor. En hoezeer hadden wij gelijk ons te verontrusten, het kwaad aan te klagen, het diepgewortelde kwaad, voor welker genezing wij dringend de redmiddelen vroegen.

Wij hadden dus geenszins overdreven. Er zijn 385,000 kinderen die waarschijnlijk de lagere studiën niet zullen uitdoen, den door de wet opgelegden volledigen cyclus niet zullen doorloopen en niet zullen voldoen aan de verplichting van de acht jaren, waardoor de wetgeving zeker de regelmatige bijwoning van de vier graden bedoelde. Wie zal dan nog verwonderd staan dat de leer- gangen van den vierden graad niet worden gevolgd? Wie zou er ook verwonderd staan over de moeilijkheid voor de professors om volgens dezelfde verstandelijke tucht zulke ongelijke geesten te vormen?

Indien wij op de cijfers van de Regeering steunen, zou eene klas van dertig leerlingen veertien verachterden tellen, verachterd om de meest verscheiden redenen, de eene om zijne onvoldoende verstandelijke ontwikkeling, de andere om lichamelijke verzwakking, deze om zijn onregelmatig schoolbezoek, gene om eene verandering van taalregiem. De meest verschillende gevallen, welke niet min verschillende behandelingen vereischen, zullen zich voordoen. Wie begrijpt niet de moeilijkheden van een noodzakelijk collectief onderwijs, en eenerzijds de nutteloosheid van de poging tot de verzorging van al deze verachterden, en anderzijds de noodlottigheid van de menigvuldige beletsels tot de volledige vorming van de goede leerlingen?

Ons verslag van verleden jaar heeft dien droeven toestand in al zijne bijzonderheden ingestudeerd. Wij zullen er niet verder op ingaan. Maar wij zijn zoo vrij aan te dringen dat de Regeering hare reeds getroffen maatregelen zou uitbreiden: dat zij al langs zoo meer, zoowel in de lagere scholen als in de voorbereidende klassen van de middelbare scholen, de leerlingen in sterke en in zwakke klassen zou indeelen, om toe te laten het onderwijs bij de kracht en de individueele behoeften van de leerlingen aan te passen; dat zij de bijgevoegde klassen voor het onderwijs van de hoofdvakken en van de talen vermenigvuldige, waar de verachterden door een persoonlijk en intensief onderwijs stilaan tot de bij hunnen ouderdom passende klas zullen opgeleid worden; dat zij de gemeenten aanspore tot de inrichting van klassen voor dubbelaars en tot de groepeerings van de leerlingen volgens hunne bekwaamheid; dat zij, ten slotte, zeer ruim weze bij de vaststelling van het minimum van de per klas geëischte bevolking en dat zij zich herinnere dat de meester in eene klas van 25 leerlingen moeizaam een contingent van 11 verachterden moet medeopleiden, een werk van voortdurende zorgen en onafgebroken opoffering.

Wij zijn overtuigd dat de Regeering, voortaan goed ingelicht door haar eigen onderzoek, hare werking zal versterken om ons volksonderwijs zijn maximum van rendeering voor den vooruitgang der burgers en der natie te doen opleveren.

DE VIERDE GRAAD.

Wij zullen niet terugkomen op den aard van den vierden graad. De bespreking ter gelegenheid van de behandeling der begrooting, hier ter Kamer, in Juni laatsleden gehouden, hebben de twistpunten beslecht en den aard van dit onderwijs voorgoed in 't daglicht gesteld.

Zooals wij het zegden in ons verslag van 1921, beoogt « het onderwijs van den vierden graad de algemeene cultuur; het is de voltooiing en de bekroning tevens van het lager onderwijs »

Steeds zijn wij echter de meening toegedaan, dat de hervorming van den wetgever van 1914 haar weldoenden invloed slechts hebben kan mits dat het aangevuld worde door een degelijk ingericht vakonderwijs.

België hangt van het buitenland af voor de grondstoffen, behalve de steenkolen, en voor de twee derden van de producten noodig voor zijne voeding.

Om zich die aan te schaffen, heeft België alleen zijne nijverheid. Doch, bij gebreke van een behoorlijk vakonderwijs, voert ons land, naar verhouding, te veel ruwe producten of half-fabrikaten uit en te weinig afgewerkte fabrikaten, die de grootste winst afwerpen.

De oorlog en zijne verwoestingen, de verhoogde loonen, de nieuwe lasten die op de nijverheid drukken, de toltarieven die de grenzen van de naburige landen afsluiten, verergerden nog den toestand.

Op het einde van verleden jaar, heeft de Regeering eene Commissie ingesteld, welke ten doel heeft dit gewichtig problema der nijverheidsopbrengst te bestudeeren. In zijn verslag aan den Koning, dringt de heer Tschoffen, Minister van Nijverheid en Arbeid, aan op de noodzakelijkheid voor België een goed ingericht technisch, industrieel en professioneel onderwijs te bezitten.

Deze noodzakelijkheid erkend zijnde, zoo dringt de krachtdadige tusschenkomst van den Staat zich op. Hier geldt het onbetwistbaar het gemeenschappelijk welzijn : den Staat behoort het dus op te treden, zonder nochtans het persoonlijk initiatief, de goede inzichten te dooden ; hij moet die leiden, die aanwakkeren, werkgevers en arbeiders in een innige samenwerking vereenigen, geldelijken steun verleen en aan eene vrijheid die blijk gaf van wat zij vernag en zich beperken bij het houden van toezicht.

Wij zijn overtuigd dat het Parlement die oplossing zal goedkeuren.

Zij werd voorgestaan door onzen achtbaren collega, den heer Wauters, oud-minister van Arbeid. Zijn huidige opvolger, de achtbare heer Tschoffen, die zich vooral met het vakkundig onderwijs heeft beziggehouden en die, ter uitbreiding er van, aanzienlijke credietsverhoogingen heeft aangevraagd en bekomen, heeft in den Senaat, bij het verdedigen van dit crediet, de algemeene toetreding verworven.

Laat ons op dezen weg voortgaan ! Wij hebben een grooten afstand afgelegd op

den weg van het industrieel herstel van ons land ; wij kunnen thans den strijd aanbinden op gebied der economische veroveringen.

Wij hebben aan de Regeering gevraagd ons den toestand van de 4^e graden te doen kennen.

De achtbare heer Nolf heeft ons het volgende geantwoord :

« De toestand der vierde graden voor het schooljaar 1924-1925 is nog niet vast uitgemaakt.

» Volgens de voorloopige optelling, zou de aanvullende graad thans 68,649 leerlingen tellen, zeggen 6,917 eenheden meer dan gedurende het schooljaar 1923-1924, dat 61,732 leerlingen telde. »

Vierde graad.

Bevolking.

SCHOLEN.	Schooljaar.	7 ^e jaar.		8 ^e jaar.	
		Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.
Gemeentescholen . .	1923-1924	11,702	6,923	5,015	3,190
— . .	1924-1925	13,338	7,574	5,625	3,712
Aangenomen scholen .	1923-1924	4,417	11,047	1,728	3,759
— . .	1924-1925	4,975	11,903	2,176	4,670
Aanneembare scholen .	1923-1924	3,843	5,476	2,065	2,566
— . .	1924-1925	4,124	5,802	1,757	2,993
Totaal . . .		19,962	23,446	8,809	9,515
— . . .		22,437	25,279	9,558	11,375
Verschil in meer. . .		2,475	1,833	749	1,860
Totaal : 6,917.					

Het onderwijs van het Latijn.

Een onzer Colléga's, bevoegd in schoolzaken, heeft een wensch geuit tot het invoeren van een verplichtenden leergang van Latijn in al de afdelingen van het middelbaar onderwijs, de handelsafdeeling uitgezonderd.

Onze achtbare Collega is van meening dat de minderwaardigheid der huidige geslachten te wijten is aan het bijna geheel ontbreken, bij een groot aantal jonge lieden, van een algemeen cultuur. Men tracht er naar, zoo dra mogelijk, in staat gesteld te zijn zijn kundigheden aan te wenden. Meer en meer geeft men aan de studiën nog enkel een utilitarisch doel : het middel van geld te verdienen, en dit zoo spoedig mogelijk. Men dient daartegen in te werken en het beste middel, het meest afdoende middel daartoe is de studie van het Latijn.

Uwe Commissie heeft zich eenparig met dien wensch vereenigd.

Daarover ondervraagd, deed de achtbare heer Nolf ons het volgend antwoord geworden :

« Latijnsche leergangen worden ingericht in de middelbare jongensscholen te Andenne, Geldenaken, Zinnik, Stavelot, Blankenberge, Seraing, Marche en in de middelbare meisjesscholen te Charleroi en Elsene.

Het schijnt dat, in beginsel, de latijnsche leergangen moeten voorbehouden worden aan de middelbare onderwijsinrichtingen. »

OPZICHT OVER HET LAGER ONDERWIJS.

Verscheidene leden hebben de inrichting van het opzicht over het lager onderwijs tel gehekeld, onder meer de afschaffing van sommige posten en de zeer ongelijke verdeling der klassen onder de opzieners. Zoo gebeurt het dat sommige kantons bijna viermaal meer te bezoeken klassen tellen dan andere schoolkantons.

De geachte Minister van Wetenschappen en Kunsten, op een onzer vergaderingen uitgenoodigd, heeft ophelderingen gegeven, die aan uwe Commissie voldoening hebben geschonken.

Het is echt dat er besloten werd tot herinrichting van de diensten van het opzicht over het lager onderwijs. Het geldt hier natuurlijk niet de gestrengheid van het toezicht te verzachten, doch de arbeid tussehen de verschillende opzieners rechtmatiger te verdeelen.

Reeds vóór 1914, hadden sommige opzieners eene te zware taak die nog aanzienlijk is toegenomen, ten gevolge van de toepassing der wet van 1914, tot invoering van den leerplicht en der wet van 1920 waarbij twee klasbezoeken per jaar worden opgelegd.

Maatregelen werden dan ook genomen om de uitvoering van de wetsbepalingen te verzekeren. Het opzienerspersoneel werd verdubbeld (besluit van 25 en 26 Januari 1921) en een nieuwe opziener geplaatst naast elken kantonnalen opziener. De kantonnale opziener en de toegevoegde opziener van een zelfde kanton moesten derwijze gekozen zijn dat zij, de een en de andere, verschillende denkwijzen vertegenwoordigden; zij moeten elkaar controleeren derwijze dat de gunstmaatregelen vermeden werden.

Spijts de uitstekende inzichten waarop dat stelsel berustte, was het gevaarlijk, want het bracht de politiek in het bestuur. Het weerstond dan ook niet aan de proef der ervaring en in Maart 1921 reeds was men overtuigd dat de geografische verdeling der schoolkantons zich opdrong en dat een afzonderlijk arbeidsveld diende voorbehouden aan den kantonnalen en aan den toegevoegden opziener.

Die inrichting is de eenige die den dienst behoorlijk kan verzekeren, terwijl zij de geschillen over bevoegdheid vermijdt. Zij werd bekrachtigd bij Koninklijk besluit van 7 Februari 1923 (art. 4).

De stelselmatige verdeling van ieder kanton was echter nog de rationneele oplossing niet.

Niet in alle ambtsgebieden was het werk vermeerderd; anderzijds verschillen de moeilijkheden in de opdracht der opzieners volgens de streek. De splitsing, zonder meer, van de kantons, gaf aanleiding tot deze ongerijmdheid dat sommige opzieners ten minste driemaal zooveel klassen bezoeken als hunne collega's die zich in ongeveer dezelfde voorwaarden bevinden.

Eene heraanpassing is dus noodig.

De in 't vooruitzicht gestelde herinrichting heeft niet enkel ten doel de afschaffing van sommige posten, maar gebeurlijk ook, de oprichting van nieuwe districten om diegene te ontlasten welke te veel klassen zouden tellen.

Daarenboven, moeten die verminderingen slechts plaats vinden naar gelang onder het personeel plaatsen open komen.

Het vertrek van een zeker aantal opzieners maakte het mogelijk een post van

kantonnaal opziener af te schaffen in Oost-Vlaanderen, twee in West-Vlaanderen, twee in ieder der provinciën Namen en Henegouw en een post van hoofd-opziener in laatstgenoemde provincie. De nieuwe heropgerichte kantons zijn op verre na niet te aanzienlijk; zij blijven nog ver beneden talrijke andere kantons, waar de opzieners de hun opgedragen taak goed kunnen waarnemen.

Ziehier, bijvoorbeeld, den toestand voor de provincie Namen, waar twee kantons werden afgeschaft.

PROVINCIE NAMEN.

Hoofdpzicht te Dinant.

<i>Vroegere inrichting : 5 kantons.</i>				<i>Nieuwe inrichting : 4 kantons.</i>			
		Klassen.				Klassen.	
		lagere bewaars.				lagere bewaars.	
Beauraing	tellende	96	20	Beauraing (toestand behouden).			
Dinant	—	107	27	Dinant	tellende	66	26
Mariembourg . . .	—	83	24	Mariembourg . . .	—	97	26
Philippeville . . .	—	58	13	Rochefort	—	85	29
Rochefort	—	77	25				

Hoofdpzicht te Gembloers.

<i>Vroegere inrichting : 4 kantons.</i>				<i>Nieuwe inrichting : 4 kantons.</i>			
		Klassen.				Klassen.	
		lagere bewaars.				lagere bewaars.	
Floreffe	tellende	163		Floreffe (toestand behouden).			
Fosses	—	129		Fosses	—		
Gembloers	—	140		Gembloers	tellende	159	
Morialmé	—	116		Philippeville . . .	—	140	

Hoofdpzicht te Namen.

<i>Vroegere inrichting : 5 kantons.</i>				<i>Nieuwe inrichting : 4 kantons.</i>			
Assesse,	tellende	96	lagere kl. en bewaars.	Cincy,	tellende	139	lagere kl. en bewaars.
Eghezée,	—	110	—	Eghezée,	—	136	—
Havelange,	—	79	—	Havelange (afgeschaft kanton).			
Namèche,	—	111	—	Namèche,	tellende	141	lagere kl. en bewaars.
Namen,	—	209	—	Namen (toestand behouden).			

Samenvatting.

<i>Vroegere inrichting :</i>		<i>Nieuwe inrichting :</i>	
Hoofdpzieners	3	Hoofdpzieners	3
Kantonale opzieners	14	Kantonale opzieners	12

GENEESKUNDIG SCHOOLTOEZICHT.

Ook tot een volledige herziening van de bestaande regeling is het, dat uwe Commissie besloot in zake het geneeskundig toezicht.

De instelling gaat uit van een gedachte die onbetwistbaar uitstekend is.

Er zijn nalatige gezinnen wier kinderen van bijzondere zorgen zouden verstooten blijven moest het geneeskundig schooltoezicht niet sommige aandoeningen ontdekken, zooals aanwassen in neus- en keelholten, voorbeschiktheid voor tering, lordose en scoliose, gebrekkig gebit, enz.

Op aanduiding van den geneesheer of van de verpleegster, beschikken sommige kinderen der behoeftige standen over de middelen om erkende aandoeningen te

Tabel van de leerlingen der lagere scholen volgens hunne verdering.

Aanduiding van de scholen.	Getal van de op 15 October 1924 ingeschreven leerlingen.			Getal van de een of meer jaren gevoerde leerlingen.			Getal van de leerlingen met normale vordering.			Getal van de verachteerde leerlingen									Totaal getal van de verachteerde leerlingen.			OORZAKEN VAN DE ACHTERLIJKHEID																												
	Jongens. Meisjes. Totaal.			Jongens. Meisjes. Totaal.			Jongens. Meisjes. Totaal.			van een jaar.			van twee jaar.			van meer dan twee jaar.			J.	M.	Totaal.	Onregelmatig schoolbezoek.	Toevallige ziekte van den leerling.	Verandering van school.				Algemeene lichamelijke verzwakking. Aangeboren zwakheid.	Verstandelijke verzwakking.	Overbevolking van de klassen.	Verantwoorde- lijkheid van het personeel.	Andere te vermelden oorzaken (1)																		
										Zelfde taalregiem.			Verschillend taalregiem.			J.	M.	J.						M.	J.	M.	J.					M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.												
										J.	M.	Totaal.	J.	M.	Totaal.																								J.	M.	Totaal.	J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.
Gemeentescholen . . .	268.495	150.480	418.975	6.561	2.272	8.833	122.058	07.650	100.614	69.519	89.847	109.866	41.085	24.873	66.858	27.472	15.832	43.304	188.976	80.552	219.528	11.836	6.164	19.148	12.884	21.444	16.806	6.164	4.107	15.160	12.045	37.644	20.520	13.008	3.010	2.451	581	7.810	2.552	1.831	734	1.095	950	460	103	25	28			
Aangenomen scholen . .	74.535	108.232	242.827	2.223	3.800	6.023	40.740	94.148	134.888	17.470	40.889	58.865	9.494	20.025	29.819	4.902	8.830	18.732	81.572	70.344	101.910	3.458	7.607	8.970	9.581	4.648	7.819	1.027	3,603	2.958	0.050	0.080	21.408	2.381	0.000	408	637	1.423	2.836	750	615	305	848	58	170	"	"			
Vrije gesubsidiescholen	85.019	81.680	186.649	1.844	1.470	3.290	26.843	48.575	69.418	12.000	19.809	32.709	8.207	11.307	10.514	5.258	0.400	11.058	26.305	37.570	68.941	2.174	3.877	3.825	5.280	6.543	7.339	8.508	4.014	3.161	6.289	5.732	8.847	347	539	129	103	820	1.045	363	417	283	214	30	84	"	"			
	398.040	400.402	708.451	10.593	7.851	18.140	190.541	304.379	394.930	99.805	100.605	300.500	59.380	56.805	116.191	37.632	31.062	68.694	406.910	188.472	385.385	17,468	17.208	26.443	27.681	38.635	31.464	11.209	11.774	21.279	27.990	52.463	50.775	15.936	9.561	2.988	1.481	10.053	0.433	2.044	1.766	2.793	2.041	588	315	23	28			
						2,2 t. h.			49,5 t. h.			25,1 t. h.			14,6 t. h.			8,8 t. h.			48,8 t. h.			4,8 t. h.			6,8 t. h.			8 t. h.			2,9 t. h.			0,2 t. h.			13 t. h.			3,2 t. h.			0,5 t. h.			8,4 t. h.		

(1) Onder deze rubriek groepeeren wij de uitzonderlijke omstandigheden welke door de toezieners worden aangegeven als oorzaken van het achteruitblijven der leerlingen. Zie hier eenige voorbeelden:

1° Te laat aanvragen der studien;

2° Vreemde kinderen;

3° Verblif in schoolkolonies;

4° Gebrek aan inspanning, nalatigheid der leerlingen;

5° Ongunstig gezinsmiddelen, onverschilligheid der ouders;

6° Verblif in vreemde landen;

7° Geen vaste verblijfplaats;

8° Te talrijke verwisseling van personeel, opvolging van tijdelijke onderwijzers;

9° Niet bestaan van den 4° graad; de leerlingen blijven dan in het 3° jaar zitten.

bestrijden, zooals daar zijn : min of meer langdurig verblijf in een schoolkolonie; bijzondere zorgen bij een tandarts, een orthopedist, enz.

Ten slotte, kunnen sommige besmettelijke kinderziekten tegengehouden worden.

Doch ontelbare bezwaren zijn aan het huidig stelsel verbonden.

De bezoldiging der geneesheeren-opzieners is onvoldoende; behalve enkelen onder hen, die zich aan het werk van het medisch schooltoezicht wijden meer uit menschlievendheid, dan uit winstbejag, verwaarloozen de meeste geneesheeren hun ambt, en laten het over aan verpleegsters zoowel voor de diagnose als voor de toe te dienen zorgen.

De door den geneesheer opgemaakte fichen komen in de handen der verpleegsters en der onderwijzers, hetgeen strijdt met de plichten van het beroepsgeheim (Koninklijk besluit van 25 Maart 1921, art. 4 *in fine* en art. 3, § 1).

Een aantal gezinnen hebben hun geneesheer; zij nemen niet aan dat hun kinderen onder de behandeling komen van een vreemden.

Naar de verklaring van den heer Nolf, Minister van Wetenschappen en Kunsten, ter vergadering van 24 Januari 1924 zijn « de schoolopzieners verantwoordelijk voor het werk der verpleegsters en der geneesheeren, zij moeten dus hun toezicht uitoefenen op laatstgenoemden, die zulks alleen met weerzin kunnen aannemen ».

Wanneer de school kinderen van verschillende gemeenten bevat, ziet de geneesheer zich dikwijls genoodzaakt zich tot de besturen van die verschillende gemeenten te wenden, wat voor hem heel wat onaangenaamheden en een aanzienlijk tijdverlies beteekent.

Verschiedene geneesheeren eischen dat de onderwijzer de metingen en wegingen doet, zelfs dat hij den mond en de ooren naziet.

Dat is een misbruik dat voor den arts te rechtvaardigen is, omdat hij genoodzaakt is zich aan zijn gewone patiënten te wijden.

De gezamenlijke voorschriften van het reglement tot inrichting van den dienst voor medisch schooltoezicht, verzameld in de *Bulletins du Ministère des Sciences et des Arts*, jaar 1922, (n° I, blz. 66, 132, 157, 163, 189, 37, 65, 419, 420, 457, 460; n° II, blz. 54, 179, 36, 180, 190, 193, 181), is zoo nauwgezet dat een gewetensvol geneesheer zich onbekwaam verklaart ze na te leven.

De wet wordt dan ook niet toegepast: in de praktijk is zij yervallen.

De Regeering deelt trouwens onze meening.

De geachte heer Nolf, aan wien wij de volgende vraag hadden gesteld: is de Regeering voldaan over de werking van het medisch schoolopzicht? Zooniet, welke maatregelen is zij zinnens te nemen om den huidige toestand te verhelpen, welke door vele leden der Commissie als ellendig wordt beschouwd? heeft ons geantwoord als volgt:

« In mijne rede van 22 Juli 1924, ter Kamer der Volksvertegenwoordigers (Zie Handelingen, blz. 2.071), heb ik de uitslagen van de toepassing der wetsbepalingen op het medisch schoolopzicht uiteengezet.

Die uitslagen zijn totaal onvoldoende; de mislukking ligt gewoonlijk aan de inrichting zelf.

Ik heb aan het oordeel der Kamer de gedachte onderworpen van een Staatsopzicht dat de mogelijkheid zou scheppen den huidige toestand te verhelpen. »

HET FONDS DER MEEST-BEGAAFDEN

Tegen de werking van het Fonds der Meest-Begaafden, ingesteld bij de wet van 15 October 1921, werden talrijke bezwaren ingebracht.

Sommige onzer medeleden teekenden verzet aan tegen de aanzienlijke uitgaven, teweeggebracht door de schiftingscomiteiten : zitpenningen, reiskosten, enz.; zij hebben verzekerd dat het bedrag van die uitgaven over 't algemeen 20 t. h. beloopt van het bedrag der verleende beurzen; zij hebben het geval aangehaald van eene provincie waar, voor een totaal van 29.400 fr. begeben beurzen, die uitgaven ruim 11.000 fr. bedroegen, zegge 40 t. h. bijna; deze hebben geprotesteerd tegen een te groot aantal plaatselijke fondsen, die de schifting zeer moeilijk, zoo niet onmogelijk maken, anderen hebben gewezen op het bespottelijk bedrag der begeben beurzen voor talrijke fondsen.

Na het onderzoek waartoe wij overgingen, waren wij wel genoodzaakt te bekennen dat de meeste van de uitgebrachte bezwaren gegrond zijn en dat het doel van den wetgever van 1921 bijgevolg niet werd bereikt.

Niet dat wij de reeds bereikte goede uitslagen miskennen, benevens de toewijding waarvan de talrijke comiteiten hebben blijk gegeven; dat de wet van 1921 den opbloeij van de jonge lieden van waarde bevorderde, valt niet te betwijfelen, het blijft nochtans waar dat de wet dient herzien en dat dit bij hoogdringendheid moet geschieden.

De Regeering kan ons slechts inlichtingen verstrekken voor het dienstjaar 1922-1923.

Wij ontleenen onze verschillende statistieken aan het *Bulletin du Ministère des Sciences et des Arts*, jaar 1924, n^r 1, en aan het merkwaardige werkje van den heer Bauwens, algemeen bestuurder van het lager onderwijs : het *Fonds der meest-begaafden*.

In September 1923 waren er 167 Fondsen der meest-begaafden, te verdeelen als volgt onder de verschillende provinciën :

Antwerpen. — Gemeentelijke fondsen : 8 ; intercommunale fondsen : 12 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 21.

Brabant. — Gemeentelijke fondsen : 11 ; intercommunale fondsen : 15 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 27.

West-Vlaanderen. — Gemeentelijke fondsen : 5 ; intercommunale fondsen : 17 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 23.

Oost-Vlaanderen. — Gemeentelijke fondsen : 4 ; intercommunale fondsen : 21 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 26.

Henegouw. — Gemeentelijke fondsen : 7 ; intercommunale fondsen : 24 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 32.

Luik. — Gemeentelijke fondsen : 3 ; intercommunale fondsen : 17 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 21.

Limburg. — Intercommunale fondsen : 5 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 6.

Luxemburg. — Intercommunale fondsen : 2 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 3.

Namen. — Intercommunale fondsen : 7 ; provinciaal fonds : 1. Totaal : 8.

Bij deze verschillende Fondsen zijn schiftingscomiteiten gevoegd, welke een

geneesheer en andere leden bevatten, hoofdzakelijk onder de opzieners en het personeel van lager, middelbaar of technisch onderwijs aangeworven.

Het verwijt als zouden de verrichtingen van de schiftingscomiteiten te veel kosten, is, wij zegden het hierboven reeds, gegrond. Dit blijkt uit onderstaande tabel, waarbij de toegekende beurzen worden vermeld, benevens de uitgaven waartoe zij aanleiding gaven :

Aanduiding der Fondsen	Toegekende beurzen	Totaal bedrag	III. Schiftingscomiteiten				
			Aantal vergaderingen	Teweegebrachte uitgaven			
				Zitpenningen	Reis-kosten	Andere (materieel enz.)	Totaal
Antwerpen	248	115.959	89	10.671	2.315	3.450	16.436
Brabant	231	123.428	172	19.337	1.845	5.336	26.518
West-Vlaanderen	135	87.777	93	10.050	3.581	1.499	18.130
Oost-Vlaanderen	226	116.102	124	14.642	1.128	8.345	24.115
Henegouw	175	96.655	112	12.726	2.430	3.684	18.840
Luik	184	112.584	124	15.270	2.744	7.713	25.727
Limburg	79	33.842	37	4.650	1.160	1.320	7.130
Luxemburg	33	32.500	34	3.570	1.628	885	6.083
Namen	50	29.100	46	5.610	2.868	2.548	11.027
	1361	747.947	831	96.526	19.699	37.780	154.005

Het gemiddeld bedrag van de uitgaven beloopt 100 frank per beurs; daar het gemiddeld bedrag dier beurzen 550 frank bedraagt, beloopt de uitgaven dus ongeveer 20 t. h. Men zal gemakkelijk toegeven dat dit cijfer ietwat buitensporig is.

En dat is nog maar een gemiddeld cijfer ! Laten wij dan de volgende gevallen nagaan :

In de Brusselsche agglomeratie heeft een comiteit vier beurzen toegekend, bedragend samen 550 frank en de uitgaven beliepen 480 frank.

In West-Vlaanderen, heeft een comiteit drie beurzen toegekend samen 900 fr. bedragend; zij hebben 979 frank uitgegeven.

Uit deze voorbeelden schijnt te blijken dat sommige Comiteiten van meening zijn dat de wetgever van 1921 een tweevoudig doel heeft nagestreefd : de meest-begaafden helpen en vervolgens de moeilijkheden van het duur leven bestrijden voor de leden van de schiftingscomiteiten.

Dat dit uitzonderingsgevallen zijn, dat talrijke Fondsen zuinig omgaan met 's Lands gelden — en terecht — wij erkennen het nogmaals volgaarne; doch de misbruiken liggen daar voor de hand en wijzen op een volslagen onevenwicht tussehen de geboden hulp en de kosten welke zij medebrengt.

Te gering zijn de toegekende beurzen, in vergelijking met de Geldmiddelen.

De bijdragen van den Staat, de provinciën en de gemeenten, door de wet bepaald, bedragen voor 't dienstjaar 1922-1923, samen 1.629.122 frank, te verdeelen als volgt :

Staat	fr. 740.474
Provinciën	148.170
Gemeenten	740.478

Wat het totaal bedrag der toegekende beurzen betreft, het bereikt slechts 747,947 frank, aldus op een batig slot wijzend van bij de 900,000 frank, dat, op grond van de wet, voor ontvangst moet geboekt op het volgende dienstjaar.

Laten wij in 't voorbijgaan aanstippen, dat het totaal bedrag van de bijdragen van Staat, provinciën en gemeenten voor dienstjaar 1926 meer dan 4,000,000 frk zal belooopen.

Ziehier de tabel der in 1922-1923 toegekende beurzen :

Aard der Studiën.	Aantal beurzen.	Totaal bedrag.	Gemiddeld bedrag.
Lagere Normaalstudiën	496	Fr. 320,789	Fr. 665
Middelbare Normaalstudiën	42	27,215	650
Middelbare studiën van den eersten graad.	247	102,701	415
Middelbare studiën van den hoogstengraad	354	184,320	520
Vakstudiën. ,	179	82,972	460
Andere studiën (kunst, enz.)	43	29,950	700
TOTAALBEDRAGEN	1,361	Fr. 747,947	Fr. 550

Doch, hier geldt het wederom slechts gemiddelde cijfers, waarvan de bijzondere gevallen ver afwijken, in den eenen of den anderen zin.

Er zijn schiftingscomiteiten die zich laten leiden door het wezenlijk doel van de wet, dat hierin bestaat : bij de bevolking die elementen op te sporen welke meest begaafd zijn en bekwaam om een nationale elite te vormen, met het oog op de verhooging van 's Lands verstandelijke, moreele en economische waarde. Die comiteiten hebben slechts een gering aantal beurzen toegekend, doch alle van een hoog bedrag, beloopend soms 2,000 frank, hetgeen dus een doeltreffende bijstand zijn kan.

Andere fondsen, daarentegen, schijnen het begrip van den meest-begaafde te hebben verward met dat van den behoeftige : zij hebben een aantal geringe beurzen toegekend, welke voor de belanghebbenden niet het minste nut hebben. Zoo heeft een Fonds dertig beurzen van 45, 50, 70, 75, enz tot 200 frank toegekend voor lagere of hoogere middelbare studiën en voor vakstudiën.

Dus is de wet volkomen verkeerd begrepen : De ministerieele omzendbrief van 11 Juli 1923 heeft zeer te recht doen opmerken dat « er geen spraak van kan zijn het voordeel van het Fonds der Meest-begaafden te doen genieten door kinderen die slechts weinig aanleg voor de studiën schijnen te toonen en waarvan, dikwijls, de ecrzucht niet verder strekt dan eenige betrekking te bekomen, zooals die van klerk, steno-typiste, brievenbesteller, spoorwegbediende, enz.

Daar de opvatting der wet vooral op het begrip « schifting » steunt, mag de vermogenstoestand van het gezin slechts bijzaak zijn : hij kan in aanmerking komen voor de vaststelling van het toe te kennen bedrag, doch niet om tot het verleenen zelf van dien bijstand te doen besluiten. Het is dus ten onrechte dat men, op grond van dergelijke beweegredenen, eene beurs heeft meenen te kunnen voorstellen ten behoeve van een jong arbeider die eens per week een vakleergang bijwoont ».

Onderstaande tabel (bl. 27-28) geeft de verdeeling op der beurzen, volgens den aard der ondernomen studiën en den aard van de bezochte onderwijsinrichting.

Uit bovenstaande uiteenzetting blijkt duidelijk dat het door den wetgever van 1921 beoogde doel in talrijke gevallen niet bereikt werd; sommige comiteiten springen zonderling om met begrip « meest-begaafden »; zij beschouwen de beurzen als een aanvulling van het kosteloos schoolbezoek; andere, maken ze volstrekt ondoeltreffend, wegens het gering bedrag van den door hen verleenden bijstand; deze geven blijk van een bovenmatige zuinigheid : zij bewaren de beschikbare geldmiddelen en schijnen er maar alleen aan te denken ze zooveel mogelijk onaangeroerd over te houden voor het volgend dienstjaar; genen zijn met een tegenovergesteld gevoelen bezielde : zij zijn bovenmatig mild, doch ten eigen profijte, en zij beuren zitpenningen en reiskosten buiten verhouding met de beurzen welke zij toekennen.

Het is dus noodig de wet te herzien, des te meer daar het bedrag der geldmiddelen van het Fonds in 1926 van 1,629,000 frank tot 4,300,000 frank stijgen zal.

Het was den wetgever er niet om te doen, aan al de kinderen een min of meer grooter bijstand te verzekeren; hij had alleen ten doel de schifting der lasten, de toekenning van de noodige hulp aan de keurelementen, aan hen die blijk geven van merkelijk hogere hoedanigheden en begaafdheden. Die meest-begaafden, het komt er op aan ze te ontdekken en men zal er slechts in slagen indien men het kader van de verrichtingen van het Fonds verruimt; anderzijds, is het noodig dat de toegekende bijstand doeltreffend zij, in verhouding met de geldmiddelen van den belanghebbende en met de ondernomen studiën; ten slotte, is het een dringende noodzakelijkheid de uitgaven, teweeggebracht door de verrichtingen der Comiteiten, te verminderen.

DE PUPILLEN- EN DE CADETTENSCHOLEN.

Talrijke leden hebben het als hun meening uitgesproken, dat de leerlingen die de pupillenscholen en de cadettenscholen bezoeken best weder naar inrichtingen voor lager of middelbaar onderwijs zouden gestuurd worden.

Zij hebben de aandacht van uwe Commissie gevestigd op het verouderd karakter der pupillenscholen, op de beginselen van hunne inrichting, die niet meer aangepast zijn bij ons na-oorlogsch maatschappelijk regiem, op de gevaren van die instellingen voor de toekomst van een groot aantal kinderen die de welwillendheid der Natie op gansch bijzondere wijze waardig zijn.

Men weet dat de pupillen opgeleid worden in de lagere scholen te Bouillon en te Saffraenberg, in de middelbare scholen te Marneffe en te Aalst; eindelijk, in de cadettenschool te Namen. Tot die scholen worden toegelaten met ingang van den

leeftijd van 10 jaar, de zonen van militairen die het Vaderland hebben gediend, de zonen van magistraten, ambtenaren, beambten en bedienden van het Openbaar bestuur. Dat de democratische Staat een deel op zich neme van de familielasten zijner dienaren, niemand zal dat beginsel afkeuren; alleen over de toepassingswijze van dat principie gaat men niet ten volle akkoord.

Verleden jaar, immers, heeft het Parlement zich met den grootsten nadruk uitgesproken tegen de specialisatie van gelijk welk onderwijs voor de jeugd. Dat onderwijs moet van algemeene cultuur zijn. Het moet streven, niet naar de ontwikkeling van vakkundige of technische bekwaamheden, maar naar de vorming der grondzakelijke vermogens waaronder de menschelijke waarde der individuen gevestigd wordt.

In zulk een opvoedingsprogramma, zoo redematig en zoo overeenstemmend met hetgeen onze tijd verlangt, waar zal men plaats vinden voor cultuurspecialiseeringen, zooals die welke bestaan in de instellingen waar de intellectueele leerlingen de stijfheid der militaire tucht aannemen?

In eene regime waar de burgers van alle maatschappelijke klassen het samen-voelen van het regiment kennen en, onder hetzelfde vaandel, hetzelfde patriotisch ideaal dienen, is het dan niet een verouderde instelling van de adspirant-officiëren, van kindsbeen af, in een besloten midden te parkeerén, dat bijna noodlottig door den kastegeest is bezielde? Zijn die jongelieden, in particularistische gevoelens opgebracht, niet blootgesteld aan psychologische misvormingen welke, later, hun gezag zullen verminderen wanneer ze staan tegenover de manschappen die ze moeten aanvoeren en wier ziel ze niet zullen kennen omdat ze niet met hen hetzelfde schoolleven hebben gedeeld, noch dezelfde verstandsvorming hebben genoten?

Voeg daarbij de mislukkingen bij den aanvang van den levensloop en de pijnlijke gevallen der kinderen die, slecht gericht, die gespecialiseerde studiën ondernemen en vervolgens hunne valsche roeping erkennen.

Voeg er nog bij den tegenspoed van al diegenen welke, bij gebrek aan beschikbare plaatsen in de afdelingen der Militaire school, in het burgerlijk leven worden teruggeroepen waar het hun niet gemakkelijk valt goed figuur te maken.

Eindelijk, wij mogen ook niet den toestand der Staatsfinanciën uit het oog verliezen. Zoo er uitgaven zijn die zich opdringen, er zijn er andere die volkomen onnoodig, zelfs onbegrijpelijk zijn. Dit is onbetwistbaar het geval voor de uitgaven veroorzaakt door de bedoelde onderwijsinrichtingen. Ieder leerling kost aan den Staat meer dan 4,000 frank.

Voor al deze redenen is uwe Commissie van oordeel dat bovenstaande scholen moeten afgeschaft worden en de pupillen en cadetten teruggestuurd naar de lagere en middelbare scholen, waar zij dezelfde algemeene cultuur als de overige kinderen van hun leeftijd zullen ontvangen.

En men bewere niet dat die ontwikkeling ontoereikend zou zijn voor de voorbereiding onzer aanstaande officieren. De les van den oorlog heeft op schitterende wijze het tegendeel bewezen. Onder de officieren hebben diegenen die uit de athenæa en collega's kwamen zich niet minderwaardig getoond aan de anderen, noch wat hunne verdienste op technisch gebied betrof, noch wat hunne verknochtheid aanging. En als men toch het tegendeel wil staande houden, waarom dan

niet bevestigd dat de algemeene ontwikkeling, door de middelbare scholen gegeven, niet volstaat voor de toekomstige geneesheeren, ingenieurs, rechters, dat die verschillende specialisten, van het lager onderwijs af, dienen gespecialiseerd? Dit beginsel is zelfs niet meer te verdedigen voor de handenarbeid, dus, nog veel minder voor de verstandelijke arbeiders.

Dat de Staat een zeker aantal beurzen toekent voor sommige nader bepaalde pupillen en dat hij ze, in overleg met de ouders, in officieele of vrije onderwijsinrichtingen plaatse.

Noch de pupillen die aanmoediging verdienen, noch de belastingschuldigen, noch vooral het leger, voor zijne innige waarde, voor zijn maatschappelijke rol, voor de moreele eenheid van het officierenkorps, zullen er iets bij verliezen.

HOGER ONDERWIJS.

Men weet dat de wet van 31 Juli 1923 op het gebruik der talen aan de Hoogeschool te Gent in artikel 6 bepaalt dat « Het gebruik van het Vlaamsch aan de Universiteit neemt in de verschillende faculteiten en scholen een aanvang met het academisch jaar 1923-1924 met de lessen van het eerste studiejaar en wordt van jaar tot jaar uitgebreid ».

In October 1923, werden die bepalingen toegepast op het eerste studiejaar; in de verleden maand October werden zij tot het tweede studiejaar uitgebreid.

Laten wij ook in herinnering brengen dat artikel 6 der wet bepaalt dat : « Zoo de omstandigheden het toelaten, zal de Regeering het inrichten van het Vlaamsch onderwijs bespoedigen, zonder echter inbreuk te maken op het recht der studenten, die hunne studiën in het Fransch hebben aangevangen, om ze in deze taal te voltooien ».

Bij toepassing van die bepaling, heeft de Regeering de leergangen verdubbeld welke in andere studiejaar dan het eerste en tweede begrepen waren.

Velen onzer medeleden hebben den wensch uitgedrukt de uitslagen te kennen van het aan de Hoogeschool te Gent door de wet van 31 Juli 1923 ingevoerd regiem.

Uwe Commissie heeft dienaangaande aan de Regeering nadere inlichtingen gevraagd. Wij laten ze hier volgen :

1^o In het eerste en het tweede jaar der studiën welke leiden tot wettelijke graden buiten die welke begeven worden door de scholen voor burgerlijke bouwkunde en voor kunsten en ambachten, wordt een derde van de lessen uitsluitend gegeven in het Vlaamsch, een derde uitsluitend in het Fransch, een derde in beide talen;

2^o In het eerste en tweede jaar der studiën welke voorbereiden tot wetenschappelijke graden, buiten die welke begeven worden door de scholen voor burgerlijke bouwkunde en voor kunsten en ambachten, wordt gansch het onderwijs in het Vlaamsch gegeven;

3^o In het eerste en tweede jaar der studiën die voorbereiden tot de wettelijke of wetenschappelijke graden begeven door de scholen voor burgerlijke bouwkunde en voor kunsten en ambachten, worden al de leergangen in beide talen gegeven;

4^o De leergangen ten behoeve van de geneesheeren-hygiënisten en een van de leergangen welke voorbereiden tot den bijkomenden graad van electro-technisch ingenieur, wordt in 't Vlaamsch en in 't Fransch gegeven.

Hieronder geven wij de tabel der bevolking van de Hoogeschool te Gent.

Bevolking van de Universiteit te Gent.

	1923-1924		1924-1925	
	Vlaamsch	Fransch	Vlaamsch	Fransch
Candidatuur in Wijsbegeerte . . . I ^e jaar	1	32	5	28
„ „ „ „ „ II ^e jaar	—	38	1	29
Candidatuur in Kunst- en Bouwkunde . . . I.	3	—	4	—
„ „ „ „ „ II.	—	4	3	—
Notariaat I.	0	4	3	3
„ „ „ „ „ II.	—	6	1	8
Candidatuur in Bestuurl. Wetensch. . . I.	0	—	0	—
„ „ „ „ „ II.	—	2	0	—
Handelsschool I.	17	—	4	—
„ „ „ „ „ II.	—	24	16	—
Samengevoegd examen voor de candidatuur in natuurl. wetenschappen voorbereidend tot de geneeskunde en voor de candidatuur in geneeskunde I.	0	3	0	6
Candidatuur in natuurl. wetenschap . . . I.	4	32	3	33
„ „ „ „ „ II.	—	31	3	27
Candidatuur in natuurk. wetensch. . . . I.	0	6	0	11
„ „ „ „ „ II.	—	4	0	4
Candidaat-ingenieur I.	0	27	1	24
„ „ „ „ „ II.	—	18	0	27
Vorb. school B. B. I.	0	67	0	108
„ „ „ „ „ II.	—	49	0	68
Vorbereid. voor Kunsten. I.	1	180	1	227
„ „ „ „ „ II.	—	76	1	109
Conducteurs I.	1	30	0	23
„ „ „ „ „ II.	—	23	0	23
Samengevoegd II.	—	7	0	3
Licham. opvoeding. I.	3	—	2	—
„ „ „ „ „ II.	—	5	2	—

Candidatuur in Philo- logie.	{	I. (vl.) 5	voorb. tot de Rechten. . . 1	} voor het jaar 1924-1925.
			Germ. philologie . . . 1	
			Klass. philologie . . . 2	
			Geschiedenis . . . 1	
			5	
	{	II. (vl.) 1	Germ. philologie.	

FONDS DER MEESTBEGAAFEN
(Dienstjaar 1922. — 4° kwartaal) (1923. — 1°, 2° en 3° kwartaal).

I. — Inkomsten.

II. — Toegekende beurzen. { A. Aantal.
B. Bedrag.

III. — Schiftingscomiteen.

AANDUIDING DER FONDSEN.	Algemene berekening (volkstelling) op 31 December 1920.	I. INKOMSTEN.						Aantal regelmatige aanvragen aan de Schiftingscomitee in de provincie.	II. BEURZEN TOEGEKEND MET HET OOG OP BOVENVERMELDE STUDIËN																					
		Wettelijke bijdragen			Andere inkomsten: (giften, legaten, enz.)	Overschot van het vorige dienstjaar.	Totaal.		In lagere normaalscholen			In middelbare normaalscholen			In middelbare scholen van den lagere graad			In middelbare scholen van den hooger en graad			Technische			Andere			TE ZAMEN			
		Gemeente	Provincie	Staat					openbaar	privaat	Totaal	openbaar	privaat	Totaal	openbaar	privat	Totaal	openbaar	privaat	Totaal	openbaar	privat	Totaal	openbaar	privat	Totaal	openbaar	privat	Totaal	
Antwerpen . . .	1,016,963	101,670	20,330	101,670	—	—	223,082	414	A B	91 18,520	77 36,780	108 55,310	1 700	10 0,300	11 7,000	12 4,110	2 1,500	14 5,610	8 2,400	36 8,690	44 11,090	31 10,875	27 15,016	58 32,521	8 2,700	5 1,728	13 4,428	91 45,305	157 70,654	240 115,959
Brabant	1,621,699	152,153	30,421	152,153	400	—	335,127	584	A B	42 20,860	25 18,695	67 31,555	8 2,750	2 1,530	10 4,280	31 14,855	7 4,472	38 10,327	54 38,725	41 14,472	95 53,197	15 7,069	2 800	17 7,869	4 4,200	—	4 4,200	158 88,459	78 34,069	231 123,428
West-Vlaanderen .	803,687	80,848	16,063	80,848	—	—	176,759	252	A B	12 10,600	47 86,646	59 47,246	3 3,200	—	3 3,200	8 1,477	10 6,050	18 7,827	2 290	39 19,655	41 10,945	2 1,200	8 5,459	10 6,859	2 2,900	—	4 2,900	31 19,967	104 67,810	128 87,777
Oost-Vlaanderen .	1,107,384	110,689	22,186	110,689	—	—	243,514	372	A B	40 22,950	55 39,060	95 62,910	4 2,085	1 1,200	5 3,285	16 4,422	35 12,490	51 10,012	8 2,600	30 12,530	23 15,120	32 8,435	17 8,210	49 16,605	2 1,400	1 160	3 1,260	97 41,563	129 74,540	225 116,103
Henegouwe . . .	1,220,371	122,035	24,397	122,035	—	—	268,507	320	A B	41 26,065	20 17,855	61 43,478	5 2,950	—	5 2,950	40 12,615	5 2,282	45 14,897	20 10,559	16 8,569	46 25,128	13 5,700	1 100	14 5,300	4 4,162	—	4 4,162	123 68,249	42 28,406	175 96,655
Luik	869,092	86,295	17,231	86,295	—	—	189,841	601	A B	39 80,500	13 12,000	52 42,300	2 1,500	—	2 1,550	52 18,806	7 4,800	59 24,606	23 15,870	18 13,750	46 28,120	8 8,900	1,608	12 5,508	0 8,300	3 2,900	12 10,500	138 79,196	46 33,458	154 112,584
Limburg	300,455	30,064	6,007	30,064	—	—	66,135	199	A B	1 1,200	22 11,250	23 12,550	2 1,600	3 2,800	5 4,400	2 522	—	2 222	6 2,800	23 9,430	35 12,320	1 500	13 3,550	14 4,050	—	—	—	12 6,712	67 27,120	70 33,832
Luxemburg . . .	222,729	22,264	4,471	22,264	—	—	49,199	83	A B	5 4,050	12 11,450	17 15,500	—	—	—	4 4,100	3 1,900	7 6,000	1 500	6 6,200	6 6,700	1 1,800	1 200	2 2,300	4 2,000	—	1 2,000	12 12,450	21 20,050	23 32,500
Namen	318,338	31,390	7,094	31,390	22	—	76,780	182	A B	7 3,050	7 3,850	14 6,700	1 600	—	1 600	5 1,900	8 5,100	18 7,000	5 2,300	13 10,500	12 12,700	—	2 1,000	2 1,000	—	2 500	2 200	12 7,750	22 31,350	50 29,100
	7,405,639	740,474	148,170	740,748	422	—	1,699,544	3007	A B	318 127,592	278 183,185	496 390,789	36 15,385	16 11,830	42 27,215	170 64,107	77 28,594	247 102,704	137 81,534	217 102,786	354 184,320	103 45,499	78 37,478	179 82,972	22 25,262	11 4,688	43 29,950	690 369,580	671 378,967	1,361 747,947

Sommige leden hebben geklaagd over de ontoereikendheid van de laboratoria der Hoogeschool. Ondervraagd over dit punt, zoo heeft men ons geantwoord dat de Hoogescholen te Gent en te Luik over laboratoria in voldoende aantal beschikken om aan de huidige eischen van het hooger onderwijs te voldoen.

Hieronder zetten wij bondig den toestand uiteen :

1^o Voor elken leergang van de faculteit der wetenschappen, voor de faculteit der geneeskunden en voor de technische scholen welke laboratoriumoefeningen bevatten, bestaat een laboratorium.

De lijst er van vindt men in de programma's der beide hoogescholen.

2^o Het laboratorium wordt bestuurd door den hoogleeraar die den leergang geeft. De leerlingen arbeiden er onder zijne leiding. De leeraar wordt in zijne taak bijgestaan door hoofden der practische oefeningen, assistenten, hulp-preparatoren, kliniekhofden, kliniekhulpers. De hoofden der practische werken en de assistenten worden gekozen onder de dokters, apothekers of ingenieurs; de anderen onder de meest gevorderde studenten. Sommige preparatoren nemen ook deel aan die werkzaamheden. Enkele docenten, repetitoren en conservatoren werken er aan mede.

Thans zijn er, buiten de persoonlijke laboratoria der professoren, assistenten, enz.

Te Luik ongeveer (sommige laboratoria versmolten zijnde) 32 laboratoria en 12 klinieken, met ongeveer 25 hoofden der practische werken, 40 assistenten, 15 kliniekhofden en 15 helpers-preparatoren.

Te Gent, ongeveer 33 laboratoria en 10 klinieken, met ongeveer 20 hoofden der practische werken, 20 assistenten, 18 kliniekhulpers en 12 helpers-preparatoren.

(N. B. Te Gent zijn er minder leerlingen dan te Luik, het aantal assistenten, enz., moet er dus zoo groot niet zijn).

3^o Behalve de laboratorium-oefeningen, heeft men, voor een zeer groot aantal leergangen der faculteit in de wijsbegeerte en letteren en een zeker aantal in de rechten, seminarie-oefeningen ingericht.

Ik zal slechts even herinneren aan de « herhalingen » (die veeleer toepassings-oefeningen zijn) en aan de grafische werken in sommige leergangen van de faculteit der wetenschappen (wiskunde, beschrijvende meetkunde, enz.) en der technische scholen (burgerlijke gebouwen, machienen, enz.).

4^o In 1924, is in de begrooting, als bestendige last, voor *Luik* een bedrag voorzien van 533,000 frank (driemaal het crediet van vóór den oorlog).

Voor *Gent*, een bedrag van 362,000 frank.

Die credieten stijgen voortdurend. Bij die credieten komen zich voegen de toelagen der « Hoogeschoolvermogens » (inkomst van ieder : 1 miljoen ongeveer).

Als tijdelijke last, heeft men steeds, sedert 1919, een zeker bedrag voorzien voor het inrichten en uitrusten der laboratoria.

Tegenwoordig, richt men in :

a) Te *Luik*, buiten de vergrootingswerken van het laboratorium en de kliniek voor radiologie, eene kliniek (met laboratorium) voor kinesitherapie, een laboratorium voor klinische opsporingen (toegepast op de geneeskunde), een laboratorium voor de techniek der scheikundige ontleding (voor de studenten in de

geneeskunde); men onderzoekt daarenboven, de inrichting en de uitrusting van de laboratoria der nieuwe afdeeling voor burgerlijke bouwkunde;

b) Te *Gent*, een instituut voor de natuurkunde, een laboratorium voor ontledende scheikunde; met de studie van de inrichting en van de uitrusting van een nieuw instituut voor radiologie werd een aanvang gemaakt.

Onderzoeken wij nu de begrooting.

Zij voorziet :

Voor de gewone uitgaven, eene som van	fr.	293,359,936
Voor de uitzonderlijke uitgaven, eene som van		26,140,039
Te zamen.		fr. 321,499,975

Vergeleken bij de credieten van 1924 wijzen deze cijfers op :

Voor de uitzonderlijke uitgaven, eene vermindering van	fr.	21,077,317.00
Voor de gewone uitgaven, eene vermeerdering van		7,576,683.03

Hetzij over het geheel eene vermindering van fr. 13,500,633.97

Er dient bovendien rekening gehouden met de credieten voorzien op de begrooting van de buitengewone ontvangsten en uitgaven, die te zamen bedragen : 23,235,000 frank.

De bijzonderste verhoogingen zijn het gevolg, voor de Begrooting, van door de Kamer aangenomen wetten, en inzonderheid de wetten betreffende de gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen voor de Meest-Begaafden, de wet van 31 Juli 1923 op het gebruik der talen aan de Universiteit te *Gent*, de weddeverhoging van het onderwijzend personeel in de inrichtingen van middelbaar-onderwijs en van de lagere scholen.

De aanzienlijkste vermindering, 20,991,749 frank, is het gevolg van het intrekken van het crediet voorzien voor de vergoeding, welke het twaalfde vertegenwoordigde van de jaarwedde vermeerderd met de standsplaats- en de gezinsvergoeding.

Zooals de vorige jaren, en in overeenstemming met het verlangen van het Parlement om den geldelijken toestand van het land te verbeteren, heeft uwe Commissie getracht de begrooting in te krimpen.

Dit mocht haar echter niet gelukken.

Inderdaad, eenerzijds vloeien de verhoogingen voort uit de wet; anderzijds, is eene volstrekt gewilde politiek van bezuiniging niet aannemelijk in zake onderwijs. Hieromtrent is uwe Commissie het eens met den Eersten Minister, waar deze verklaart dat de uitgaven van het openbaar onderwijs dat onmisbaar is voor den bloei van het land, niet in te krimpen zijn, en dat dienvolgens de bezuinigingen op dit gebied zeer gevaarlijke besparingen zouden zijn.

HOOFDSTUK I

ARTIKEL 1 TOT 8.

Hoofdbestuur.

Op dit hoofdstuk is eene vermindering van 107.830 frank, hoofdzakelijk

voortvloeiend uit het vertrek van een zeker getal bedienden van het Bestuur die niet werden vervangen.

Anderzijds kan men door het opheffen van een groot getal gratisabonnementen op het *Staatsblad* en andere uitgaven daarmee in verband, het crediet van 50.000 frank tot 20.000 frank verminderen.

In verband met artikel 8, hebben vele van onze Collega's den wensch uitgedrukt het getal ambtenaren te kennen die gedurende het verlopen jaar de Vlaamsche lessen door het Departement ingericht, hebben gevolgd, evenals de redenen van de vermindering van het voorziene crediet.

Het antwoord daarop luidde :

GETAL BEDIENDEN DIE DE VLAAMSCH E LESSEN HEBBEN GEVOLGD.

Schooljaar	1 ^{ste} graad	2 ^{de} graad	3 ^{de} graad	Hoogere cursus	Crediet
1922-1923 . .	38	45	4	—	8.000 frank.
1923-1924 . .	3	15	21	2	6.000 —
1924-1925 . .	5	7	6	1	4.000 —

« De tusschenkomst van het Departement in de kosten voor de inrichting der Vlaamsche lessen werd van jaar tot jaar verminderd ten gevolge van de vermindering van het getal leerlingen voor die lessen ingeschreven. Voor al de Departementen (behalve voor spoorwegen) was het getal leerlingen in 1922-1923 ongeveer 1.200; voor 1923-1924 ongeveer 400, en voor 1924-1925 ongeveer 260. »

In verband met artikel 4, heeft uwe Commissie den wensch uitgedrukt dat de Bibliotheken van de verscheidene Departementen zouden vervangen worden door eene centrale bibliotheek.

Door deze sammentrekking zou men eene aanzienlijke besparing doen, door de vermindering van het getal bibliothecarissen en door dat van hetzelfde werk niet meer een zoo groot getal exemplaren zouden gekocht worden.

HOOFDSTUK II.

ART. 9 tot 11.

In ons vorig verslag hebben wij het belangrijke vraagstuk der pensioenen in den breede behandeld. Met de belanghebbenden zijn wij gelukkig dat er weldra eene gunstige oplossing zal getroffen worden. De Eerste Minister was zoo goed onlangs in eene bespreking te erkennen dat het pensioen van de ambtenaren een recht is, een soort van verlenging van de jaarwedde. Namens de Regeering zou de belofte moeten afgelegd worden op de perequatie van de wedden de perequatie van de pensioenen te doen volgen, beide met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924.

De Staatsbedienden twifelen er niet aan of de Regeering zal hare verbintenis nakomen.

HOOFDSTUK III.

ART. 12 tot 24.

Wetenschappen.

Op dit hoofdstuk komt eene vermindering voor van 194,557 frank, voortvloeiend uit het vertrek van sommige ambtenaren, de verschillende mutaties die werden gedaan onder het personeel van het Koninklijk Museum van Natuurgeschiedenis, en de vermindering van den tijdelijken last voor de bemeubeling van nieuwe lokalen voor het Algemeen Rijksarchief.

HOOFDSTUK IV.

ART. 25 tot 27.

Openbaar onderwijs.

Dit hoofdstuk is vermeerderd met 372,700 frank. gevolg van de wet van 15 October 1921 (art. 7 en 11) betreffende de Meest-Begaafden. Het bedrag van de Rijkssubsidiën aan de gemeentelijk, intercommunale en provinciale Fondsen voor de Meest-Begaafden is vastgesteld, voor 1925, op 20 centiem per inwoner, hetzij eene vermeerdering van 5 centiem op de toelagen van verleden jaar.

HOOFDSTUK V.

ART. 28 tot 44.

Hooger Onderwijs.

Op dit hoofdstuk is eene vermeerdering van 175,405 frank.

De bijzonderste verhooging spruit voort uit de toepassing der wet van 31 Juli op het gebruik der talen aan de Gentsche Hoogeschool.

Uwe Commissie heeft dienaangaande nadere aanduidingen gevraagd aan de Regeering. De heer Nolf heeft ons geantwoord :

PERSOONEEL : Het is moeilijk omstandig de kosten te schatten van de toepassing der wet, doordat velen van de nieuwe leeraars en bedienden cursussen in de twee talen geven. De navolgende cijfers geven echter een voldoende nauwkeurig idee van de uitgaven :

a) Jaarwedden en verschillende toelagen	fr.	240,000
b) Overuren	, . . .	57,000
TE ZAMEN : FR.		297,000

MATERIEEL. a) *Lasten van den algemeenen dienst :* N. B. Het is onmogelijk nauwkeurig de vermeerdering te schatten van de lasten van de algemeenen dienst (verwarming, verlichting, schoonmaak, enz.) voortvloeiend uit de toepassing van de wet, daar het dienstjaar 1924 niet afgelopen is, en de meeste van deze diensten tweetalig zijn. Men zal niet ver van de werkelijkheid zijn wanneer men de vermeerdering van de uitgaven, voortvloeiend uit de wet, op 50,000 frank raamt.

b) *Lasten voor de wetenschappelijke diensten.* — De inrichting van de wetenschappelijke diensten, als gevolg van de wet, is te kort van duur om de uitgaven die er zullen uit voortvloeien, te kunnen beramen. Deze uitgave zal overigens niet aanzienlijk zijn, doordat weinig nieuwe laboratoria moeten ingericht worden (natuurkunde, algemeene scheikunde, herinrichting eerder dan oprichting, analytische scheikunde); de inrichting zal zoo wat 30.000 tot 40.000 frank vergen.

c) *Tijdelijke lasten.* — De inrichting van de lokalen in het oprichten van nieuwe laboratoria zal voor 1924 eene uitgave medebrengen van omtrent 320.000 frank.

In verband met artikel 42, betreffende de betrekkingen van de intellectueelen met het buitenland, hebben sommige leden ons verzocht aan de Regeering te vragen welke hare inzichten waren ten aanzien van de Internationale Intellectuele Samenwerking. Hierbij het antwoord op onze vraag :

« De Regeering wijdt hare bijzondere aandacht aan de verlangens en de beslissingen van Geneva, inzake internationale intellectuele samenwerking.

Zij heeft onverwijld haar steun toegezegd aan de Belgische Nationale Commissie tot Intellectuele Samenwerking, die onlangs werd gesticht onder het voorzitterschap van den heer J. Destrée, gewezen Minister van Wetenschappen en Kunsten, lid van de Commissie tot Internationale Intellectuele Samenwerking.

Anderzijds, heeft de Regeering er zich op toegelegd de taak van de Commissie tot Intellectuele samenwerking te vergemakkelijken, zonder nochtans de Belgische belangen uit het oog te verliezen. Zoo zal, dank zij hare bemoeiingen, de oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut tot Intellectuele samenwerking de zelfstandigheid erkennen van de internationale instellingen van intellectueelen aard, die haar zetel te Brussel hebben, namelijk : het Verbond der Internationale Vereenigingen, de Internationale Dienst van Bibliographie, de Internationale Raad van Opzoekingen, de Internationale Academische Vereeniging.

Om eindelijk te toonen hoe ver wij reeds zijn gegaan op den weg door de Internationale Commissie tot Intellectuele Samenwerking aangeduid, zal het voldoende zijn te wijzen op eenige uitslagen door het Departement van Wetenschappen en Kunsten reeds bereikt.

WETENSCHAPPELIJKE EIGENDOM. — De Regeering heeft geantwoord op het onderzoek daarover door de Commissie ingediend. Op advies van de afdeeling der Wetenschappen, heeft de Academie het beginsel van het ontwerp Ruffini aangenomen.

KUNST- EN LETTERKUNDIGE EIGENDOM. — De heer J. Destrée, voorzitter van de Belgische Commissie, is belast met het opmaken van een omstandig ontwerp over de bescherming van den kunst- en letterkundigen eigendom.

BIBLIOGRAPHIE. — De Internationale Commissie tot intellectuele samenwerking heeft een akkoord gesloten met het Internationaal Instituut van Bibliographie. De Volkenbond heeft eene toelage van 1000 frank aan dit Instituut verleend, dat door de Belgische Regeering sedert 1895 doorlopend ondersteuning kreeg, en waaraan zij tot hiertoe ongeveer 1 miljoen besteedde.

RUILING VAN PUBLICATIES. — Op verslag van den Belgischen deskundige werd besloten de overeenkomsten van 1886 dienaangaande te herzien.

RUILING VAN LEEHAARS. — Drie jaar geleden heeft de Regeering een intellectueel akkoord gesloten met Frankrijk over het geregeld uitwisselen van professoren van het hooger, middelbaar en technisch onderwijs. Dit akkoord heeft de beste uitlagen opgeleverd en zal worden voortgezet.

RUILING VAN STUDENTEN. — Krachtens een Fransch-Belgisch akkoord, werden Belgische studenten naar Parijs gezonden. Velen van hen hebben een tehuis gevonden in de Hoogere Normaalschool.

Een Belgisch student werd naar Praag gezonden.

Dank zij de medewerking van de « Fondation Universitaire » werden beursstudenten van onze Universiteiten naar de Vereenigde-Staten, naar Brazilië en naar de belangrijkste Europeesche universiteiten gezonden.

Jonge Belgische doctors in de philologie en de geschiedenis werden opgenomen in het « Institut Historique Belge » te Rome en in de « École Française » te Athene.

Doctors in de Germaansche philologie, aan de Universiteit van Edimburg.

GELIJKWAARDIGHEID VAN DE DIPLOMA'S. — Sommige bepalingen van de intellectuele overeenkomsten met Frankrijk en het Groothertogdom Luxemburg betreffen de gelijkwaardigheid van de scholen en van de diploma's.

Het wetsontwerp op het begeven der academische graden en het wetsontwerp waarbij een examen tot toelating aan de universiteiten wordt voorgeschreven, dat is onlangs ingediend, houden zich daar evencens mede bezig.

Om aan den wensch van vele leden uwer Commissie te gemoet te komen, geven wij hierbij eene tafel van de bevolking der vier Universiteiten voor 1924 :

Gent	.	.	.	.	.	.	1,521
Luik	.	.	.	.	.	.	2,691
Brussel	.	.	.	.	.	.	1,944
Leuven	.	.	.	.	.	.	3,212

Studenten toegelaten tot de voorbereidende proeven (wettelijke graad) van de technische faculteiten :

Gent	.	.	.	.	.	.	25
Luik	.	.	.	.	.	.	89
Brussel	.	.	.	.	.	.	38
Leuven	.	.	.	.	.	.	106

1^o Getal gehomologeerde certificaten in 1924 : 1,748.

Getal recipiendi die in 1924 met goeden uitslag hebben afgelegd : a) de voorbereidende proef (art. 10 van de wet) : 154. — b) de voorbereidende proef (art. 12 van de wet) : 9.

HOOFDSTUK VI.

Middelbaar Onderwijs.

ART. 45 tot 56.

De vermeerdering op dit hoofdstuk bedraagt 355,688 frank.

Zij spruit hoofdzakelijk voort — voor 353,050 frank — uit de weddeverhoo-
ging van het personeel der Staatsscholen van Middelbaar Onderwijs.

In verband met artikel 50 lit. a, hebben talrijke leden de wensch uitgedrukt dat
de Regeering de lyceums voor meisjes zou subsidieeren en het getal der scholen
zou vermeerderen. Daarover ondervraagd, heeft de Minister ons geantwoord :

« De toestand van onze openbare financiën laat de Regeering thans niet toe
een wetsontwerp in te dienen tot oprichting van Koninklijke athenea voor
meisjes. Inmiddels hebben de meisjes de toelating onder zekere voorwaarden de
lessen te volgen van de Koninklijke athenea daar waar er geene inrichting van
middelbaar onderwijs van den hooger en graad voor haar bestaat ».

*
* *
*

Wij geven hierbij de lijst van de inrichtingen van middelbaar onderwijs met
hare bevolking.

KONINKLIJKE ATHENEA.

BENADERENDE BEVOLKING (1).

1. Antwerpen	915
2. Aarlen	255
3. Ath	181
4. Brugge	204
5. Brussel	632
6. Charleroi	624
7. Chimay	205
8. Dinant	120
9. Gent	403
10. Hasselt	222
11. Hoei	199
12. Elsene	764
13. Luik	838
14. Leuven	407
15. Mechelen	273
16. Malmédy	183
17. Bergen	474
18. Namen	216

(1) De cijfers van de schoolbevolking op 31 December 1924 kunnen niet gegeven wor-
den vóór 1 Februari.

19. Nijvel	259
20. Oostende	411
21. Thienen	267
22. Tongeren	181
23. Doornik	273
24. Verviers	199

 9.296

*Atheneum-afdeelingen
toegevoegd aan de Middelbare scholen.*

25. Aken	19
26. Bouillon	41
27. Diest	55
28. Stavelot (Wet. afd.)	63
29. Thuin	58
30. Virton	79

 315

 GEHEELE BEVOLKING 10.611

STAATSMIDDELBARE SCHOLEN VAN DEN LAGEREN GRAAD

a) *Jongens.*

Aantal middelbare scholen : 87. — Bevolking : 22.768.

b) *Meisjes.*

Aantal middelbare scholen : 44. — Bevolking : 10.363.

Op 1 Januari 1924, bestond de bevolking der voorbereidende afdeelingen (lagere afdeelingen) bij de Staatsmiddelbare scholen uit :

16.075 leerlingen (jongens) en
6.560 leerlingen (meisjes).

Te zamen : 22.635 leerlingen.

Als documentatie geven wij hieronder de tabel van de schoolbevolking van het vrij middelbaar onderwijs.

Overzicht per provincie.

PROVINCIEËN.	Voorbereidende klassen.	7 ^{de} of 4 ^{de} voorbereid.	Oude humaniora.	Moderne humaniora.	Handelsafdeeling.	Landbouwafdeeling.	Bijzondere lessen.	Andere afdeelingen.	Te samen.
Antwerpen	2,195	986	2,301	883	524	37	10	»	6,936
Brabant	2,909	1,384	3,278	2,323	296	»	162	75	10,427
West-Vlaanderen. .	2,039	955	1,622	923	19	160	»	20	5,738
Oost-Vlaanderen . .	2,989	1,045	1,628	1,264	568	25	30	»	7,549
Henegouw	413	580	1,980	1,422	»	126	43	»	4,564
Luik	1.030	517	1,746	944	36	15	30	366	4,684
Limburg	460	441	871	300	»	75	»	»	2,147
Luxemburg	49	284	339	104	»	87	»	19	882
Namen	383	304	1,012	706	»	»	63	»	2,468
Te samen	12,467	6,496	14,777	8,869	1,443	525	338	480	45,395

HOOFDSTUK VII.

ART. 57 tot 72.

Dit hoofdstuk wijst op eene vermeerdering van 405.075 frank. Zij is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de uitgaven voor de verbetering en het huren van de lokalen en het materieel der Staatsnormaalscholen, door de verhooging van de wedden der leeraars, onderwijzers en onderwijzeressen.

Artikel 68 voorziet een crediet voor het Rijksschoolmuseum. In verband daarmee, hebben verschillende leden doen opmerken dat de bestuurders der gemeentelijke schoolmuseums, behoorende tot het onderwijs, niet beschouwd worden als belast met eene pedagogische taak. Het Rekenhof beweert ten onrechte dat zij eene administratieve taak vervullen. Dit is eene vergissing. Die bestuurders zijn geene conservators. Zij leiden de pedagogische evolutie, vooral onder opzicht van het schoolmaterieel. Zij zijn verplicht nieuw materiaal te verzamelen en hunne Collega's te documenteeren. Hunne taak is dus zeer druk.

Onze Collega's vragen dus dat zij zouden gelijkgesteld worden met de gemeentel-inspecteurs en dat zij zouden recht hebben op Staatspensioen.

HOOFDSTUK VIII.

ART. 73 tot 88.

Lager Onderwijs.

Op dit hoofdstuk komt eene vermeerdering voor van 6.390.039 frank.

Decredieten voorzien voor de betaling van de wedden van het onderwijzend personeel der lagere scholen stijgen van 205.577.125 frank tot 211.975.108 frank.

Deze verhooging van 6.397.983 frank vloeit voort uit de wettelijke verhooging van de wedden en uit de oprichting van een zeker getal klassen van den 4^{en} graad.

Het crediet voorzien voor de scholen van volwassenen werd verminderd met 200.000 frank.

In verband met de inrichting van den vierden graad, hebben vele leden de aandacht der afdeeling gevestigd op de ontoereikende voorbereiding van sommige onderwijzers die de lessen van handwerk moeten geven; naar onze meening, zouden deze lessen uitsluitend moeten toevertrouwd worden aan onderwijzers die daartoe bijzonder voorbereid werden.

Over zijne inzichten daaromtrent ondervraagd, heeft de Minister van Wetenschappen en Kunsten geantwoord :

« De wet tot regeling van het lager onderwijs vergt geene enkele bijzondere voorwaarde, te vervullen door de onderwijzers van den vierden graad.

De schoolhoofden zijn dus heelemaal vrij in de keuze van die onderwijzers, binnen de perken van art. 24 der wet.

De Regeering kan maar optreden om te wijzen op de tekortkomingen van de aangestelde onderwijzers en om eventueel hunne vervanging te eischen.

In het belang van hunne scholen, moeten de besturen de klassen van den vierden graad natuurlijk alleen toevertrouwen aan onderwijzers die al de noodige waarborgen bieden van handigheid en ervaring.

Normaallessen worden door de Regeering en zelfs door de provinciën en de gemeenten ingericht, om de opleiding van de onderwijzers aan te vullen en om ze voor te bereiden tot het onderwijs van de vakken met praktische strekking. Maar de getuigschriften afgeleverd voor het bijwonen dier lessen schenken van rechtswege geen voorrecht voor eene eventuele benoeming tot onderwijzer van den bijkomenden graad. Het is nochtans logisch en billijk dat de onderwijzers, die zich verder ontwikkeld hebben door de studie en door het schoolwerk, voor hunne inspanning beloond worden en dat zij de voorkeur krijgen op hunne collega's die niet gelijkwaardige eigenschappen bezitten. »

. . .

Eenige leden hebben zich verzet tegen het uitsluitend confessionneel karakter van het lager onderwijs te Turnhout. Daarover ondervraagd, heeft de achtbare heer Nolf aan uwe Commissie de navolgende inlichtingen verschaft :

« Gedurende het schooljaar 1923-1924, telden de gemeentescholen van Turnhout geen enkelen leerling ontslagen van de godsdienstles.

De toestand van het schooljaar 1924-1925 is nog niet gekend, maar wij meenen te mogen denken dat de toestand dezelfde zal zijn als in 1923-1924.

Welnu, uit de verklaringen gedaan tijdens de bespreking van de nog van kracht zijnde wetsbepaling — wet van 1895 — blijkt dat wanneer eene school wordt bijgewoond door leerlingen die allen tot denzelfden godsdienst behooren, en waarvan niemand de ontslagning van de godsdienstles eischt er geene enkele bepaling van de wet zich tegen verzet dat deze school confessionneel weze. (Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Handel. der Kamer*, 1894-1895, bl. 2194 en 2354).

Nochtans, wanneer de school bijgewoond wordt door een of meer kinderen die van de godsdienstles zijn ontslagen, moet elk confessionneel karakter uit het onderwijs worden uitgesloten.

Verscheidene leden hebben de aandacht van uwe Commissie gevestigd op de ontoereikendheid van het onderwijs der Fransche taal in de lagere scholen der Vlaamsche gemeenten; in talrijke gemeenten zou dit onderwijs niet ingericht zijn en zelfs, in de scholen waar het bestaat, zou het zich beperken tot al te aanvankelijke begrippen. Dienvolgens, uiten onze Collega's den wensch dat de studie der Fransche taal meer zou behartigd worden in het Vlaamsche gedeelte van het land.

Sommige leden hebben verzet aangeteekend tegen de toelagen door de provinciën verleend voor het bouwen van lokalen bestemd voor het vrij onderwijs.

Men dient op te merken dat geene enkele wetsbepaling aan de provinciën verbiedt subsidiën toe te staan voor het bouwen van vrije scholen. Nochtans, daar de noodige credieten op de Begrooting moeten uitgetrokken worden, zijn de beraadslagingen van de Provincieraden op dit punt onderworpen aan de goedkeuring des Konings, overeenkomstig artikel 86 van de provinciewet.

In 1922 hebben drie provinciën dergelijke toelagen aan schoolcomiteiten toegestaan.

Provinciën	Sommen toegestaan voor aangen. scholen.	Aanneembare scholen.
Antwerpen	1,200.00	1,000.00
Oost-Vlaanderen	—	174,476.37
Namen	—	33,675.45

Om te beantwoorden aan het verlangen van eenigen onzer Collega's, geven wij hieronder eene tabel met vermelding, per provincie, van het getal schoollokalen behorende aan de gemeenten en ter beschikking van de niet gesubsidieerde aangenomen, aanneembare of vrije scholen.

Getal schoollokalen behorende aan de gemeenten en ter beschikking gesteld van de aangenomen, aanneembare of vrije scholen.

PROVINCIEËN.	A) KOSTELOOS.									B) TEGEN HOURSOM.			
	Bewaarscholen				Lagere scholen				Algemeen totaal (lag. en bewaarsch.).	Scholen			
	aangenom.	aanneemb.	vrije.	Te zamen.	aangenom.	aanneemb.	vrije.	Te zamen.		vrije bewaarsch.	lagere		Te zamen.
											aangenom.	vrije.	
Antwerpen	7	5	»	12	36	1	2	39	51	»	»	1	1
Brabant	10	3	»	13	19	3	»	22	35	1	»	»	1
West-Vlaanderen. .	10	6	2	18	99	»	»	99	117	9	»	»	9
Oost-Vlaanderen . .	10	1	»	11	65	4	»	69	80	»	»	»	»
Heuegouw	11	4	»	15	22	»	»	22	37	2	»	»	2
Luik	4	1	»	5	11	»	»	11	16	»	»	»	»
Limburg.	8	2	»	10	203	3	»	206	216	»	»	»	»
Luxemburg	21	22	»	43	47	3	»	50	93	»	»	»	1
Namen	30	10	»	40	34	3	»	37	77	»	»	»	»
Het Rijk	111	54	2	167	536	17	2	555	722	12	1	1	14

Betreffende artikel 85, waarbij een crediet wordt voorzien voor de scholen voor volwassenen, hebben sommige leden aangedrongen op de uitbreiding van deze instellingen.

Het was de Regeering niet mogelijk om de statistieken van die scholen over het schooljaar 1924-1925 te verstrekken.

Bijgaande tabel geeft de toestand voor 1922-1923 en voor 1923-1924. Het aantal dier inrichtingen is in 1923-1924 zeer afgenomen en hunne bevolking is met 14 t. h. gezakt. Voor wat de Zondagsscholen voor volwassenen betreft, die schijnen veroordeeld om nagenoeg geheel te verdwijnen. Ziehier, volgens de Regeering, de oorzaken van dien toestand :

1° Naarmate de wet op den leerplicht hare uitwerkselen doet gevoelen, ontvangen de scholen voor volwassenen minder en minder ongeletterden en de aanvangsleergangen verdwijnen ;

2° De jongelieden, die een behoorlijk lager onderwijs genoten hebben, volgen bij voorkeur bijzondere leergangen of vakscholen. Ook zijn de schoolbesturen er op gesteld hunne klassen van volwassenen te hervormen in klassen voor vak- of huishoudkundig onderwijs ;

3° Bij het verlaten der lagere school, vinden de jonge lieden gemakkelijk eene winstgevende betrekking waartoe zelfs geen ernstig lager onderwijs wordt vereischt ; zij verliezen alzoo alle neiging om hun vorming te volledigen ;

4° De sport en de openbare vermakelijkheden oefenen op een gedeelte der jeugd een grootere aantrekkingskracht dan het naschoolsch onderwijs ;

5° Eindelijk, zijn er meesters welke, jammer genoeg, geen belangstelling toonen in de leergangen voor volwassenen.

Om aan dien toestand te verhelpen, moet eerst en vooral het programma der scholen voor volwassenen worden heraanangepast.

De zaak werd onderzocht en een verslag zal eerlang aan het onderzoek van den Verbeteringsraad worden onderworpen ».

Betreffende artikel 142, waarbij toelagen worden voorzien voor de naschoolsche werken, drongen sommige leden aan opdat wij de Regeering zouden ondervragen over hare inzichten omtrent een wetsvoorstel, door een onzer collega's ingediend over den vrijen tijd der arbeiders. De achtbare heer Nolf heeft ons het volgende geantwoord :

« De Regeering heeft niet nagelaten zich bezig te houden met de middelen om den vrijen tijd der arbeiders, in verstandelijk opzicht, te benuttigen.

Sinds tal van jaren, is een som van twee honderd duizend frank gebracht op de Begrooting van mijn Ministerie ten bate van de naschoolsche werken, en het zijn de plaatselijke Comiteiten voor het opleiden der werklieden en de werken van den Vrijen tijd welke, uit hoofde van het bestaan hunner conferentie-afdeelingen, het grootste gedeelte van bedoeld crediet opslorpen.

De Rijksmedewerking bepaalt zich, tot nog toe, tot het louter intellectueel gedeelte voor de benutting van den vrijen tijd. Voor wat betreft het uitspannings- en sportief gedeelte, heeft de Regeering geen initiatief kunnen nemen dat een financieele tussekenkomst zou vergen van grooteren omvang dan overeen te brengen is met de besparingen die thans zoo groot noodig zijn ».

Scholen voor volwassenen.

	Gemeentelijke					Aangenomen					Vrije gesubsidieerde					Geheel totaal				
	Scholen	Klassen	Leerlingen			Scholen	Klassen	Leerlingen			Scholen	Klassen	Leerlingen			Scholen	Klassen	Leerlingen		
			Jongens	Meisjes	Totaal			Jongens	Meisjes	Totaal			Jongens	Meisjes	Totaal			Jongens	Meisjes	Totaal
Op 31 December 1922	1.966	3.412	48.179	9.378	57.557	59	117	1.650	920	2.570	922	1.642	8.483	30.731	39.214	2.947	4.871	58.312	41.029	99.341
Op 31 December 1923	1.874	2.954	42.900	8.575	51.475	93	186	2.354	1.654	4.008	717	1.222	5.582	23.731	29.313	2.684	4.362	50.836	33.960	84.796
Vershil	- 92	-158	-5.279	- 803	-6.082	+34	+69	+704	+734	+1.438	-205	-420	-2.901	-7.000	-9.901	-263	-509	-7.476	-7.069	-14.545

HOOFDSTUK IX.

Art. 89 tot 142.

Schoone Kunsten, Letteren en Volksbibliotheken.

Dit hoofdstuk heeft geen belangrijke wijzigingen ondergaan.

De voorziene toelage bij artikel 109, litt. B., scheen aan vele leden van uwe Commissie ontoereikend toe. Daarover ondervraagd, heeft de Regeering geantwoord dat de som van 75,000 frank op artikel 109 werd gebracht en als volgt verdeeld :

63.000 frank op litt. A voor de toelagen aan de provinciën, aan de steden en aan de gemeenten wier inkomsten ontoereikend zijn voor het herstel der monumenten ;

12.000 frank op litt. B. als toelagen voor het herstel en de bewaring der kunstvoorwerpen en oudheidkundige voorwerpen behorende aan de Openbare Besturen, de kerken, enz., onderhoudswerken aan de staatsgoederen welke een uitsluitend historisch of artistiek belang hebben. Zendingen en studiekosten betreffende deze herstellingen en die werken.

Echter kan men onverschillig op litt. A. of op litt. B. de door de Regeering toegekende toelagen uitkeeren.

Anderzijds, moet men niet uit het oog verliezen dat het crediet van artikel 110 groot 150,000 frank, bestemd is voor de provinciën, de gemeenten en kerk-fabrieken voor kunstherstel der als monumenten geklasseerde godsdienstige gebouwen.

. . .

Verscheidene leden wenschten de inzichten van de Regeering te kennen in zake het gedenkmaal aan den Arbeid van onzen groote Constantin Meunier en omtrent de viering der honderdste verjaring van 's Lands onafhankelijkheid. Onze collega's stelden voor van die gelegenheid gebruik te maken om de verzamelingen van de Musea in het Jubelpark nog te verrijken.

De achtbare heer Nolf liet ons de volgende antwoorden geworden :

« De Regeering stelt zich voor de honderdste verjaring van 's Lands Onafhankelijkheid plechtig te vieren. Doch de Commissie zal begrijpen dat het vooralsnog niet mogelijk is dienaangaande bepaalde beslissingen te nemen.

Het voorstel van « de verzamelingen van de Musea in het Jubelpark nog te verrijken » zal de aandacht van het Departement van Wetenschappen en Kunsten gaande houden.

De Belgische Regeering is vanzins zoodra mogelijk het gedenkmaal van den Arbeid op te richten.

Zij zoekt zich te verstaan met de rechthebbenden van wijlen Constantin Meunier om het eens te worden over de te kiezen standplaats en de wijze om de vier halfverheven beeldwerken en de vijf standbeelden welke het definitief monument moeten uitmaken in onderling verband te brengen.

De Belgische Regeering wenscht dat geen tweede exemplaar van het gedenkmaal aan den Arbeid in het buitenland wordt opgericht. Wellicht zou zij de

mogelijkheid kunnen overwegen om uitzonderlijk toe te laten dat dezelfde beeldhouwelementen volgens een andere bouwkundige schikking worden gebezigd. doch in gemeen overleg met haar en met de rechthebbers van den beeldhouwer.

Het eigendom van het monument behoort uitsluitend den Belgischen Staat, krachtens het uitdrukkelijk contract tusschen de Regeering en den kunstenaar gesloten ».

HOOFDSTUK XI.

Art. 145 tot 157.

Uitzonderlijke uitgaven.

Dit hoofdstuk is in vermindering met 21.077.317 frank.

Deze vermindering is hoofdzakelijk het gevolg van het in 1924 voorziene crediet tot betaling van de toelage gelijk aan het twaalfde der jaarwedde, verhoogd met de standplaats- en gezinstoelagen.

Mits bovenstaande bemerkingen, heeft uwe Commissie de eer U, bij de meerderheid der aanwezige leden, voor te stellen het begrootingsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

TH. GOLLIER.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.

